

سكاي من الفضل

la régularisation
rs d'enfants français

Le Monde

«Séries noires
en série»
1. Daniel Pennac
Une nouvelle de 40 pages

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16006 - 7 F. SAMEDI 13 JUILLET 1996 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

D'autres enquêtes seront menées sur les crimes de Bosnie

LES JUGES du Tribunal pénal international ont délivré, jeudi 11 juillet à La Haye, un mandat d'arrêt international contre Radovan Karadzic et Ratko Mladic. Dans leurs conclusions à l'issue des auditions publiques de témoins organisées depuis le 27 juin, les juges ont déclaré avoir déterminé les responsabilités de commandement militaire ou étatique des deux hommes à propos des crimes commis en Bosnie pendant la guerre, notamment dans l'enceinte musulmane de Srebrenica. Dans ces conclusions, lues jeudi à La Haye par le juge Claude Jorda, la chambre a d'autre part « invité » le procureur à enquêter sur d'autres responsables, « à des échelons décisionnels de même nature ou supérieurs ». De telles enquêtes pourraient donc impliquer notamment le président de Serbie, Slobodan Milosevic, dont le nom n'a cependant pas été cité.

Lire page 4

Perquisition à la SNCF

Le juge d'instruction Eva Joly a perquisitionné à la SNCF, dans le bureau du président, Loïc Le Roch-Prigent. p. 26

Enquête sur la PJ

Le parquet de Paris ordonne une enquête préliminaire sur le refus de la police judiciaire de collaborer avec le juge Eric Halphen lors de sa perquisition au domicile de Jean Tiberi. p. 8

Les « affaires » de l'Essonne

Les structures politiques de l'Essonne craquent sous l'accumulation des affaires politico-financières. p. 6

Concentration dans les téléfilms

Le plus gros producteur français de fictions légères, AB Productions, entre chez Harner, spécialisée dans les téléfilms. p. 26

Le Pippin d'Apple

La firme américaine compte sur le Pippin, un ordinateur combinant CD-ROM et accès à Internet, pour redresser ses finances. p. 18

Fragile haute couture

Les défilés parisiens de haute couture reflètent la fragilité de la mode française. p. 22

Allemagne, 3 DM; Autriche, 9 F; Belgique, 25 BF; Canada, 25 SCAD; Danemark, 14 KRO; Espagne, 200 PTA; Grèce, 200 DR; Hongrie, 100 F; Italie, 200 L; Japon, 100 YEN; Pays-Bas, 10 G; Portugal, 200 ESC; Royaume-Uni, 10 L; Suède, 10 SKR; Suisse, 10 FR; Taiwan, 100 NT; Thaïlande, 10 B; USA, 1 D; Venezuela, 200 B.

M 0147-0713-7.00 F

L'Europe s'oppose aux sanctions américaines contre le commerce avec Cuba

Les pays de l'Union menacent les Etats-Unis de représailles



APRÈS L'ANNONCE par les autorités américaines de refuser tout visa d'entrée aux Etats-Unis à neuf dirigeants et actionnaires de la firme minière canadienne Sherritt International, les pays de l'Union européenne menacent Washington de prendre des mesures de rétorsion. Lundi 15 juillet, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne devraient étudier les éventuelles ripostes à la décision de Washington de renforcer l'embargo contre Cuba, en dépit des protestations de ses partenaires et alliés.

Dans un premier temps, les ministres devraient se contenter « d'un concert unanime de protestations » destiné à adresser « un signal clair à la Maison Blanche tout en évitant l'adoption de mesures trop contraignantes qui pourraient embarrasser le président Clinton, engagé dans la campagne électorale », selon un responsable français. Cette réaction minimale des pays de l'Union européenne est destinée à conforter la solidarité européenne et à faire pres-

sion sur le président Bill Clinton afin qu'il annule les dispositions les plus controversées de la loi Helms-Burton. Le président américain doit décider le 15 juillet s'il fait usage de son droit de suspendre une des dispositions de la loi, l'article 3. Celui-ci prévoit la possibilité pour des citoyens américains qui auraient été lésés lorsque le régime castriste a exproprié des firmes américaines installées à Cuba de poursuivre devant la justice américaine les entreprises qui ont récupéré les actifs de ces firmes. Cette clause du texte est la plus dangereuse pour les entreprises visées; elles risquent des dizaines de millions de dollars de pénalités devant les tribunaux américains, ceux-ci n'ayant pas pour habitude de faire des cadeaux aux firmes étrangères. Pour pallier les conséquences de ces dispositions, des pays comme le Canada, l'Espagne et l'Italie, qui entretiennent des relations commerciales conséquentes avec Cuba, étudient l'adoption de mesures législatives destinées à protéger leurs entreprises, voire à leur permettre d'exercer, elles-mêmes, des re-

Lire page 3 et notre éditorial page 12

Bréviaire de poche pour travailleur agricole contemporain

EN CES TEMPS où l'on se préoccupe de la qualité des aliments qu'ingurgitent canards, porcs, truies d'élevage et bêtes ruminantes à cornes, il aurait été choquant que les pouvoirs publics ne se penchent pas aussi sur les conditions de vie des salariés agricoles. Ces femmes et ces hommes, parfois embauchés à la « va comme je te pousse » et payés au noir selon le bon vouloir des maîtres, ont les honneurs du Journal officiel, qui publie un arrêté du 1^{er} juillet signé Henri-Pierre Culaud, directeur des exploitations, de la politique sociale et de l'emploi au ministère de l'Agriculture.

Ce texte d'une méticulosité notariale détaille les obligations que doivent respecter les employeurs qui hébergent, chez eux ou dans des logements indépendants, leurs salariés permanents ou saisonniers. Jusqu'alors, il revenait à chaque préfet de déterminer les conditions minimales de logement des travailleurs de la terre. Mais, comme les textes de référence remontaient à 1926, il avait pu s'installer ici ou là un laxisme patronal que le respect le plus élémentaire de la personne humaine réprouve. La loi de mo-

derisation agricole de 1995 a donc décidé de remettre de l'ordre dans les droits et devoirs de chacun et d'actualiser la législation du travail à la campagne. Il faudra désormais que le logement soit pourvu d'une « literie totalement équipée, propre et en bon état et d'une armoire individuelle fermant à clé ». A chaque cabine de douche « sera associé un espace de déshabillage protégé des projections d'eau » et, détail capital, « chaque cabinet d'aisances sera pourvu d'une brassade adaptée au maintien de sa propreté et de papier hygiénique... ». Prolixité, l'administration ajoute : « Lorsqu'il s'agit de l'hébergement des travailleurs sur des chantiers notamment paysagers et forestiers, les locaux destinés au sommeil doivent prévoir que les pièces destinées aux hommes soient séparées de celles destinées aux femmes et que le volume habitable sera au moins égal à 11 m³ par personne. » Finies les chambrées, puisqu'il est interdit d'installer des lits superposés et que le nombre de couchages par pièce ne peut être supérieur à six. Finis les doux abandons dans la paille des granges : les instructions pour lutter contre tout début d'incendie sont draconiennes. Puisque, pour le plus grand nombre, les travailleurs saisonniers sont embauchés l'été pour les moissons et la cueillette des fruits, des dispositifs spécifiques s'appliquent du 1^{er} juin au 15 septembre dans les départements méridionaux. Là, les exploitants sont autorisés à héberger leur main-d'œuvre sous des tentes. Camping à la ferme, certes, mais pas à n'importe quelle condition. Le terrain où sont dressées les maisons de toile doit être accessible par une voie carrossable reliée à une voie publique. Il faut installer un lavabo avec robinet d'alimentation, glace et tablette, prévoir deux bacs pour laver la vaisselle et le linge, des poubelles hermétiques dont l'employeur assure l'entretien au moins deux fois par semaine.

Que tous ceux qui recherchent un petit bout de paradis pour l'été en Beauce, chez des arboriculteurs, dans les alpages ou du côté des vignobles se munissent de ce bréviaire de poche. Journal officiel du 10 juillet, pages 10409 et 10410. Tout y est.

François Grosrichard

Triste anniversaire à Rangoun

AUNG SAN SUU KYI n'a pas eu grand-chose à célébrer mercredi 10 juillet, premier anniversaire de sa libération après six années d'assignation à résidence. Si les généraux ne sont parvenus ni à la dissuader ni à la marginaliser, l'opposante demeure condamnée, au moins pour un temps, à entretenir l'attention sur la situation en Birmanie qu'a forcée la libération du régime.

Le pouvoir militaire répond à ses demandes de dialogue en accusant, dans des médias qu'il contrôle, le Prix Nobel de la paix 1991 de vouloir « détruire » la Birmanie. Même si son message non violent de liberté circule sous le manteau, grâce aux enregistrements réalisés par ses partisans venus l'écouter le week-end, M^{me} Suu Kyi ne peut pratiquement pas sortir de sa résidence à Rangoun.

Les méthodes de la junte, régulièrement dénoncées par des organisations humanitaires internationales. S'il était à la place de la dissidente, a-t-il ajouté le 7 juin, « je pense que je me contenterais d'être un symbole » plutôt que d'être « reconnu impuissant » à diriger le pays. Sauf imprévu, l'Asean devrait même accorder à la Birmanie, le 19 juillet à Djakarta, à l'ouverture de sa conférence ministérielle annuelle, le statut officiel d'« observateur », levant ainsi le dernier obstacle à une candidature à l'adhésion. Ces deux dernières années, la Birmanie - que la junte a rebaptisée Myanmar - n'avait assisté aux réunions de l'Asean qu'en tant qu'« invité » de la présidence tournante. Le statut d'observateur lui donnera également automatiquement accès, même si ce n'est pas du goût des Etats-Unis ou de l'Union européenne, au Forum régional de l'Asean, tribune créée en 1994, qui réunit toutes les puissances concernées par les problèmes de sécurité en Asie-Pacifique et dont la troisième rencontre annuelle a lieu le 23 juillet dans la capitale indonésienne.

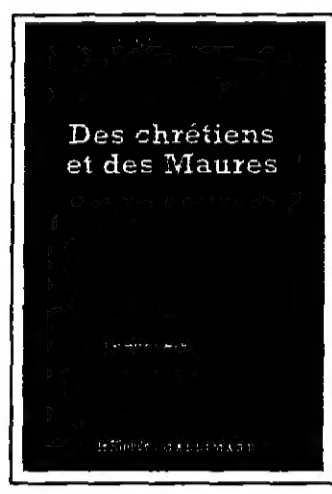
Marionnettes sud-africaines à Avignon

Des quatre fondateurs de la Handspring Puppet Company de Johannesburg, en Afrique du Sud, il ne reste, quinze ans plus tard, que Basil Jones, administrateur, et Adrian Kohler, le marionnettiste. Mais la dimension politique et sociale des premiers jours domine toujours leurs spectacles. Après avoir sillonné l'Afrique du Sud en camion, d'école en école, pour se produire devant un public de Noirs et de Blancs mêlés malgré l'apartheid, la troupe présente pour la première fois ses marionnettes à Avignon.

Les marionnettes animent une adaptation bouleversante du *Woyzeck* de Georg Büchner, la pièce la plus violente du romantisme allemand, transposée dans une ville minière du Transvaal, terre éloignée de tout sur laquelle on croise des hommes à la peine.

Les marionnettes animent une adaptation bouleversante du *Woyzeck* de Georg Büchner, la pièce la plus violente du romantisme allemand, transposée dans une ville minière du Transvaal, terre éloignée de tout sur laquelle on croise des hommes à la peine.

Jean-Claude Pomanti
Lire la suite page 12

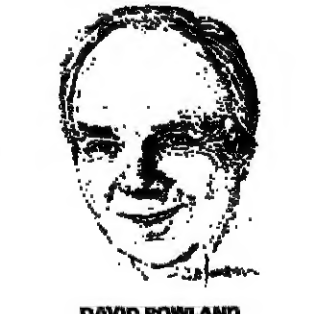


Des nouvelles de la famille Malaussène

«SÉRIES NOIRES en série» : chaque vendredi (Journal daté samedi) jusqu'au 23 août, *Le Monde* offrira à ses lecteurs, en collaboration avec Gallimard, des nouvelles inédites présentées sous la casaque jaune et noir de la célèbre collection policière.

En attendant Jérôme Charyn, Henri Raczymow, Didier Daeninckx, Thierry Jonquet, Daniel Picouly et Marc Villard, c'est Daniel Pennac qui ouvre le ban dans ce numéro, avec *Des chrétiens et des Maures*.

Le sauveur du Lloyd's



DAVID ROWLAND, soixante-quatre ans, a pris en 1993 la présidence du Lloyd's, le plus grand, le plus vieux et le plus prestigieux marché mondial d'assurances, avec une mission difficile : éviter sa faillite. Le Lloyd's a traversé ces cinq dernières années la crise la plus grave en plus de trois cents ans d'existence. Il a accumulé plus de 8 milliards de livres (64 milliards de francs) de pertes. M. Rowland semble pourtant en passe de gagner son pari : le Lloyd's redevient bénéficiaire.

Lire page 13

International	2	Aujourd'hui	17
France	6	Jour	19
Société	8	Agenda	20
Carnet	9	Abonnements	20
Horaires	10	Météorologie	20
Entreprises	11	Culture	21
Finances/marchés	15	Radio-Télévision	25

TENSION Après des jours de confrontation avec la police, les manifestants protestants qui exigeaient de défilé dans le quartier catholique de Portadown, en Irlande

du Nord, ont finalement fait plier la police, jeudi 11 juillet. Ils ont obtenu gain de cause après avoir menacé le gouvernement britannique d'étendre la tension à toute la pro-

vince. ● LA RECULADE de Londres a fait enrager la minorité catholique et suscité l'incompréhension du premier ministre de Dublin, John Bruton a trouvé cette décision « très

grave » et a appelé à « la plus grande retenue ». ● LA SAISON des marches orangistes a ravivé les tensions intercommunautaires et menace un processus de paix déjà mis à

mal depuis la rupture du cessez-le-feu par l'IRA. Si la majorité des Irlandais du Nord aspirent à la paix, leurs dirigeants semblent incapables de surmonter leur sectarisme.

Retour de la haine et de la peur en Irlande du Nord

A la veille des marches orangistes du 12 juillet, les nationalistes ont réagi avec colère à l'autorisation par la police d'une parade protestante dans le quartier catholique de Portadown

BELFAST

de notre envoyée spéciale
La première fusée du feu d'artifice du 12 juillet est partie dans le ciel détrempé de Belfast, jeudi soir peu avant minuit. Drôle de fête dans un pays qui a renoué depuis près d'une semaine avec ses deux plus vieux réflexes : la haine et la peur. Sur Donegall Pass, quelques familles débonnaires promènent enfants et bébés dans l'obscurité pour voir brûler les bûchers que les protestants d'Ulster allument chaque année pour commémorer leur victoire sur les catholiques en 1690. On y brûle des drapeaux irlandais et, occasionnellement, français. Un jeune garçon tape de toutes ses forces sur une grosse caisse, produisant un bruit de tonnerre. Dans cette rue protestante du centre-ville, la veille, des barricades brûlaient.

Mais, le soir, la tension s'est déplacée à deux cents mètres de là, dans le quartier catholique d'Ormeau Road. Vers minuit, le chef du Sinn Féin, Gerry Adams, défilé seul (avec tout de même force caméras de télévision) les policiers

qui bloquent la rue avec leurs canons. Le suspense monte, les parades traditionnelles des protestants passeront-elles vendredi à travers ce bastion nationaliste ? On pouvait tout craindre après une nuit marquée, dans les quartiers catholiques de Belfast, par des incendies et des émeutes sporadiques qui ont fait plusieurs blessés graves, dont trois policiers atteints par balles.

Jeudi, à Portadown, dans le comté d'Armagh, c'est l'autre camp qui menait le bal. Après cinq jours de confrontations avec les forces de l'ordre et le soulèvement solidaire de milliers de protestants, le défilé des orangistes a pu enfin emprunter la route entre Drumcree et Portadown que leur interdisait la police depuis dimanche. Ils sont passés, très rapides, très dignes, avec leurs gants blancs, leur chapeau melon et leur parapluie, caricatures à la major Thomson d'une *British way of life* qui n'est plus. Il ne leur a pas fallu plus d'un quart d'heure pour parcourir, sous bonne es-



corte, les quelques centaines de mètres litigieux.

Mais, entre-temps, la Royal Ulster Constabulary (RUC), la police d'Irlande du Nord, avait dégagé sans ménagements la portion de route traversant le lotissement catholique de Gavarghy Road. Les habitants, à la nouvelle que l'en-

neml allait finalement être autorisé à défilé sur leur territoire, s'étaient assis sur la chaussée. Tout a fini comme souvent en Irlande du Nord, par des coups de matraque sur le crâne des nationalistes catholiques.

« TRAHIS »

D'un coup, la colère a changé de camp. « Nous avons été trahis », ont déclaré, humiliés, les représentants catholiques, que ce soient les modérés du SDLP (social-démocrates travaillistes) ou les durs du Sinn Féin, pour qui la police a cédé, une fois de plus, aux « Bully Boys » à l'écharpe orange. En 1995, une négociation tendue avait abouti au même endroit : un accord : une centaine d'orangistes avaient parcouru en silence la fameuse portion de route mais, à l'arrivée, les chefs des partis protestants avaient bruyamment fêté ce triomphe. C'est cette « gifle » que les catholiques de Portadown espéraient faire payer cette année. Raté.

« La leçon des événements de Portadown, a commenté jeudi le

chef du Sinn Féin, Gerry Adams, c'est qu'il y a deux lois. Une pour les unionistes, qui ont organisé pendant une semaine l'intimidation de toute la province, et une pour les catholiques, qui ont été les principales victimes des violences et des destructions. Un règlement en Irlande du Nord est rendu encore plus difficile. »

La frustration n'est pas moins grande du côté des protestants. « En décidant de bloquer un défilé qui se serait terminé en un quart d'heure, la RUC a agi sous la pression de Londres », assure Drew Nelson, un avocat unioniste. « Il s'agissait de tester notre combativité pour ensuite nous faire accepter tout ce dont nous ne voulons pas dans les pourparlers de paix. »

Sir Hugh Amessley, le chef de la RUC, a réussi dans cette affaire un exploit rare ici : faire l'unanimité... contre lui. Était-il sage, dimanche, de bloquer le passage des orangistes à Portadown ? « Si les Anglais comprennent ce pays, ils auraient su que ces gens étaient prêts à tout pour passer, à perdre leur temps, leur travail, à isoler le

pays, à ruiner l'économie. A tout, pourvu qu'ils puissent passer », analyse un habitant de Belfast visiblement attendri par cette obstination. Après cinq jours de tension, d'échauffourées, d'incendies et de destructions, la situation n'était plus tenable. Pour éviter une confrontation, il fallait trouver une issue. « On risquait de perdre des vies humaines », s'est défendu Sir Hugh. Mais la RUC n'a-t-elle pas, en bousculant les contre-manifestants catholiques de Portadown, « fourni trois cents nouveaux membres à l'IRA », comme le craignent quelques modérés ?

John Major, le premier ministre britannique, a en tout cas soutenu le chef de la RUC, dans sa première décision comme dans sa volte-face. Et dans l'espoir de désamorcer à l'avenir l'énigmatique affaire des marches orangistes, le gouvernement de Londres a décidé de demander un rapport à une commission impartiale. Un peu tard.

Sophie Gherard

Dublin accuse le gouvernement britannique d'avoir renié sa parole

LA BRUSQUE dégradation de la situation en Irlande du Nord a surpris le premier ministre irlandais John Bruton, à Paris, où il s'est entretenu, jeudi 11 juillet en fin de matinée, au palais de l'Élysée, avec le président Jacques Chirac. Dublin assure jusqu'à la fin de l'année la présidence de l'Union européenne. Il lui incombe la tâche délicate de nouer les fils de la négociation que les quinze ont engagée dans le cadre de la Conférence intergouvernementale (CIG) pour revoir le fonctionnement et les ambitions de leur Union. M. Bruton souhaitait également plaider à Paris en faveur de la création d'une véritable police européenne, d'une sorte de FBI européen, pour coordonner la lutte contre la grande criminalité.

La décision des autorités britanniques de céder aux manifestants unionistes qui exigeaient à Portadown de défilé coûte que coûte à travers le quartier catholique a été ressentie par la délégation irlandaise comme une rupture de la parole de Londres. Dans une déclaration publiée depuis Paris, le gouvernement irlandais a « déploré » l'attitude des Britanniques, qui « va à l'encontre de l'approche acceptée auparavant par les deux gouvernements pour accorder une parité de traitement aux deux communautés nationaliste et unioniste ». « Les parades ne doivent pas avoir lieu dans des endroits où sur des itinéraires où elles ne sont pas souhaitées. »

John Bruton a indiqué à l'ambassade d'Irlande, lors d'une conférence de presse, qu'il avait l'intention de demander en personne à John Major, son homologue britannique, des explications sur les raisons de la décision prise. Inquiet des probables répercussions de celle-ci, il a lancé aux catholiques d'Irlande un appel à ne pas céder à « la provocation ». « Le gouvernement est très conscient de la colère suscitée par cette décision dans la communauté nationaliste d'Irlande du Nord, mais nous demandons à toutes les personnes concernées de montrer la plus grande retenue devant cette situation », a-t-il dit.

H. de B.

LA MARCHE orangiste de Portadown n'a finalement pas dégénéré en affrontements entre protestants et catholiques. Mais, une fois encore, la poudrière nord-irlandaise a été à deux doigts d'exploser et la saison des traditionnelles « marches » estives risque à nouveau de voir basculer la province dans l'engrenage de la violence. Tous les ingrédients sont rassemblés pour que le conflit séculaire entre catholiques et protestants, entre nationalistes et unionistes, reprenne de plus belle après moins de deux ans de trêve fragile.

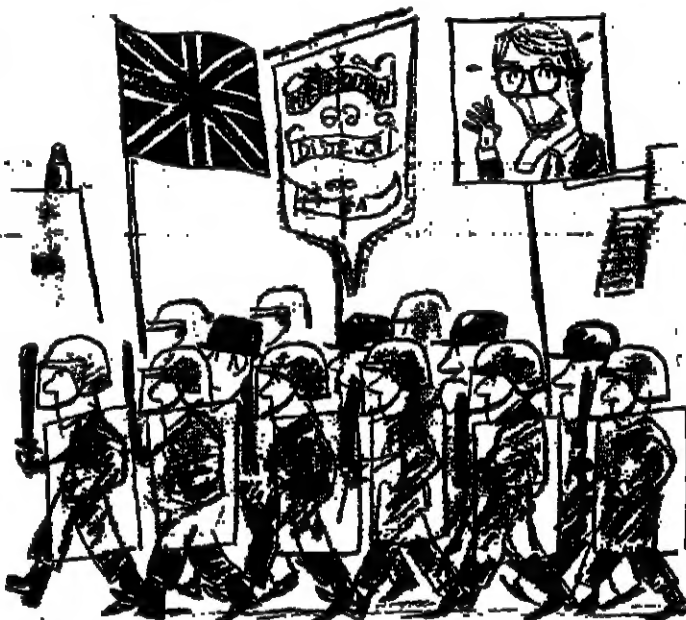
Les pourparlers de paix s'ensuivent. Les violations du cessez-le-feu par l'IRA ont marginalisé les représentants de l'alle républicaine légale - le Sinn Féin -, exclus de la table de négociations, et réveillé les craintes des protestants. Chauffés à blanc par leurs dirigeants, ces derniers sont prêts à en découdre. Les paroles de paix et de raison sont couvertes par les cris sectaires. Enfin, le gouvernement britannique, avec une seule voix de majorité et à bout de souffle, semble impuissant devant l'orage qui gronde.

Alors que les élections du 30 mai, suivies de l'ouverture de la conférence multipartite sous l'égide de Dublin, Londres et Washington, avaient laissé percer un nouvel espoir, l'été irlandais risque d'être chaud. On est loin de l'enthousiasme soulevé le 31 août 1994, quand l'Armée républicaine irlandaise avait annoncé son cessez-le-feu, repris peu après par les terroristes de l'autre bord, les

loyalistes protestants. D'autant que, malgré la reprise des attentats de l'IRA en février, les protagonistes s'étaient efforcés jusque-là de ne pas jeter d'huile sur le feu. Cette fois-ci, ce n'est plus l'IRA qui est responsable de cette nouvelle stratégie de la tension. Ce ne sont pas non plus les extrémistes protestants qui - en dépit du meurtre sectaire d'un chauffeur de taxi catholique - mènent la danse ; au contraire, ils appellent au calme. Ce sont les responsables des deux partis légaux - les unionistes « officiels » de l'UUP de David Trimble, et le Parti démocratique (DUP) du révérend Paisley - qui, avec les caciques de l'ordre d'Orange, ont mis le feu aux poudres. Confrontés dans une mentalité d'assagés, obsédés par la crainte d'être lâchés par Londres, ils refusent toujours d'admettre que la seule solution du conflit passe par un véritable partage du pouvoir avec les nationalistes.

OBSTINATION

Souvent en Irlande, à l'image de certains affrontements tribaux, les adversaires, après s'être copieusement menacés pour faire la démonstration de leur virilité, reculent à l'ultime instant. Pas à Portadown, où l'obstination des chefs orangistes l'a finalement emporté. Comme il y a un an. Mais les problèmes demeurent, en particulier l'incommunicabilité entre militants des deux camps. Car, en dépit d'obédience confessionnelle, les deux communautés ne passent ces cohortes brandissant des oriflammes et accompagnées de tambours et de fifres scandant des airs anti-papistes. On comprend moins qu'en cette fin de XX^e siècle, en plein monde occidental, des gens éduqués n'ar-



meurent et les premières expulsions - en pleine nuit - de catholiques de quartiers protestants depuis le début de la trêve. Un geste qualifié de « nettoyage ethnique » par Paddy Ashdown, chef du Parti libéral-démocrate à Westminster.

Les protestants justifient les marches orangistes par la « tradition ». Une tradition qui commémore la défaite des catholiques, battus par Guillaume d'Orange à la bataille de la Boyne en 1690, suivie de la colonisation de leurs terres. On peut comprendre le ressentiment des nationalistes quand passent ces cohortes brandissant des oriflammes et accompagnées de tambours et de fifres scandant des airs anti-papistes. On comprend moins qu'en cette fin de XX^e siècle, en plein monde occidental, des gens éduqués n'ar-

maînes encore, au bord d'un déblocage ; ce comportement est qualifié par *The Independent* de mentalité de « perdant ».

Les négociations de paix sont au point mort. Le premier ministre John Major est trop affaibli pour redresser la situation. Il a de plus en plus besoin des voix unionistes aux Communes dans des scrutins serrés. Par ses tergiversations, il a perdu la confiance des républicains et heurté les sentiments des nationalistes modérés du Nord et du gouvernement de Dublin. Après avoir été le premier dirigeant britannique à oser prendre des risques pour la paix en Irlande, de concert avec son homologue de Dublin, il a cédé aux pressions unionistes et multiplié les obstacles sur le chemin des négociations, fournissant aux durs de l'IRA les arguments qu'ils cherchaient pour rompre la trêve.

La responsabilité conjuguée de l'IRA, des partis unionistes et de Londres est donc lourde dans les dérapages de cet été. Mais on peut se demander, devant tant de haines ancestrales et d'incompréhension accumulées, si une solution acceptable pour tous est vraiment possible en Irlande. Comme aucun des deux camps ne peut l'emporter étant donné l'équilibre démographique - environ 55 % de protestants contre 45 % de catholiques, mais plus de 50 % de jeunes catholiques entrent désormais à l'école -, seul un compromis librement consenti ou imposé de l'extérieur pourrait permettre un règlement durable du drame irlandais. On en est encore loin, et beaucoup d'Irlandais regrettent que leur loi n'ait pas secrété un Mandela ni un De Klerk.

Patrice de Beer

Traitement royal pour Nelson Mandela à Londres

C'est une visite d'Etat exceptionnellement chaleureuse qu'a achevée, vendredi, en Grande-Bretagne, le président sud-africain, avant de se rendre à Paris, où il assistera notamment au défilé militaire du 14 juillet. Au dire des connaisseurs, cet homme à la silhouette frêle, rayonnant au côté d'Elizabeth II, dans le carrosse royal, a attiré, lors de la remontée du Mall jusqu'à Buckingham Palace, au moins trois fois plus de monde que Jacques Chirac, quelques semaines plus tôt.

C'est en agitant les drapeaux arc-en-ciel de la « nouvelle Afrique du Sud » que les Londoniens ont salué celui qui visitait leur ville pour la deuxième fois de

sa vie. La première remonte à 1962, alors qu'il était chef de la branche armée du Congrès national africain (ANC) : il avait fait un discret séjour, rencontrant des sympathisants de la lutte antipartheid et quelques parlementaires. C'est à son retour qu'il fut arrêté et condamné à la prison à perpétuité.

L'émotion, la ferveur, les symboles, n'ont pas manqué lors des quatre jours de la visite qui devait se conclure, vendredi, par un bain de foule à Brixton, ce quartier du sud de Londres devenu la capitale de la Grande-Bretagne noire. « Les masses du peuple de ce pays ont été à l'avant-garde de notre lutte, a déclaré à la BBC M. Mandela, qui n'a

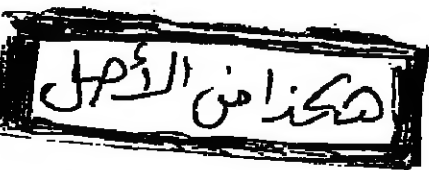
pas remis un certain vocabulaire « marxiste », et je me réjouis d'aller à Brixton les remercier pour leur aide. »

M. Mandela, qui est accompagné d'une forte délégation d'hommes d'affaires sud-africains, espère ramener dans son pays un peu plus que des bonnes paroles. « Le continent saigne, a-t-il souligné devant le Parlement, luttant pour rembourser une dette étrangère qu'il ne peut s'offrir, ni se permettre de renier. »

S'adressant, mercredi, aux chefs d'entreprise, M. Mandela a tenté de les convaincre d'augmenter leurs investissements en Afrique du Sud. « Nous avons eu, pendant des années, une croissance négative,

elle est maintenant de 3,5 %. L'inflation, qui était à deux chiffres, a été ramenée à 6,5 %, s'est-il félicité, sans ignorer cependant que l'insécurité ambiante risque de décourager certains. Les Britanniques sont les premiers investisseurs européens en Afrique du Sud, avec 12 milliards de livres (1 livre vaut 8 francs). Au cours des trois dernières années, le commerce bilatéral a doublé, atteignant 4 milliards de livres. La Grande-Bretagne s'est engagée, en 1994, à fournir à Pretoria 100 millions de livres d'aide, notamment pour l'éducation, la santé, le développement rural et l'aide aux petites entreprises.

S. Gh.



مكتبة

INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 13 JUILLET 1996 / 3

L'Europe dénonce les sanctions américaines liées au renforcement de l'embargo contre Cuba

La firme canadienne Sherritt International est la première victime de la loi Helms-Burton

La société minière canadienne Sherritt International est devenue la première entreprise sanctionnée par les États-Unis au titre de la loi

Helms-Burton, signée le 12 mars par le président Bill Clinton et renforçant l'embargo contre Cuba. Cette annonce a déclenché une vague de protes-

tations dans les pays de l'Union européenne, qui menacent Washington de représailles commerciales. (Lire aussi notre éditorial page 12.)

MÊME SI C'EST une entreprise canadienne qui est la première victime de la loi Helms-Burton renforçant l'embargo contre Cuba, ce sont les pays de l'Union européenne, qui réalisent 45 % des échanges extérieurs de l'île des Caraïbes, qui ont le plus vigoureusement protesté, à cette heure, contre les sanctions annoncées par les autorités américaines au titre du renforcement de l'embargo contre Cuba. Londres a dénoncé, jeudi 11 juillet, l'interdiction d'entrée aux États-Unis devant être faite à deux citoyens britanniques, actionnaires de la firme minière canadienne Sherritt International. « L'idée que les exeurs des États-Unis puisse faire pression sur le régime cubain n'a aucun sens », a affirmé un porte-parole du Foreign Office.

De son côté, l'Espagne, important investisseur à Cuba, envisage d'adopter des mesures législatives pour empêcher les entreprises espagnoles de se soumettre à la loi américaine Helms-Burton, a déclaré jeudi le ministre espagnol des affaires étrangères, Abel Ma-

tutes. Selon M. Matutes, de telles mesures permettraient d'offrir une « couverture » aux entreprises espagnoles qui investissent à Cuba et qui pourraient, de ce fait, faire l'objet de poursuites devant les tribunaux américains. M. Matutes a par ailleurs indiqué qu'il soumettrait cette idée lors du prochain conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne, lundi 15 juillet à Bruxelles.

La France, dont les intérêts commerciaux à Cuba sont marginaux, prendra des mesures de rétorsion à l'encontre d'entreprises américaines si des compagnies françaises sont sanctionnées par la loi Helms-Burton, a indiqué jeudi l'ambassadeur de France à Washington. Le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, qui avait clairement menacé, jeudi 9 mai, les États-Unis de contre-mesures commerciales, a estimé inacceptables les sanctions appliquées par les États-Unis à l'encontre des partenaires commerciaux de Cuba ou vis-à-vis de l'Iran et de la Libye. C'est une « politique qui consiste à battre ses amis afin de

connaître ses ennemis », a souligné M. Kinkel.

L'Italie est « sérieusement préoccupée » par les effets de la loi Helms-Burton sur les sociétés qui investissent à Cuba et souhaite « une approche concertée » de l'Union européenne, a déclaré jeudi le ministre italien des affaires étrangères. Cette préoccupation vient de ce que des sociétés italiennes, comme le géant des communications STET, risquent d'être visées à leur tour par les mesures de rétorsion américaines. Rome étudie la possibilité d'introduire en Italie des instruments législatifs du type *blocking statutes* qui existent déjà au Canada et en Grande-Bretagne. Ils permettraient « de bloquer les effets de l'application extraterritoriale de normes comme la loi Helms-Burton ». Rome demande sur cette question une « approche concertée » au sein de l'UE.

Malgré les protestations des partenaires et alliés des États-Unis, le secrétaire d'État Warren Christopher a réaffirmé, jeudi 11 juillet, que le gouvernement

américain n'avait pas d'autre choix que d'appliquer la loi Helms-Burton. Mais il s'est déclaré sensible aux inquiétudes exprimées par les alliés des États-Unis dont les entreprises sont visées par cette loi.

La vague de protestations déclenchée par l'annonce des sanctions américaines contre la firme canadienne risque d'être encore plus importante si Bill Clinton n'annule pas, d'ici le 15 juillet comme la loi l'y autorise, une des dispositions du texte Helms-Burton qui prévoit la possibilité pour des citoyens américains qui auraient été lésés lorsque le régime castriste a exproprié des firmes américaines installées à Cuba de poursuivre devant la justice américaine les entreprises qui ont récupéré les actifs de ces firmes. Les entreprises concernées risqueraient d'être condamnées à verser des dizaines de millions de dollars de pénalités devant les tribunaux américains, ceux-ci n'ayant pas pour habitude de faire des cadeaux aux firmes étrangères. (AFP, AP, Reuters.)

L'OMC demande au Japon d'ouvrir son marché aux alcools étrangers

Une aubaine pour les producteurs de cognac

BRUXELLES (Union européenne) de notre correspondant

Bonne nouvelle pour les producteurs de cognac, whisky, gin et autres eaux-de-vie : l'Organisation mondiale du commerce (OMC) vient de condamner comme discriminatoire le système de taxation des boissons alcooliques appliqué par le Japon. Les taxes perçues sur les alcools étrangers y sont en moyenne six fois plus élevées que celles frappant les produits locaux. A moins de perdre le risque de sanctions commerciales, Tokyo va devoir modifier son régime fiscal. L'aubaine pourrait être appréciable pour les producteurs de l'UE. Les Japonais, qui ont importé 18 millions de bouteilles de cognac en 1995, pour un montant de 1,5 milliard de francs, sont de grands amateurs de produits de luxe européens.

C'est là, pour la Commission européenne, qui négocie au nom des Quinze, l'issue heureuse d'une campagne engagée voilà dix ans. Une première offensive devant le GATT avait contraint les autorités

de Tokyo à une réforme limitée de leur réglementation. En 1995, l'Union européenne a engagé une nouvelle action devant l'OMC, qui a porté le litige devant un « panel », c'est-à-dire une enceinte d'arbitrage. Selon la Commission, celui-ci a condamné sans réserve le système de taxation pratiqué par Tokyo.

Le rapport doit encore être formellement adopté par l'organe de règlement des différends de l'OMC, en septembre. Les Japonais auront la possibilité d'interjeter appel, mais on se montre convaincu à Bruxelles qu'une telle démarche n'aurait guère de chances de modifier les conclusions du panel. Les services de Sir Leon Brittan, le commissaire chargé de la politique commerciale, espèrent que l'arbitrage ainsi donné par l'OMC servira de précédent et aidera l'Union à se faire ouvrir d'autres marchés également fermés aux exportations européennes de boissons alcooliques, comme ceux du Chili ou de la Corée du Sud.

Ph. L.

Ottawa estime que Washington viole le droit international

MONTREAL

de notre correspondant

La société minière de Toronto Sherritt International a été avertie par le département d'État américain, mercredi 10 juillet, qu'un certain nombre de ses dirigeants et actionnaires n'auront plus le droit de séjourner aux États-Unis en vertu de la loi Helms-Burton qui renforce l'embargo américain contre Cuba. Sherritt International est la première firme étrangère officiellement sanctionnée par la nouvelle loi américaine, signée le 12 mars par le président Bill Clinton. La compagnie torontoise exploite à Cuba un gisement de nickel et a également investi dans le secteur du tourisme cubain.

Avec la firme mexicaine Grupo Domos et l'italienne STET, elle avait été avisée au mois de juin des dispositions de la loi sur la liberté et la solidarité démocratique avec Cuba (Helms-Burton). Un porte-parole de la firme a indiqué que Sherritt n'avait pas d'intérêts commerciaux aux États-Unis et que les mesures empêchant ses employés d'entrer aux États-Unis n'affecteraient pas ses opérations dans le nickel, le cobalt et le pétrole à Cuba. A Ottawa, le ministre du commerce international, Art Eggleton, a déclaré, jeudi 11 juillet, que ces sanctions violent le droit international et l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) regroupant les États-Unis, le Canada et le Mexique.

La loi Helms-Burton vise à sanctionner les compagnies étrangères qui commercient avec Cuba et qui utilisent ou exploitent des biens confisqués depuis la révolution castriste. Le texte prévoit notamment d'interdire aux dirigeants de ces entreprises et à leur famille l'entrée aux États-Unis.

Il permet en outre à des citoyens américains expropriés par le régime castriste après 1959 d'engager des poursuites en dommages et intérêts devant les tribu-

naux américains contre ces compagnies étrangères. Cette disposition donnant un recours judiciaire à des Américains entrera en vigueur à partir du 1^{er} août, à moins que le président Clinton ne décide dans les prochains jours de la suspendre pour une période de six mois, comme le permet le texte adopté par le Congrès et comme l'y invitent les principaux partenaires commerciaux des États-Unis.

REPORTAGE

La loi Helms-Burton a suscité une vive opposition au Canada. En guise de riposte, le gouvernement d'Ottawa a adopté une mesure permettant aux entreprises canadiennes sanctionnées par la loi Helms-Burton de porter plainte devant les tribunaux canadiens et de réclamer à leur tour des dommages et intérêts. Une coalition canadienne d'églises et d'organisations humanitaires est montée aussi au créneau contre la loi Helms-Burton, appelant les Canadiens à boycotter la Floride, où vivent de nombreux Cubains partisans du renforcement de l'embargo contre le régime de Fidel Castro.

La coalition, menée par l'organisation humanitaire Oxfam-Canada, a lancé mercredi 10 juillet une campagne destinée à convaincre les Canadiens - et en particulier les retraités, nombreux à passer l'hiver dans la région de Miami - de renoncer au soleil de la Floride en signe de protestation contre la loi Helms-Burton.

Les organisations d'aide humanitaire canadienne affirment qu'en cherchant à punir les compagnies étrangères qui investissent à Cuba, la loi Helms-Burton remet en question la réalisation de plusieurs projets de développement immobilier qu'elles soutiennent.

Sylviane Trémie

Heineken et Carlsberg annulent leurs projets en Birmanie

Heineken et Carlsberg n'investiront pas en Birmanie. Confrontés à de fortes menaces de boycottage, les deux brasseries ont annoncé leur retrait des projets qu'ils menaient en collaboration avec des partenaires locaux proches du pouvoir. Mardi 9 juillet, Carlsberg faisait savoir qu'il mettait fin à son partenariat avec des industriels et avec l'État birman pour construire une unité de production « pour des raisons commerciales et autres ».

Le lendemain, c'était au tour de Heineken de publier une décision prise le 30 juin, mais restée confidentielle jusqu'à information de [ses] associés : la cessation des relations avec Myanmar Brewery Ltd. Depuis l'annonce de son intention d'investir en Birmanie, il y a plus d'un an, Heineken était soumis à un boycottage larvé aux États-Unis. Parallèlement, la société néerlandaise était en butte à une contestation croissante aux Pays-Bas. « La poursuite du projet aurait potentiellement endommagé nos intérêts au sens large », en a conclu le groupe. (Corresp.)

Parlons qualité de l'air

Quel est l'impact de l'électricité sur l'effet de serre ?

Le réchauffement dû à l'accroissement de l'effet de serre est l'une des plus importantes menaces pour la planète.

Principal responsable : le CO₂.

Transports, commerces, services, industries, vie quotidienne : nous avons besoin d'énergie sous des formes les plus diverses. L'électricité que nous consommons provient de différentes sources : énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz), renouvelables (hydraulique) ou nucléaire. Le choix entre ces sources n'est pas sans conséquences sur l'environnement.

Si, pour fournir à chaque Français les 6700 kWh dont il a besoin chaque année, on devait recourir au charbon, on rejetterait dans l'atmosphère 6,7 tonnes de CO₂, 5,4 tonnes avec le pétrole, 4 tonnes avec le gaz.

Avec 54 centrales électronucléaires et 2 000 usines hydroélectriques, la France couvre 90 % (75 % nucléaire, 15 % hydraulique) de ses besoins en électricité sans produire un seul gramme de CO₂.

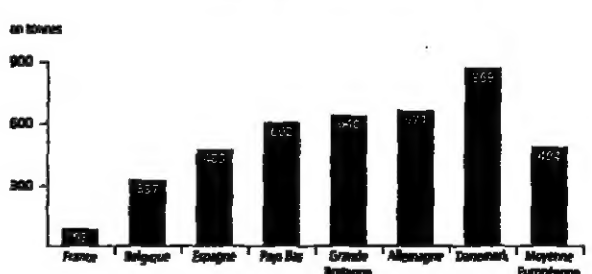
Ainsi, pour chaque kWh produit en France, les émissions de CO₂ sont sept fois moins importantes qu'en Allemagne et au Royaume-Uni, dix fois moins qu'au Danemark.

En vingt ans, les émissions d'oxyde d'azote et de dioxyde de soufre, principales responsables des pluies acides, ont baissé de 70 % dans notre pays.

Et pourtant, la production électrique française a plus que triplé entre temps. Les centrales électronucléaires et les usines hydroélectriques ne rejettent ni oxyde d'azote, ni dioxyde de soufre. Nos forêts se portent bien. On respire.

Pas de CO₂, pas d'oxyde d'azote, pas de dioxyde de soufre : la production d'électricité nucléaire ou hydraulique n'émet pas de gaz polluants.

Rejet en tonnes de CO₂ par GWh produit dans quelques pays de l'Union Européenne



Source : Union Européenne - DG XVI données 1992



Nous vous devons plus que la lumière.

Un an après les massacres, les Serbes célèbrent la « libération » de Srebrenica

A La Haye, les juges du Tribunal pénal international ont lancé un mandat d'arrêt international contre MM. Karadzic et Mladic et demandé des enquêtes complémentaires contre d'autres responsables, sans nommer le président de Serbie, Slobodan Milosevic

Un an après la chute de l'enclave musulmane de Srebrenica, les Serbes ont célébré, jeudi 11 juillet, la « libération » de cette zone de sécurité, lors de manifestations organisées par le parti de Radovan

Karadzic et l'état-major du général Ratko Mladic. Au même moment, à La Haye, le Tribunal pénal international a clos sa procédure d'audience publique, concernant les chefs politiques et militaires des Serbes de

Bosnie, en lançant un mandat d'arrêt international à l'encontre de MM. Karadzic et Mladic, tous deux inculpés de « génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre ». Ce mandat sera transmis à tous

les pays membres de l'ONU qui auront l'obligation d'arrêter les deux hommes. Dans ses conclusions, après huit journées d'audience, le juge Claude Jorda a invité le procureur à enquêter sur le « plan conçu »

pour créer, par la violence, un nouvel Etat. Cette demande d'enquête complémentaire contre d'autres responsables serbes ne mentionne toutefois pas le président de Serbie, Slobodan Milosevic.

SREBRENICA

de notre envoyé spécial
A l'entrée de Srebrenica, les tourelles et les barbelés du camp de Potocari n'ont pas disparu. Tel un immense vaisseau fantôme, l'ancienne base des « casques bleus » se niche là, sombre et assaillie. Une pancarte affiche encore le nom de la Forpro. Un nom qui était un espoir de survie pour les habitants de Srebrenica, « zone de sécurité » de l'ONU, tandis que l'armée serbe entraînait en ville. Derrière ces barbelés, les « casques bleus » néerlandais avaient assisté à la séparation des hommes et des femmes, au départ des convois de la mort, et le commandant de la base avait trinqué avec le général Ratko Mladic. Aujourd'hui, personne ne s'intéresse plus au camp de Potocari abandonné, ni les victimes musulmanes qui survivent loin d'ici ni les vainqueurs serbes.

La place du marché, place de la

Fraternité et de l'Unité, s'agit. La population converge vers la malice où flotte le drapeau serbe. En ce 11 juillet, les Serbes célèbrent le premier anniversaire de la « libération » de Srebrenica. L'organisation est assurée par le Parti démocratique serbe (SDS) de Radovan Karadzic et par l'état-major du général Ratko Mladic, tous deux inculpés de « génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre » pour les massacres commis à Srebrenica en juillet 1995. Discours, repas offert aux familles des soldats tués... Des cérémonies religieuses et l'inauguration d'un monument devaient avoir lieu vendredi. « Nous devons voir la réalité en face, et entamer la construction de notre nouvel Etat serbe », affirme Momcilo Cvetkovic, le chef local du SDS. Il est impossible de vivre avec les musulmans, nos ennemis. Dans la salle de réception de

l'Hôtel Domavia, les mètres de soldats serbes tués écoutent les allocutions. « Bienvenue en territoire libre », clame le général Krstic. Notre combat fut juste, car nous vivons sur notre terre, grâce au sang des enfants du peuple serbe. Des femmes pleurent. « Nos enfants ont sacrifié leur vie pour que nous puissions vivre ici. Les Turcs [nom qui désigne les musulmans de Bosnie] sont une affaire réglée », dit le général Zivanovic, salué par un tonnerre d'applaudissements. Un troisième officier, le colonel Antic, estime que « le peuple serbe n'a pas à avoir honte ». « La communauté internationale essaye de faire croire qu'il y a eu un génocide des musulmans ici, conclut-il, alors que notre peuple a subi le plus terrible génocide. »

« QU'ESPÉRATIONS ? »

Le repas de la « libération » commence. A quelques kilomètres de là, près de Cerska, les enquêteurs du Tribunal pénal international (TPI) continuent d'exhumer les squelettes des musulmans et tentent de reconstituer le fil des carnages qui ont entraîné la disparition de huit mille personnes. Sur la place du marché de Srebrenica, on se moque ouvertement de l'action de la justice internationale, accusée d'être antiserbe. « Il n'y a eu aucune exécution massive », estime Mladic. Dans cette région, les musulmans ont été tués dans les villages en 1993. Qu'espéreraient-ils donc deux ans plus tard ? L'histoire du village de Kravica

revient dans chaque conversation. En janvier 1993, le soir du Noël orthodoxe, un commando quitte Srebrenica assiégée et sème la panique derrière les lignes serbes. Selon différents témoignages, cent vingt villageois auraient été assassinés, « au moins mille », selon les Serbes qui vivent désormais à Srebrenica. Des meurtres de civils ont de toute façon été commis, et les Serbes reprochent au TPI de s'en désintéresser. L'an dernier, le général Mladic faisait référence à cette nuit de Noël, lorsqu'il annonçait que les musulmans allaient « payer ». A l'époque, la Forpro ne cessait de dénoncer ces « provocations bosniaques », ces incursions dans les lignes serbes qui mettaient le feu aux poudres. Le commandant de Srebrenica était alors célèbre pour être le défenseur le moins résigné des enclaves de Bosnie orientale.

Bien entendu, les Serbes refusent d'évoquer les accusations portées contre MM. Karadzic et Mladic. « Nous sommes tous des criminels de guerre ! », disent les gens, provocateurs, estimant que le TPI est en guerre contre le peuple serbe. Ici, Ratko Mladic est le héros national. Les avis de recherche qui ont été lancés ? « Une preuve que l'Occident ne connaît rien à la démocratie », selon Mladic. Snezana est simplement heureuse d'être revenue après la victoire de son armée. « J'ai fini de réparer ma maison, et je répare la tombe de mon père », dit-elle. Je suis ravie d'être ici, grâce au général

Mladic qui nous a permis de retrouver notre toit. » A Srebrenica logent aussi les Serbes qui ont fui les faubourgs de Sarajevo en mars, parfois sous la pression des policiers de Radovan Karadzic.

Leur vie n'est pas gale, dans une ville très endommagée par les

A Srebrenica, peu croient à la véracité des carnages de l'été dernier. Ou alors, ils font semblant de ne pas y croire. Ou peut-être est-il plus facile de vivre en oubliant les crimes du passé ? « Lorsque nous sommes arrivés à Srebrenica, j'ai bien vu des corps de musulmans

Enquêtes complémentaires

Dans ses conclusions devant le TPI, jeudi, à La Haye, le juge français Claude Jorda a invité le procureur du Tribunal à « enquêter sur le plan conçu » pour créer « par la violence, un nouvel Etat [serbe] ». Une allusion au rôle qu'ont pu jouer d'autres dirigeants serbes, que les juges n'ont pas désignés mais qui pourraient inclure le président Slobodan Milosevic. « Les juges ont détaillé, de manière tout à fait approfondie, tous les types de relations possibles entre le SDS [le parti démocratique serbe de Radovan Karadzic] et la Serbie », a expliqué un porte-parole du tribunal. Le mandat d'arrêt international lancé par le TPI à l'encontre de Radovan Karadzic et de Ratko Mladic, va d'autre part être transmis à tous les Etats membres de l'ONU, qui auront l'obligation d'arrêter les deux hommes. Le ministre des Affaires étrangères des Serbes de Bosnie, Aleksa Buha, a estimé que la décision du TPI « peut remettre en question » la paix en Bosnie.

bombardements serbes. L'eau et l'électricité parviennent rarement jusqu'aux maisons, et les jardins sont de véritables dépôts d'ordures. Srebrenica ressemble à une ville maudite du bout du monde. Igor, dix-sept ans, n'est visiblement pas passionné par la création d'un Etat serbe et par la « purification ethnique ». « La libération de Srebrenica ? J'aurais aimé que le premier qui est entré ici se soit cassé la jambe », dit-il, le sourire triste, avant de confier son « enfant » de vivre dans « une ville morte ».

dans les rues, raconte Snezana. C'étaient des hommes morts au combat, ils portaient des uniformes. Et puis, je pense que la plupart d'entre eux s'étaient suicidés avant l'arrivée des soldats serbes. Snezana ne commente pas l'hypothèse que huit mille personnes aient disparu en se suicidant. Elle pense simplement que, « s'ils se sont suicidés, c'est sans aucun doute parce qu'ils avaient commis des crimes atroces, contre les Serbes... »

Rémy Ourdan

Les femmes bosniaques réclament « justice »

A Tuzla, où elles sont réfugiées, les femmes de Srebrenica ont réclamé jeudi que « justice soit rendue » et que « les criminels soient punis », lors d'une commémoration marquant la chute de l'enclave. Les femmes de Srebrenica, souvent seules après la disparition de 8 000 hommes, souhaitent que leur ancienne ville soit démilitarisée, et qu'elle devienne un « centre mondial contre la guerre ».

Elles ont raconté, une nouvelle fois, le calvaire qu'elles vivent depuis un an, sans aucune nouvelle de leurs maris, de leurs pères, de leurs fils. Le président bosniaque, Alija Izetbegovic, dans un discours télévisé, s'est engagé à rechercher les victimes, ainsi qu'à poursuivre les meurtriers. Il a évoqué « l'étrange et honteuse indifférence et l'hyprocrisie des grandes puissances », concluant que les Bosniaques ne devraient plus « jamais compter sur la pitié du monde ».

Boris Eltsine confie la lutte contre le terrorisme au général Lebed

MOSCOU

de notre correspondant
Abandonnant sa superbe des temps de campagne préélectorale, c'est un « nouveau Lebed », cynique, soumis et assumant son apprentissage des codes de conduite au Kremlin, qui est apparu, jeudi 11 juillet, devant la presse à Moscou. Avant l'élection présidentielle, le général Lebed fustigeait ses supérieurs qui ont lancé la guerre en Tchétchénie et se prononçaient pour un retrait immédiat des troupes russes, comme pour un référendum local dont il se disait parfois prêt à ac-

cepter le résultat, même s'il devait être favorable à l'indépendance. « Mais je ne suis pas devenu président et mes fonctions actuelles m'obligent à mener la politique de l'Etat », a tranquillement répondu le nouveau secrétaire du Conseil de sécurité russe aux journalistes qui l'interrogeaient sur sa volte-face.

Le général a donc précisé qu'il n'est plus favorable à une indépendance de la Tchétchénie car celle-ci « est traversée par des routes, des oléoducs et des chemins de fer », les Républiques voisines en souffriraient et cela mènerait à

« une grande guerre du Caucase ». Il trouve par contre « appropriées » les actions des forces russes en Tchétchénie, dont l'aviation et l'artillerie bombardent toujours jeudi, pour le troisième jour consécutif, des villages tchétchènes où les victimes civiles se comptent déjà par centaines, privées de tout accès humanitaire par des barrages russes.

Cette « partie pas très civilisée » du règlement du problème, selon le général Lebed, ne serait qu'une « réponse obligée », a-t-il dit, aux indépendantistes, dont il accepterait de voir les chefs « s'ils veulent réellement la paix ». Sinon, « une vraie guerre pourrait ne plus s'arrêter », a-t-il lancé, en menaçant d'une victoire militaire finale en Tchétchénie. Juste après avoir assuré qu'il est « inadmissible d'user de la force pour régler un conflit » et que « toutes les guerres se terminent par des négociations ».

Ces contradictions, qui ne lui font pas plus peur aujourd'hui qu'hier, quand sa position sur la Tchétchénie restait assez fluctuante, s'expliquent désormais par l'existence d'un « plan » éla-

boré au Kremlin, a-t-il humblement reconnu. Celui-ci prévoit donc cette reprise des actions militaires à grande échelle mais aussi la poursuite du soutien aux autorités tchétchènes mises en place par Moscou, à l'issue d'élections que le général Lebed a estimées « légitimes », contrairement à l'avis de tous les témoins indépendants.

APHORISME

L'ancien « rebelle » n'a cependant pas renoncé à ses célèbres aphorismes pour évacuer les questions gênantes : interrogé sur le lien entre la dernière réunion du Conseil de sécurité qu'il a organisée et la reprise des offensives russes deux jours plus tard, il a répondu : « C'est comme chercher un lien entre un rayon de lune et le balancement d'une pomme de pin dans la forêt ».

Une telle prudence contraste avec les déclarations bravaques de ses premiers jours au Kremlin, sur ses ambitions vice-présidentielles et autres, qui lui ont valu d'être publiquement rabroué par le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, et par son ancien ad-

joint, Anatoli Tchoubais. Jeudi, le général Lebed a cherché à faire bonne figure en se déclarant « satisfait » des pouvoirs, élargis mais toujours à strict caractère consultatif, que deux décrets, signés mercredi par Boris Eltsine, lui ont enfin attribués.

Le premier le charge non seulement de préparer les ordres présidentiels en matière de sécurité intérieure et extérieure mais aussi de contrôler leur exécution, notamment en dénonçant au président les hauts fonctionnaires dont les actions seraient « non conformes à leurs missions ». Il a aussi un droit de regard sur les nominations en « recueillant et soumettant au président les dossiers d'information sur les candidats aux postes clés de l'Etat », les dits dossiers étant de redoutables instruments de la politique russe. Le deuxième décret, plus concret, le charge, conjointement avec le maire de Moscou, Iouri Loukov, de la lutte contre le terrorisme plus particulièrement dans la capitale de la Russie, mais aussi « des finances et du crime ».

Sophie Shihab

Nouvel attentat à Moscou

Un attentat à la bombe dans un trolleybus, à Moscou, vendredi 12 juillet, survenant au lendemain d'un autre attentat perpétré dans des circonstances apparemment semblables, a mis en émoi les autorités locales, qui ont, dès jeudi, évoqué la probabilité d'une « piste tchétchène ». L'agence Interfax a annoncé que Boris Eltsine a signé, vendredi, un nouveau décret de lutte contre le terrorisme, affirmant que « Moscou est infestée de terroristes » et qu'il est « nécessaire de prendre des mesures dures ». Le général Lebed, investi la veille, par un autre décret, de la lutte contre le crime à Moscou, assistait à cette rencontre, selon Interfax. L'explosion de jeudi avait fait cinq blessés légers, celle de vendredi, une vingtaine et, peut-être, un mort. La police a établi un portrait-robot d'un homme « de type caucasien » recherché pour l'attentat de vendredi. (Corresp.)

Offensive massive des Russes en Tchétchénie

Les forces russes ont poursuivi, jeudi 11 juillet, une offensive massive sur les zones indépendantistes de l'est de la Tchétchénie, mobilisant des centaines de chars, des dizaines d'hélicoptères ainsi que des parachutistes. « Jamais, même au plus fort de la guerre, je n'ai vu autant d'hélicoptères », a déclaré un habitant de Chali, qui a vu toute la matinée des hélicoptères russes lâcher des bombes sur les régions de Vedeno et Mekhketi. C'est à Mekhketi qu'était installé ces dernières semaines le quartier général du dirigeant indépendantiste, Zelimkhan Iandarbiyev. Les Etats-Unis ont mis en garde contre toute tentative de rallumer la guerre en Tchétchénie. « Une reprise de la solution militaire (...) mène à la catastrophe », a déclaré, jeudi 11 juillet, Strobe Talbott, secrétaire d'Etat adjoint. (AFP)

L'OCDE accueille la Pologne et salue les succès de la République tchèque

LA POLOGNE va officiellement devenir le vingt-huitième membre de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), après la signature d'un traité d'adhésion, jeudi 11 juillet à Paris. Elle est le troisième pays d'Europe centrale à rejoindre le « club » des pays industriels, élargi à la République tchèque en décembre 1995, puis à la Hongrie en mai. Les prochains nouveaux membres seront sans doute la Slovaquie et la Corée du Sud.

A propos de la République tchèque, déjà l'OCDE s'interroge : est-ce « la fin de la transition » à Prague ? Selon le rapport publié cette semaine par l'organisation du château de la Muette, « on peut raisonnablement estimer que la République tchèque aura achevé l'essentiel de la transition à partir du système communiste une fois atteints les objectifs de privatisation annoncés ». A l'origine du succès

économique de la République tchèque, qui « paraît capable de maintenir des taux de croissance du PIB de l'ordre de 5 % » et qui jouit d'une situation de quasi-plein emploi, se trouvent la stabilité du taux de change, le niveau élevé de l'investissement et la forte expansion de la demande intérieure. Mais l'ancrage nominal de la couronne tchèque s'est traduit par une appréciation de près d'un tiers du taux de change réel depuis 1991, qui freine les exportations, tandis que les pressions salariales empêchent l'inflation de descendre nettement en deçà de la barre de 10 %.

Le déficit commercial a été multiplié par quatre en l'espace d'un an, atteignant 3,9 milliards de dollars (20 milliards de francs) en 1995, heureusement compensé par de très importantes entrées de capitaux. Des cinq critères définis à Maastricht pour le passage à l'Union économique et monétaire

européenne (dette publique, déficit budgétaire, stabilité du taux de change, des taux d'intérêt, inflation), ce sont ces deux derniers qui poseraient surtout problème à la République tchèque. Au-delà des aléas conjoncturels, les réformes structurelles sont loin d'être achevées. L'influence de l'Etat sur les grandes entreprises du pays n'est pas encore clairement définie, les marchés financiers sont étroits et « parfois saisis de frénésie ».

Une réforme ambitieuse du système de sécurité sociale a été entreprise à Prague comme à Varsovie. Le vice-premier ministre polonais Grzegorz Kolodko estimait, jeudi, que la profonde restructuration de l'industrie, et surtout de l'agriculture, de son pays prendrait certainement plusieurs décennies, mais que la Pologne pourrait se joindre à l'Union européenne bien avant.

F. L.

Un service civil volontaire est proposé aux jeunes Européens

BRUXELLES (Union européenne)

de notre correspondant
Découvrir, à la sortie de l'école, un autre pays de l'Union européenne (UE) ; y acquérir, en exerçant une activité sociale, une expérience qui facilitera ensuite l'insertion dans la vie professionnelle : tel est le sens du nouveau service volontaire que les Quinze proposent aux jeunes de 18 à 25 ans désireux d'explorer les possibilités offertes par la dimension européenne.

La Commission de Bruxelles a approuvé, mercredi 10 juillet, une première série de projets qui devraient permettre à quelque deux cents jeunes de partir, dès le mois d'août, dans un autre pays de l'UE pour effectuer des tâches d'intérêt général : aide sociale, animation culturelle, protection de l'environnement, préservation du patrimoine, actions humanitaires dans des pays du tiers-monde. Ces pro-

jets seront les premiers pas d'une action pilote appelée à se développer. Dotée d'un budget de 15 millions d'euros (près de 100 millions de francs), elle devrait toucher, en 1996, 2 500 jeunes. Forte de l'appui du Parlement européen et de l'accueil très favorable dont a bénéficié l'idée depuis qu'elle a été lancée, voici cinq mois (on enregistre beaucoup plus de demandes qu'il n'y a de places disponibles), Edith Cresson, commissaire chargée de la recherche, de la formation et de l'éducation, a l'intention de proposer, vers novembre, un programme pluriannuel de service volontaire qui s'adresserait cette fois à plus de 100 000 jeunes.

La Commission aura pour partenaires des ONG et associations de toutes sortes, des municipalités, et, surtout dans le tiers-monde, de grandes entreprises. Les jeunes volontaires suivront avant leur départ une formation. Ils seront logés, nourris, bénéfice-

ront d'une couverture sociale et disposeront, comme argent de poche, d'environ 1 200 francs par mois. A l'issue du séjour, qui variera de six mois à un an, ils recevront un certificat attestant des compétences acquises au cours de cette période.

Cette initiative s'adresse à tous. Le commissaire souhaite les candidatures d'apprentis, d'ouvriers, de jeunes venant du monde rural tout autant que de futurs diplômés de l'université. « On a souvent observé que les jeunes, à la fin du secondaire, ont besoin d'une année pour réfléchir, s'orienter. Ils trouveront là une chance de mieux se connaître, de s'ouvrir aux autres, de découvrir le monde. L'expérience acquise, avec un label européen, pourra être portée à leur crédit et les aider ensuite dans la recherche d'un emploi », avait expliqué Edith Cresson, en présentant ce projet.

Philippe Lemaître

مركز العمل

INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 13 JUILLET 1996 / 5

Le président colombien est déclaré indésirable aux Etats-Unis

Ernesto Samper soupçonné d'avoir bénéficié de l'argent de la drogue

En refusant l'entrée de leur territoire au président colombien Ernesto Samper, les Etats-Unis ravivent la crise politique rampante qui oppose les deux pays à propos de la drogue. Des mesures d'interdiction analogues pourraient frapper d'autres responsables politiques de Bogota.

BOGOTA

correspondance

Judi 11 juillet, la nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre, laissant sous le choc dirigeants économiques, hommes politiques et journalistes : les Etats-Unis avaient retiré son visa d'entrée au président colombien Ernesto Samper, estimant, selon le porte-parole de la Maison Blanche, Nicholas Burns, que le chef de l'Etat colombien faisait partie des « individus ayant, en connaissance de cause, aidé ou incité au trafic illégal des stupéfiants ».

La mesure avait été plusieurs fois évoquée au cours des dernières semaines, mais personne en Colombie n'avait voulu l'envisager. Au terme d'une longue réunion avec ses proches collaborateurs, le président Samper a fait publier un communiqué qui affirme que « le gouvernement et le peuple colombiens sont indignés par cette mesure unilatérale ». Estimant que « l'utilisation de ce type de mécanisme (...) constitue un grave précédent interventionniste », le gouvernement colombien a aussi annoncé que le président Samper appellerait solennellement à la solidarité internationale en matière de lutte anti-drogue devant l'Assemblée générale des Nations unies, en septembre. Le communiqué ne soulève pas la délicate question de son éventuelle présence à New York.

La décision américaine ne peut que raviver une crise politique qui n'avait jamais cessé. La lutte contre le trafic de stupéfiants est en effet le véritable point d'achoppement entre la Colombie et les Etats-Unis. Régulièrement, le gouvernement colombien affiche les résultats de la guerre sans fin qu'il mène contre les trafiquants : milliers d'hectares de coca ou de pavots détruits, laboratoires brûlés, trafiquants arrêtés, policiers et militaires morts en service commandé. Et, tout aussi

régulièrement, le gouvernement américain accuse les autorités colombiennes de corruption, estimant que l'effort fourni n'est pas suffisant.

Les relations entre les deux pays se sont particulièrement détériorées lorsque le Congrès colombien a innocenté le président Samper, soupçonné d'avoir été élu avec l'argent de la drogue (Le Monde du 14 juin). A l'annonce de la décision, les autorités américaines avaient, une nouvelle fois, évoqué la possibilité de sanctions économiques contre la Colombie. Déjà, le 1^{er} mars, l'annonce que Bogota ne recevrait pas le certificat de bonne conduite traditionnellement délivré par les Américains aux pays qui luttent contre le trafic de drogue avait été perçue comme une gifle. Il y a une semaine, les Etats-Unis et la Colombie s'opposaient à nouveau à propos de l'extradition de trafiquants colombiens exigée par les premiers et refusée par les seconds (Le Monde du 4 juillet).

« AFFRONT INUTILE »

La dernière décision américaine n'a donc pas été prise à la légère. Le ministre de l'Intérieur, Horatio Serpa - soupçonné, lui aussi, d'avoir bénéficié de l'argent de la drogue - a affirmé qu'il s'agissait d'un « affront inutile ». Le président de la Fédération patronale, M. de la Vega, a estimé, à titre personnel, que l'annulation du visa américain de M. Samper pourrait n'être « qu'un préambule à des sanctions commerciales importantes ». « Assomé par le coup », un dirigeant économique qui préfère garder l'anonymat craint que cela ne marque « une escalade » dans la détérioration des relations bilatérales. Selon les statistiques colombiennes, le volume des échanges entre les deux pays était de 7 000 millions de dollars en 1995. Ce qui est peu pour les Etats-Unis, mais beaucoup pour la Colombie, dont 34 % des exporta-

tions sont expédiées vers le grand voisin. Quatre autres responsables politiques colombiens, tous liés au scandale sur le financement de la campagne électorale de juin 1994, ont vu, cette année, leur visa retiré : le procureur de la République Orlando Vasquez Velasquez (en détention provisoire), le contrôleur de la République David Turbay, l'ambassadeur au Mexique et ex-chef du parquet, Gustavo de Greiff, et le sénateur, lui aussi détenu, Alberto Santofimio.

Selon diverses rumeurs, d'autres membres du gouvernement pourraient se voir également interdire l'entrée du territoire américain. « Les relations colombo-américaines sont un peu comme des montagnes russes », confiait récemment au Monde le président Ernesto Samper. La descente paraît aujourd'hui vertigineuse, et la plupart des observateurs craignent que ce dernier épisode n'attise le sentiment nationaliste, traditionnellement anti-américain, de la population.

Anne Proenza

Tension au Niger après l'élection contestée du général Mainassara

Alors que des manifestants se sont encore opposés aux forces de l'ordre, Washington accuse le nouveau chef de l'Etat d'« avoir abandonné la voie vers la démocratie »

CONTESTÉE par l'opposition, la victoire du général Ibrahim Barré Mainassara, obtenue dans des conditions douteuses dès le premier tour de l'élection présidentielle, continue de provoquer de vives protestations, sur place et à l'étranger. Malgré l'interdiction de tout rassemblement public, une violente manifestation a eu lieu, jeudi 11 juillet, à Zinder, la deuxième ville du pays, d'où est originaire l'ancien président Mamadou Ousmane, renversé, en janvier, par le général Mainassara.

Selon les résultats proclamés la veille, M. Ousmane est arrivé en deuxième position, avec près de 20 % des suffrages, derrière le nouveau chef de l'Etat, qui en obtient 52 %.

Un « nombre important » de personnes se sont opposées aux forces de l'ordre et seize personnes ont été blessées, a-t-on indiqué de source policière à Zinder. Quatre-vingt-quatorze personnes ont été interpellées. C'était la deuxième manifestation de rue, signalée à travers le pays, après celle organisée, mercredi, à Niamey, mais immédiatement dispersée par les forces de l'ordre.

« RÉCRÉATION TERMINÉE »

La principale organisation syndicale a lancé son mot d'ordre de grève pour exiger la réhabilitation de l'ancienne Commission électorale nationale indépendante (CENI), dissoute, lundi, par la junte au pouvoir, à quelques heures de la clôture du scrutin. La CENI avait été aussitôt remplacée par une nouvelle commission. Le mouvement de grève avait été cependant peu suivi, mercredi, à Niamey.

Le général Mainassara a d'ailleurs, jeudi, en dénonçant l'ap-

pel à la grève et en déclarant que « la récréation est terminée ». Les candidats qu'il a battus dans les urnes sont en résidence surveillée et leurs lignes téléphoniques sont coupées.

A Washington, Mike McCurry, porte-parole de la Maison Blanche, a déclaré que les Etats-Unis « condamnent » les mesures prises par le régime du général Mainassara pour assurer l'élection de ce dernier, qui est accusé d'avoir « abandonné la voie vers la démocratie ». « Nous sommes concernés par l'apparent refus du gouvernement du Niger de respecter les assurances qu'il avait données quant à une transition rapide et transparente vers la démocratie », a ajouté McCurry, ajoutant que « les Etats-Unis réitérent leurs appels à des élections libres et honnêtes pour rétablir un régime civil démocratique au Niger ». Au Bénin, la coalition qui a soutenu le général Mathieu Kérékou, victorieux du scrutin présidentiel en mars, s'est déclarée « révoltée devant le spectacle du Niger ». - (AFP, Reuters.)

Communications longues distances nationales

Le prix du téléphone baisse.

Par exemple : quand vous téléphonez 6 minutes de Paris à Nice ou de Marseille à Strasbourg, vous ne payez plus que 0,87 F la minute aux moments où vous êtes le plus disponible - le soir à partir de 21h30 et le week-end du samedi 13h30 au lundi 8h00.

Bonnes vacances !



France Telecom

libération » de Srebrenica

Kosovo, la libération de Srebrenica

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

Le président de la République, Slobodan Milosevic

سكان النهر

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 13 JUILLET 1996 / 7

Les députés de la majorité attendent de M. Chirac qu'il rassure et mobilise leurs électeurs

Avant l'intervention du chef de l'Etat, les parlementaires s'inquiètent de la morosité de l'opinion

Le président de la République doit s'exprimer, dimanche 14 juillet, sur TF1 et France 2, à 13 heures. Il entend consacrer son intervention à

la politique intérieure. Son message est très attendu, dans la majorité comme dans l'opposition, au moment où la remontée des

chiffres du chômage, les plans de licenciements, les restructurations militaires, mais aussi les « affaires », suscitent l'inquiétude des Français.

QUE PEUT FAIRE, que doit dire le président de la République ? Comment peut-il reprendre l'initiative, rassurer, redonner confiance ? Plus que jamais replongés dans leur circonscription depuis la fin de la session parlementaire, les députés de la majorité tournent et retournent ces questions à la veille de l'intervention du chef de l'Etat, le 14 juillet. Rarement ce rituel républicain de la causerie présidentielle - entre député et électeur - aura été aussi attendu, tant le diagnostic sur l'état d'esprit des Français est unanime.

A l'UDF, comme au RPR, à Istres comme à Belfort en passant par Brive, chacun reconnaît sans détour le pessimisme ambiant. Pour Michel Hamoun (RPR, Isère), « on a l'impression d'une sorte d'euthanasie sociale : les gens alternent entre impatience et morosité ». Guère plus enthousiaste, Jean-François Copé (RPR, Seine-et-Marne), pourtant membre de la garde rapprochée du premier ministre, assure que « le pays est en train de se chercher », avant de lancer cette mise en garde : « Attention à ne pas se regarder mourir ». Thierry Mariani (RPR, Vaucluse) juge le climat « détestable », et redoute à la fois « la montée des extrémismes et un début de colère ». Même écho chez Jean-Jacques Jégou (UDF-FD, Val-de-Marne) qui craint une « poujadisation de l'opinion ».

« CHACUN A SON MOULIN »

Entre l'audace des éleveurs touchés de plein fouet par la crise de la « vache folle », dans le Charolais, les plans de licenciements à répétition, les fermiers de dizaines de régions qui seront touchés dans quelques jours, « chacun a son moulin », note, laconique, M. Mariani. « Des villes sont en état de choc », constate Xavier de Roux (UDF-RD, Charente-Maritime). « Les gens voient bien les actions de fond, mais ils n'ont pas

l'impression que les choses vont changer radicalement à court et moyen terme », ajoute Olivier Darason (UDF-PR, Bouches-du-Rhône).

Pire encore pour des parlementaires de plus en plus obnubilés par l'échéance des législatives de 1998, le discours politique ne semble plus avoir de prise solide sur l'opinion publique. « Nous sommes dans une situation où nous ne sommes plus crus », constate, « perplexe », Laurent Dominati (UDF-PR, Paris). « Les gens ne croient plus à rien. C'est comme ça », confirme Etienne Garnier (RPR, Loire-Atlantique). Et chacun admet, avec M. Dominati, que ce discrédit, s'il se prolongeait, pourrait « atteindre le président de la République ».

« UN DROP LIBÉRALE »

D'où leur attente - presque unanime - du verbe présidentiel. « Nous trahissons lentement depuis trois ou quatre mois. Il reste cependant quelque chose de crédible autour de la personne du chef de l'Etat », veut espérer M. Garnier. « C'est à lui qu'il revient de pousser le pays à s'arracher les tripes », ajoute Jean-Paul Anclaux (RPR, Saône-et-Loire). Bernard Murat (RPR, Corréze), fidèle briviste, assure que « c'est comme dans les matches de rugby difficiles ; même l'équipe qui se sent la plus forte a besoin d'un drop libérateur pour passer le cap et l'emporter. Chirac est le seul capable de passer ce drop ». Solitaire et sceptique, Xavier de Roux ne partage pas cette impatience : « Je n'attends rien du discours de Chirac. Que voulez-vous qu'il dise ? Sauf à faire croire, à nouveau, à la tradition monarchique du roi qui guérit les écoulements ».

Pour autant, personne ne croit aux miracles. Pour M. de Roux, la vraie question est de savoir si le président de la République « éclairera à nouveau les problèmes de fond très difficiles que nous devons résoudre, tant il est clair, au-

jourd'hui, que le marché ne le marche et que les recettes classiques butent sur cette évolution indubitable ». M. Jégou assure, de son côté, qu'il serait dangereux, « d'inventer un discours euphorique pour que les Français tombent encore de haut ».

Mais chacun attend Jacques Chirac sur trois terrains. Tout d'abord, qu'il rassure les Français. « On ne peut pas laisser les gens partir en vacances dans leur état d'esprit actuel. S'il parvient, sinon à leur redonner confiance, du moins à

des gens qui souffrent et de se sentir à ce point impuissants », lance Pierre Micaud (RPR, Haute-Savoie).

Enfin, chacun espère, selon la formule de Jean-Pierre Thomas (UDF-PR, Vosges), « un discours mobilisateur » car « l'heure n'est plus à la prudence mais au dynamisme ». Mobilisateur et « précis », ajoute M. Rosselot, en évoquant la nécessité de redonner confiance à des secteurs économiques en crise ou en difficulté, comme le bâtiment ou l'automobile. « Il est urgent de redonner de l'oxygène à

M. Emmanuelli ne croit pas au « miracle présidentiel »

Henri Emmanuelli, député PS des Landes, chargé de coordonner les travaux de la convention socialiste, à l'automne, sur la politique économique et sociale, a déclaré, jeudi 11 juillet sur LCI, qu'il « ne croit pas au miracle présidentiel ». M. Emmanuelli a estimé que, lors de son entretien télévisé du 14 juillet, M. Chirac « doit faire très attention », s'il « dit qu'il faut garder le cap ». « M. Chirac ne se situe pas de manière intemporelle dans l'espace et de manière anachronique dans le temps », a dit l'ancien premier secrétaire du PS. « Dire "c'est dur, attendez, ça ira mieux demain, faites des efforts", a ajouté M. Emmanuelli, c'est un discours qui est maintenant usé. Il est usé, y compris par la gauche. Il a déjà été utilisé par les septennats précédents, et je crois qu'on atteint une zone difficile, que ce discours atteint complètement ses limites ». M. Emmanuelli indique que le PS mènera sa réflexion « avec le souci de ne pas décevoir éventuellement en 1998, c'est-à-dire ne pas promettre que demain, on ratera gratis ».

les rassurer, ce sera déjà bien », assure M. Dominati. « Il serait bon qu'il donne une heure d'espoir, pour casser la sourde inquiétude actuelle », ajoute Jean Rosselot (RPR, Territoire de Belfort).

Pour bon nombre de députés de la majorité, il est également urgent que le chef de l'Etat réinvestisse le champ de la politique intérieure. « Jacques Chirac a formidablement réussi à redonner un sens gaullien à notre politique étrangère. Il faut qu'il fasse désormais de même pour résoudre la fracture sociale. Il faut qu'on s'occupe de ça en priorité. Il faut qu'on se rende compte que l'essentiel, c'est le chômage et les drames humains qui l'accompagnent. Il y en a marre de voir

ces secteurs qui battent de l'aile et qui sont très démultipliés en termes d'emplois ». Beaucoup voient dans la baisse des impôts le signe tangible qui serait capable de convaincre les Français que le pouvoir entend inflechir sa politique économique et sociale. « L'heure de vérité, ce sera lors de la présentation du budget, à la rentrée. Mais il faut que Jacques Chirac s'inscrive, dès à présent, dans cette perspective concrète », ajoute M. Thomas. Comme le note un député, le chef de l'Etat ne pourra, cette fois-ci, se contenter d'un « Je vous ai compris ».

Gérard Courtot et Caroline Monnot

Jacques Bompard, le maire (FN) d'Orange, dénonce l'« ostracisme » contre les livres d'extrême droite

AVIGNON

de notre correspondant

Jacques Bompard, le maire Front national d'Orange, s'inscrit en faux contre le rapport réalisé à la demande du ministère de la culture sur la sélection des ouvrages achetés par la bibliothèque municipale (Le Monde du 10 juillet). Pour cet élu d'extrême droite, « il s'agit d'un procès d'intention ». Il affirme que « le choix des livres est effectué dans la diversité » et il se transforme en victime en demandant : « Pourquoi Philippe Douste-Blazy n'a-t-il pas choisi d'enquêter dans toutes les bibliothèques municipales de France qui pratiquent un ostracisme des livres de la droite affirmée ? »

Le maire d'Orange explique que sa politique d'achat de livres est simplement un « rééquilibrage ». Il a effectivement fait acquiescer par la bibliothèque municipale, entre autres, Du fascisme vu de la droite, de Julius Evola, La Mort en chantant, de Joseph Darnaud, fondateur de la milice du régime de Vichy. En revanche, on ne pourra

pas trouver à la bibliothèque Le Roi Christophe, d'Alain Césaire, poète de la négritude, qui va pourtant être joué au Festival d'Avignon ; ce livre a été refusé par la municipalité d'Orange. A moins qu'elle ne revienne sur sa décision, comme elle l'a fait pour la plupart des livres dont l'absence avait été signalée par le rapport de l'inspection générale des bibliothèques. Ils figurent maintenant dans les rayons, à l'exception

des contes des pays étrangers pour les enfants. Mais la mairie reste dans un flou curieux sur la date d'achat de ces ouvrages, un temps interdits.

« RÉGIME DE L'ARBITRAIRE »

L'adjoint à la culture, Gilbert Lagier, reconnaît avoir chargé André-Yves Becc, le responsable de la communication de la mairie, bien connu pour ses idées extrémistes, de superviser la politique

d'achat de la bibliothèque municipale. De son côté, Serge Julien, président d'Alerte Orange, l'une des associations qui se mobilisent pour dénoncer la gestion Front national de la ville, confie que les abonnements aux journaux Le Monde et Libération ont été rétablis à la bibliothèque parce que son association paie l'abonnement.

Pour sa part, Thierry Mariani, député RPR du Vaucluse et président des Chorégies d'Orange, estime dans un communiqué qu'il faut être vigilant : « L'Etat ne doit pas verser de l'argent public à un projet (la future médiathèque) où l'arbitraire règne en maître et qui ne repose sur aucune garantie d'indépendance et de liberté ». Il rappelle aussi : « qu'il y a un peu plus de soixante ans, en Allemagne, on a commencé par interdire certaines publications, puis on a procédé à leur destruction sur de vastes chantiers publics. Cela s'appelait des autodafés ».

« Dogmatisme idéologique », selon le PS

Les réactions n'ont pas été très nombreuses après la publication du rapport officiel sur la politique d'achat de livres conduite par la municipalité Front national d'Orange. Frédéric Bredin, secrétaire national à la culture du Parti socialiste, constate dans un communiqué que « les municipalités tenues par le Front national viennent de mettre en pleine lumière les motivations profondes de ce parti : dogmatisme idéologique d'extrême droite, refus du pluralisme, mépris à l'égard de la vie intellectuelle et artistique ». La FEN, dont un syndicat regroupe des bibliothécaires, souligne que cette « censure municipale (...) ne correspond absolument pas à une définition démocratique de la lecture publique digne de subventions de la part de l'Etat ». Elle ajoute qu'il devient « urgent que la loi sur les bibliothèques annoncée depuis un an soit adoptée, afin que l'exemple d'Orange ne puisse se reproduire ».

Monique Glasberg

A Nîmes, le changement dans la continuité

NÎMES

de notre correspondant

Une biographie de Marcel Proust, des guides de voyage et des manuels de micro-informatique : les dernières acquisitions de la bibliothèque municipale de Nîmes sont assez éloignées des nouvelles couleurs politiques hisées en juin 1995 au fronton de l'hôtel de ville.

Recruté par l'ancien maire UDF, Jean Bousquet, le conservateur Gilles Eboli est formel : l'élection du communiste Alain Clary à la tête de la municipalité n'a en aucune manière changé les critères

d'achat. « Sous la nouvelle comme sous l'ancienne majorité, nous n'avons jamais eu aucune pression de la part des élus. La pluralité des opinions est scrupuleusement respectée et, depuis un an, nous avons le même nombre d'abonnements à L'Humanité. Il n'y a pas non plus d'effort spécifique sur la promotion de Karl Marx ».

Toujours prompt à porter la polémique, Jean-Paul Fournier, le chef du groupe RPR au conseil municipal, admet que la situation de la bibliothèque municipale de Nîmes n'est pas comparable à celle de sa voisine vauclusienne.

Mieux, il est pour une bonne partie en phase avec la politique inscrite depuis un an en faveur de la lecture publique.

L'une des premières mesures d'Alain Clary et de ses alliés socialistes fut de décider la gratuité des bibliothèques, ce qui a eu pour conséquence une envolée des inscriptions. Ils ont ensuite doublé les crédits d'achat des livres, proches aujourd'hui de 2 millions de francs par an, avant d'engager l'agrandissement de l'une des deux bibliothèques de quartier.

En treize mois, le maire a tout de même commis un faux pas en

voulant baptiser du nom de François Mitterrand le Carré d'art qui comprend la bibliothèque municipale et le Musée d'art contemporain.

Les Nîmois voyaient mal pourquoi apposer le nom de l'ancien président de la République à ce bâtiment considéré comme l'un des fleurons des années Bonquet. Les milliers de signatures réunies en quelques semaines par un comité contre la miterrandisation du Carré d'art ont finalement conduit Alain Clary à renoncer.

Richard Benguigui

Près de 10 000 manifestants à Brest contre le plan Millon

HUIT À DIX MILLE PERSONNES ont manifesté, jeudi 11 juillet, dans les rues de Brest (Finistère) pour demander le retrait du plan Millon de restructuration des arsenaux. L'ensemble des syndicats et des élus des partis politiques - sauf le Front national -, l'Association des maires du Finistère, la chambre patronale et la chambre de commerce et d'industrie avaient appelé à se joindre à cette manifestation.

Bertrand Cousin, député (RPR), a été pris à partie par des manifestants qui lui reprochaient d'avoir voté la loi de programmation militaire. Il a cependant demandé que le plan Millon soit « gelé », en attendant des « compensations financières ». De son côté, Pierre Maille (PS), maire de Brest, a souligné que ce plan était « inacceptable » et que l'Etat devait « prendre ses responsabilités ».

Le FLNC-canal historique s'en prend violemment à « Libération »

DANS SON DERNIER NUMÉRO, U Ribombu, hebdomadaire de la Cuncolta, vitrine légale du FLNC-canal historique, prend violemment à partie Libération et un de ses rédacteurs, Guy Benhamou. Ce dernier, en charge de la Corse, avait été victime d'un attentat, en mars, son domicile ayant été mitraillé. Jean-Michel Rossi, rédacteur en chef, écrit dans U Ribombu : « Qui est au juste Guy Benhamou, officiellement pisse-copie au torchon Libération. A priori, rien ne semblait prédestiner ce juif pied-noir, présenté par ses confrères comme un spécialiste des... volcans, à jeter son dévolu sur l'affaire corse au point de devenir le principal désinformateur de la presse hexagonale. » Dans un éditorial intitulé « Liberté d'informer », Serge Joly, directeur de la publication de Libération, annonce, vendredi 12 juillet, qu'il a porté plainte contre U Ribombu.

DÉPÊCHES

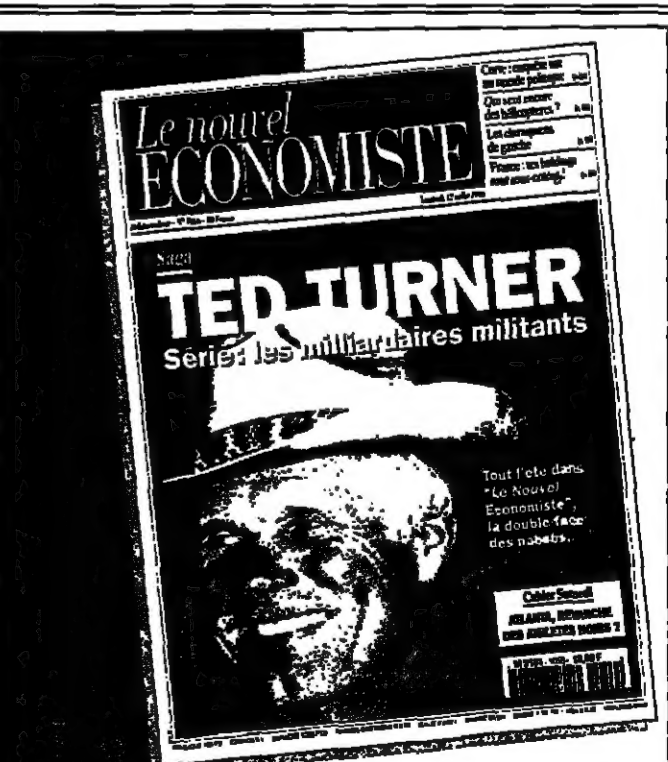
■ **DE GAULLE** : Charles Millon devait remettre, vendredi 12 juillet, à Jacques Chirac, au ministère de la défense, une lettre manuscrite du général de Gaulle, datée du 17 avril 1935, et acquise en février 1996 à une vente chez Drouot. Dans cet inédit, le futur chef de la France libre se prononce pour « un corps de manœuvre professionnel ». « Je ne vois pas, écrit-il, des unités parallèles, et qu'il faut tenir constantes dans leur forme et capables d'agir avec le maximum de vigueur dès le premier choc, formées d'hommes du contingent, incorporés ou libérés en masse au moins une fois par an, et qui composent la "classe". A mon sens, un tel outil de choix implique un esprit du personnel analogue à celui de notre ancienne chevalerie ou de la vieille garde de l'Empire. »

■ **MAJORITÉ** : Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères, a affirmé, jeudi 11 juillet, sur RMC, qu'il ne « voyait pas pourquoi on changerait de premier ministre avant les prochaines élections législatives ». M. de Charette estime que M. Juppé « a entrepris un certain nombre de réformes nécessaires, qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait entreprises, au risque de déplaire à tel ou tel groupe, avec une détermination, un courage et un sang-froid [qu'il] trouve remarquables ». « Voilà pourquoi je le soutiens à 100 % », a-t-il poursuivi.

■ **CONJONCTURE** : Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, a affirmé, jeudi 11 juillet, lors de la réunion d'Europlace, que l'économie française restait « sur un rythme de croissance de 2,5 % à 3 % sur l'année qui vient », malgré un second trimestre « moins soutenu » que le premier. « Je suis très confiant dans la reprise », a affirmé le ministre.

■ **MÉDICAMENT** : Jean Marmot, secrétaire général de la commission des comptes de la Sécurité sociale, estime qu'il y a des « choix éthiques et délicats » à faire sur le remboursement des médicaments, et qu'on ne pourra pas les « repousser éternellement ». Face à l'arrivée de produits nouveaux, « nous ne pourrions plus rembourser demain tous les médicaments à tout le monde », déclare-t-il au Quotidien du médecin du jeudi 11 juillet. M. Marmot, aussi président du Comité économique du médicament, a expliqué que le comité allait mener « une réflexion approfondie sur la liste actuelle des médicaments remboursables ».

■ **GAUCHE** : Robert Hue, secrétaire national du PCF, a estimé, vendredi 12 juillet sur RTL, que « ni le PS ni la gauche n'avaient actuellement d'alternative progressive à proposer ». « On peut faire une autre politique à gauche », a expliqué M. Hue.



saga
l'été

En juillet dans
le Nouvel Economiste,
découvrez l'histoire de
Nababs peu ordinaires...

Deuxième épisode, Ter Turner.
Cet été, chez votre
marchand de journaux.

ÉDUCATION A l'initiative du ministère de la jeunesse et des sports, de nouvelles formes d'aménagement des rythmes scolaires vont entrer en application

en septembre dans 175 sites pilotes. Elles concerneront 100 000 élèves. L'idée générale est d'introduire, après les cours du matin, davantage d'activités sportives et culturelles. De multiples variantes sont apparues et des interrogations demeurent à propos, notamment, de la liaison enseignants-intervenants extérieurs, la responsabilité juridique ou le raccourcissement des vacances.

DANS UNE ÉCOLE marseillaise, la durée hebdomadaire du travail scolaire a été ramenée de

26 heures à 22 h 30 réparties sur cinq matinées de quatre heures et un après-midi. Il en résulte, selon la directrice, « une attention et une disponibilité plus grandes ».

L'aménagement des rythmes scolaires va revêtir des formes multiples

L'expérimentation qui sera développée dans 175 sites pilotes dès la rentrée consacrera l'après-midi aux activités sportives, mais permettra de décliner ce principe général selon une palette de variantes

LES DEUX MINISTRES concernés par l'aménagement des rythmes scolaires ont chacun choisi leur tempo. Guy Druet, ministre de la jeunesse et des sports, qui avait annoncé, le 25 janvier, que 200 villes testeraient de nouveaux rythmes scolaires dès la prochaine rentrée, est en passe de tenir les records qu'il s'était imposés, ou presque. Cent soixante-quinze sites pilotes expérimentent dès la rentrée des aménagements du temps scolaire, a fait savoir le ministère de la jeunesse et des sports, jeudi 11 juillet. La veille, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, avait précisé en conseil des ministres son propre calendrier : il vient d'envoyer un appel d'offres à tous les conseils généraux, afin de choisir, vers le début du mois de novembre, les deux départements qui s'essayeront, à partir de 1997, à de nouveaux rythmes.

L'expérimentation sous le « label Druet », selon le bilan d'étape, sera présente dans 88 départements à la rentrée. Cette formule tend à introduire davantage d'activités sportives et culturelles au cours d'une journée qui se veut mieux équilibrée. Elle ne touchera pas les collèges, où, par ailleurs, parfois que quelques écoles, voire quelques dizaines d'élèves, tandis qu'ailleurs ce seront presque tous les établissements d'une ville qui seront concernés. Ainsi Dunkerque (Nord) devrait se lancer dans l'expérience avec 9 914 élèves dans 67 écoles, et Marseille (Bouches-du-Rhône) avec 4 430 élèves dans 24 écoles (lire ci-dessous). Des communes de taille

plus réduite tenteront aussi l'aventure avec seulement 60 élèves, comme Périer (Puy-de-Dôme), ou à peine plus de 50, comme Chail-nargues, dans le Cantal. Au total, 100 000 élèves seront concernés à la rentrée. Trente-huit communes étaient toujours en négociation au début de l'été. Huit mairies ont abandonné leur projet.

Il est vrai que les difficultés ne se sont pas fait attendre. En l'absence de directives de François Bayrou après l'annonce de Guy Druet, « l'administration de l'éducation nationale n'a pas fait preuve d'un enthousiasme débordant pour ce projet », fait-on remarquer dans l'entourage du ministre de la jeunesse et des sports. Les inspecteurs d'académie, seuls habilités, après concertation, à entériner un changement d'horaire ou de calendrier scolaire, ont probablement voulu éviter toute précipitation. La déclaration commune des deux

ministres au congrès des parents d'élèves de la PEEF, à Angers (*Le Monde* du 21 mai), et les encouragements de François Bayrou à l'ensemble des inspecteurs d'académie lors d'une réunion interne, en mai, ont contribué à débloquer la situation. Parfois, les tensions entre l'administration et les élus ont malgré tout donné lieu à de véritables conflits.

CALMER LE JEU

Nicolas About, sénateur (RI, Yvelines) et maire de Montigny-Le Bretonneux, en a fait une affaire personnelle. « Cela fait près de huit années que nous nous efforçons de mettre en place un aménagement qui soit compatible avec l'intérêt des enfants », écrit-il dans un communiqué, mais « à chaque étape l'inspection d'académie nous a contraincus ». La mairie souhaitait prendre à sa charge l'organisation d'activités culturelles et sportives

pendant deux après-midi, mais « l'académie n'a pas cessé de torpiller ce projet ». Nicolas About proteste contre l'actuel calendrier local, qui ouvre les écoles un mercredi sur deux. « Comment gérer les personnels ? Comment les parents peuvent-ils organiser les activités de leurs enfants ? Comment vont fonctionner les clubs ? », s'interroge-t-il. Il veut aujourd'hui « porter plainte devant le tribunal administratif pour abus de pouvoir ». L'inspecteur d'académie Jeanne Principaud tente de calmer le jeu. « Rien n'a été imposé, mais voté par les conseils d'école. De plus, les choses ne sont sans doute pas bloquées définitivement », fait-elle valoir. Elle se refuse toutefois à aviser un projet où les matinées compteraient quatre heures de cours, durée qu'elle juge excessive.

La conception des projets, souvent complexe, n'a pu faire l'économie de querelles politiques ou économiques. Autour du modèle de base, cours le matin, activités sportives ou culturelles l'après-midi, toutes les variantes ont fleuri. A l'école Jean-Toile de La Roche-sur-Yon (Vendée), un département où la semaine de quatre jours domine, l'initiative est venue des enseignants. « Les élèves ne connaissent pas grand-chose en dehors du foot et pas un seul d'entre eux n'allait au conservatoire », observe Jean-Yves Salau, du SNUipp (FSU). L'idée était donc de combler ce manque, mais en « coéducation » avec les maîtres, pour une partie du temps : trois après-midi par semaine, de 14 heures à 15 h 30, des profes-

sionnels assurent les cours de gymnastique, musique et dessin, avec les enseignants, qui reprennent les élèves de 15 h 30 à 17 heures. Un après-midi par semaine, consacré à un atelier bois, du théâtre, de la danse ou autres, est pris en charge par la ville.

DÉBATS SUR LES PROGRAMMES

A Bourges, Nadine Buisson (SE-FEN) s'interroge : « On m'a demandé de choisir moi-même l'activité périscolaire. J'ai pris le tir à l'arc, un excellent sport pour la discipline et la concentration, mais est-ce à moi de choisir ? » Elle s'inquiète pour certains de ses élèves : « Puisque ces activités ne sont pas obligatoires, comment les contraindre à y aller plutôt que de traîner dans la rue ? », se demande-t-elle.

Au ministère de la jeunesse et des sports, on sait que tous les problèmes ne sont pas résolus : ni

la question de la liaison enseignants-intervenants extérieurs ni celle de la responsabilité juridique des enfants pendant les activités périscolaires, pas plus que celle du temps qui doit être « rattrapé » pendant l'année scolaire. Pour aménager l'après-midi, il faut en effet, dans le cas de la semaine de quatre jours, effectuer de dix à douze jours supplémentaires de classe, en début ou en fin d'année scolaire, ou pendant les petites vacances. Mais on fait aussi valoir que des villes comme Strasbourg, Lille et Marseille se lancent à la rentrée, que ces expériences peuvent générer des emplois et que les discussions préliminaires ont partout donné lieu à des débats intéressants, notamment sur les programmes. Qui restent strictement de la compétence du ministre de l'éducation nationale.

Béatrice Gurrey

Paris se hâte lentement

Trois arrondissements parisiens, le 13^e, le 16^e et le 18^e, devraient choisir chacun une ou deux écoles pour tester, à partir du mois de novembre, de nouveaux rythmes scolaires. Claude Gossuain, adjoint au maire de Paris, en charge du secteur scolaire et universitaire, reconnaît que le dossier a pris « un peu de retard », car, en matière d'affaires scolaires, la ville était très occupée par le « nouveau plan de construction » des écoles. Celui-ci devrait prochainement faire l'objet d'une présentation publique.

« Paris dépense déjà 1 milliard de francs par an pour le périscolaire », insiste également M. Gossuain, et paye 800 professeurs de la ville de Paris (PVP). Ces derniers assurent les cours de musique, de dessin et d'éducation physique à la place des instituteurs. « Nous aurions pu nous en contenter, commente le secrétaire général de Force démocrate (UDF), mais nous montrerons que Paris accompagne aussi la réforme. »

Marseille, pionnière de la modulation des horaires

MARSEILLE

Alors que l'année scolaire écoulée n'est déjà plus qu'un souvenir pour une majorité d'écouliers, l'heure des vacances sonne à peine, vendredi 12 juillet, à l'école des Flamands, dans le 14^e arrondissement de Marseille. Ces deux semaines de classe supplémentaires découlent de l'aménagement du temps scolaire mis en place le 3 janvier 1996 dans cet établissement de 460 élèves situé au cœur d'une zone d'éducation prioritaire. Depuis le début de l'année, la durée hebdomadaire du travail scolaire a été ramenée de vingt-six heures à vingt-deux heures trente. Elle est répartie sur cinq matinées de quatre heures et un après-midi, en l'occurrence le lundi. Les trois autres après-midi de la semaine sont consacrés à des activités sportives éducatives et culturelles pratiquées en dehors de l'école : danse, base-ball, escalade, arts plastiques, jardinage...

Six mois d'expérience ne suffisent pas pour tirer des conclusions solides mais, selon Jeanine Blanc-Brugnière, directrice de l'école élémentaire, ces nouveaux rythmes scolaires se traduisent par « une attention plus grande des élèves le matin et l'épanouissement de certains enfants » dans les activités du temps libéré. La récréation qui ponctue la matinée ne connaît plus de bagarres. A la rentrée de septembre, 21 autres écoles marseillaises sur les 472 que

compte la ville, soit 3 888 enfants, suivront l'exemple des Flamands pour vivre au rythme de l'école du matin. Il en ira de même pour les 450 élèves de sixième et SES du collège Edouard-Manet et 70 autres du collège Pythéas. Ainsi, Marseille se place au premier plan des villes qui jouent la carte des nouveaux rythmes scolaires.

En 1989, Sonia Henrich, aujourd'hui inspecteur d'académie des Bouches-du-Rhône, avait mis en place, en collaboration avec Philippe Séguin, l'expérience d'Epinal. « C'est vrai, explique-t-elle, que je tiens beaucoup à l'aménagement des rythmes scolaires, mais j'ai aussi rencontré un maire qui a su lui donner la priorité et des établissements très dynamiques favorables à cette philosophie et prêts à s'engager fortement. »

RIEN N'A ÉTÉ IMPOSÉ

La moitié des écoles concernées sont situées dans les quartiers nord de la ville, qui connaissent les plus grandes difficultés sociales. Là, l'accord de l'équipe enseignante s'est fait sur un objectif de socialisation, d'intégration dans le quartier, de prévention. L'amplitude plus grande de prise en charge des enfants par le milieu scolaire convient à de nombreuses familles. A l'inverse, dans les écoles des quartiers sud, une meilleure organisation de la journée de travail sont passés au premier plan. Rien n'a été imposé. L'adhésion de l'en-

semble des enseignants et des deux tiers des parents ont conditionné la mise en œuvre de ces nouveaux rythmes. Certaines écoles ont choisi de ne libérer que deux après-midi pour le temps périscolaire, estimant trop lourde la matinée de quatre heures.

A raison de 3 500 francs par élève et par an, l'expérimentation marseillaise coûtera environ 14 millions de francs. Une convention passée avec la direction départementale de la jeunesse et des sports fixe à 30 % la participation de l'Etat. Le conseil régional, la caisse d'allocations familiales, la direction régionale des affaires culturelles, le Fonds d'action sociale apporteront aussi leur contribution. L'expérience nécessite de créer 40 emplois à temps complet, 100 emplois à mi-temps et 200 à temps partiel. Hormis les coordonnateurs, qui auront deux à quatre groupes scolaires sous leur autorité, et les responsables d'équipement, ces animateurs seront embauchés sous contrat.

A la critique de l'opposition socialiste, qui s'inquiète d'un « transfert financier » de charges relevant de l'éducation nationale, Marie-Louise Lota, adjointe au maire (UDF-PR), chargée de l'éducation et de la petite enfance, réplique que l'argent ainsi investi n'a pas à l'être demain dans des actions d'aide aux jeunes en difficulté ou de prévention de la délinquance.

Luc Leroux

Bonifier la gestion du temps à l'école

LA COUPURE du mercredi est-elle nécessaire ? A quelles heures de la journée un enfant de dix ans est-il le plus attentif ? Comment gérer la notion de fatigue ? Georges Fotinos, inspecteur d'académie, chargé de mission de l'inspection générale, et François Testu, professeur en psychologie de l'université



BIBLIOGRAPHIE

de l'université François-Rabelais de Tours, ont assez navigué dans le système scolaire pour porter sur la question des rythmes un regard averti et critique. Sans en faire une panacée, ils tentent de présenter les avantages d'une meilleure gestion du temps des élèves et des enseignants. Nourri d'exemples concrets, cet ouvrage à finalité pratique ne néglige aucun aspect de la question, des avatars du calendrier scolaire aux nouveaux rapports entre l'école et les collectivités locales, en passant par les apports de la chronobiologie.

Avant de proposer « 33 recommandations pour un projet d'aménagement », les auteurs insistent sur la nécessité d'établir

« au niveau départemental une coopération régulière entre la direction de la jeunesse et des sports et l'inspection d'académie ». Soulignant l'obligation d'évaluation de toute expérimentation, ils insistent sur la progression pédagogique que l'élève doit suivre au long de l'année, et formulent le vœu que le travail soit effectif jusqu'au dernier jour de l'année. Un souhait parfois difficile à réaliser, lorsque l'année scolaire se termine après le 10 juillet : ces prolongations sont pourtant de plus en plus fréquentes en raison de l'organisation de la semaine sur quatre jours ou de l'extension des expérimentations lancées par Guy Druet.

Georges Fotinos et François Testu proposent aussi de « globaliser » le temps de service des enseignants sur l'année pour donner de la souplesse et d'introduire, comme l'a proposé le rapport Fauroux pour les enseignants de collège, une nouvelle bivalence d'enseignement (littéraire et sportive, scientifique et artistique, par exemple). Il ne manque qu'un regard sur ce qui se passe chez nos voisins de l'étranger.

★ Aménager le temps scolaire, de Georges Fotinos et François Testu, Hachette Education, 287 p, 135 F.

Les Eglises chrétiennes plaident en faveur des sans-papiers

LE CONSEIL D'ÉGLISES CHRÉTIENNES en France, structure oecuménique regroupant les Eglises catholique, protestante et orthodoxe, a demandé, jeudi 11 juin, l'ouverture d'un « nouveau processus de médiation » entre « les autorités compétentes de l'Etat » et « ceux qui apportent leur soutien aux étrangers ». Certes, admet le Conseil, « il est impossible que tous ceux qui le demandent obtiennent une régularisation ». Mais il souligne l'existence de catégories « qui répondent à des critères conformes aux droits humains et aux engagements internationaux de la France » : les parents d'enfants français, les déboutés du droit d'asile menacés en cas de retour dans leur pays d'origine, les étrangers ayant noué « des attaches familiales durables dans notre société », ou ceux qui disposent d'un travail et d'une bonne insertion.

DÉPÊCHES

■ **POLICE** : le ministre de l'Intérieur a souligné, jeudi 11 juillet, devant plusieurs centaines de policiers réunis à Dijon, que « rien n'altérera le cours de la réforme de la police nationale ». Jean-Louis Debré s'exprimait à l'occasion de la dix-septième et dernière étape du tour de France entrepris par le directeur général de la police nationale, Claude Guéant, afin d'expliquer cette réforme aux policiers (*Le Monde* du 15 mai).

■ **PRISONS** : 4 800 détenus devraient bénéficier cette année d'une libération anticipée à l'occasion de la grâce collective du 14 juillet. Cette mesure permettra de soulager les prisons françaises, qui affichent un taux de surpopulation de plus de 110 %.

■ **VACHE FOLLE** : l'Union française des consommateurs a déposé une plainte contre X avec constitution de partie civile, jeudi 11 juillet, pour « tromperie sur les qualités substantielles d'un produit » du sujet des farines animales, soupçonnées d'avoir un rôle dans la transmission de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). Ce délit est passible d'une peine d'emprisonnement de quatre ans.

■ **UNIVERSITÉS** : le maire de Montpellier, Georges Frêche, a décidé la fermeture de plusieurs facultés (droit, sciences, médecine, pharmacie et école de chimie), à partir du 15 juillet. En conflit avec le président de l'université, dont il souhaite le départ du centre-ville, M. Frêche invoque les avis défavorables émis par la commission départementale de sécurité.

H. G. et E. In.

Une enquête est ouverte sur le refus de la PJ d'assister le juge Halphen

LE PROCUREUR de la République de Paris, Gabriel Bestard, a décidé, jeudi 11 juillet, d'ouvrir une enquête préliminaire sur les conditions du refus des policiers d'assister le juge d'instruction de Créteil, Eric Halphen, le 27 juin, lors d'une perquisition au domicile de Jean Tiberi, dans le cours de son enquête sur les fausses factures des HLM de Paris.

Cette décision du parquet est la conséquence directe des plaintes qui avaient été déposées par la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) et le Syndicat de la magistrature (SM). Ces deux organisations, proches de la gauche, sollicitaient l'ouverture d'une information judiciaire contre X... en se fondant sur l'article 432-1 du code pénal, qui réprime « le fait pour une personne dépositaire de

l'autorité publique, agissant dans l'exercice de ses fonctions, de prendre des mesures destinées à faire échec à l'exécution de la loi ».

Afin de ne pas interférer dans les procédures disciplinaires en cours, le parquet de Paris a demandé par écrit, jeudi 11 juillet, aux juridictions compétentes – le parquet général et la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, ainsi que le parquet de Créteil – de lui communiquer les éléments qu'elles avaient déjà recueillis sur ce dossier.

En premier lieu, le procureur général de la cour d'appel de Paris, Jean-François Burgelin, avait écrit, le 2 juillet, au directeur de la police judiciaire (PJ) parisienne, Olivier Foll, pour lui demander « toutes les indications utiles sur cette affaire ».

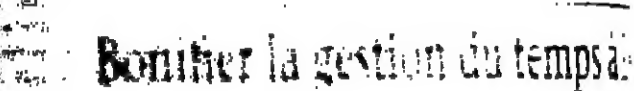
Chargée de contrôler l'activité des

officiers de police judiciaire sur le ressort de la cour d'appel de Paris, la chambre d'accusation, présidée par Martine Anzani, avait ensuite décidé, lundi 8 juillet, de diligenter une enquête sur le refus de concours opposé par la PJ. Parallèlement, le parquet de Paris a formulé une demande de renseignements auprès du parquet de Créteil (Val-de-Marne), dont un substitut avait assisté le juge Halphen lors de la perquisition au domicile du maire de la capitale. Sur la base de ces différents éléments, l'enquête préliminaire qui vient d'être ouverte devra permettre au parquet de Paris de décider ou non des suites pénales à donner à cette affaire.

Le directeur de la PJ parisienne avait d'emblée assumé la responsabilité de l'ordre donné aux en-

quêteurs financiers de la PJ parisienne de ne pas prêter assistance au juge Halphen, en précisant avoir pris cette décision sans en référer aux niveaux hiérarchiques et ministériels supérieurs (*Le Monde* daté 30 juin-1^{er} juillet).

Il ne fait guère de doute, confie-t-on de source judiciaire, que M. Foll disposait de la qualité d'OPJ au moment de la perquisition, en raison même de sa fonction de directeur de la police judiciaire (article 16 du code de procédure pénale). Le refus d'assistance opposé par le directeur de la PJ parisienne, alors même que la présence du parquet compétent – celui de Créteil – certifiait la régularité de la procédure, reste cependant sans précédent.

**JOURNAL OFFICIEL**

Journal officiel du jeudi 11 juillet 1996 sont publiés :

1. Agriculture : un arrêté portant extension de l'interdiction de l'emploi de certaines protéines d'origine animale dans l'alimentation et la fabrication d'aliments destinés aux ruminants ; il prévoit que les emplois des farines de viande, des farines d'os, des farines de viande et d'os ainsi que toute autre protéine d'origine animale, à l'exception des protéines issues du lait et des produits laitiers, est interdit dans l'alimentation et la fabrication d'aliments destinés aux ruminants, quel que soit leur âge. Cet arrêté modifie l'arrêté du 24 juillet 1990 portant interdiction de l'emploi de certaines protéines d'origine animale dans l'alimentation et la fabrication d'aliments destinés aux animaux de l'espèce bovine, interdiction étendue aux ruminants par l'arrêté du 20 décembre 1994.

2. Journal officiel du vendredi 22 juillet 1996 sont publiés :

Lyon-Turin : un décret relatif à la constitution de la commission intergouvernementale pour la préparation de la réalisation d'une liaison ferroviaire à grande vitesse entre Lyon et Turin.

Finances : un décret modifiant les modalités de paiement des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière.

Consommation : un arrêté relatif à l'information du consommateur sur les prix des denrées alimentaires, bénéficiant d'un label agricole ; un arrêté portant nomination à la Commission des clauses abusives.

Défense : un décret portant nomination et promotion dans l'armée active.

Agriculture : un avis aux importateurs de vaches et génisses autres que celles destinées à la boucherie de certaines races de montagne originaires de certains pays tiers.

CONCOURS

Agrégations

Espagnol

Caroline Albarracín (32*), Maria Alonso y Piz (51), Patrick Baert (81), Isabelle Barcou-Barsacq (54), Barbara Benoit (12), Caroline Boudier (60), Catherine Bruneau (39), Marie Berland (55) et ac., Michel Boeglin (31), François Bonifis (14), Dominique Boreton (58), Jean-Louis Bourgeois (72), Jérôme Bouvier (60), Diana Burgess (52), Denise Capoué (41), Christian Casaubon (53), Sylvie Cassinello (11), Cécile Caumont (29), Montserrat Carreras (62), Anne Chénier (59), Christine Chénier (62), Maurice Chénier (26), Joëlle De Sil-
lencio (12), Karine Dague (42) et ac., Florence de Bray (13), Announade De Cambolas
de la Chapelle (27), Ghislaine Des-
hayes (50), Valérie Duran (66), Pacla Du-
val (41), David Escobar (34), Pascale Fan-
tan (59) et ac., Michel Fetto (18), Isabelle
Fleury (39), Alexandre Garcia (39), Céline
Gillard (16), Maria Esperanza Hernandez
Hernandez (42) et ac., Lucie Lambert (18), Va-
lerie Lancelotti (19), Nicolas Lange (47), So-
phie Leboeuf (33), Ludovic Léger (64), Cor-
ne Lepeage (63), Frédéric Leroy (71),
Muriel Madros Magrins (24) et ac., Isabelle Ma-
mon (72), Sandrine Mariette (49), Francis-
cine Martinière Monod (54), Laure-Marie
van Gramper (40), Buzindina Maria Guzman
(41), Catherine Mérie (14), Marina Mes-
sangeirova (27), Anouk Miziane (39), Dor-
othée Morel (59), Anne-Maria Morand (40)
et ac., Maximilien Nunez (23), Corinne Pilch

Les cendres sulfureuses de la Fenice

C OUP de théâtre pour un théâtre vénitien. L'incendie qui a détruit la Fenice le 29 janvier serait d'origine criminelle. C'est ce qui ressort des confidences plus ou moins autorisées des experts chargés par la justice d'enquêter sur l'origine du sinistre. Ces derniers auraient trouvé pas moins de huit foyers de l'incendie et des traces d'un liquide inflammable.

La surprise est totale. Les Vénitiens sont tellement amoureux de leur théâtre qu'aucun d'entre eux n'aurait pu imaginer qu'un pyromane ait l'idée - sacrilège - d'y mettre le feu. Jusqu'à maintenant, seule avait été retenue l'hypothèse d'un court-circuit dans le système électrique du théâtre, qui était en cours de réfection depuis plusieurs mois. « Si l'hypothèse criminelle se confirmait, ce serait très inquiétant et angoissant », a souligné Massimo Cacciari, le maire de Venise. On évoque à demi-mot la piste mafieuse. En fait, il se pourrait bien que l'hypothèse criminelle soulève ou arrange beaucoup de monde, tant d'incroyables négligences s'étaient dangereusement accumulées dans une Fenice transformée en « chantier de port de mer » pendant plusieurs mois, beaucoup trop de gens pouvant s'y promener sans aucun contrôle.

Au détour d'une rue, un attroupement insolite. Avant même de déboucher sur la place, on a compris : c'est là. Une odeur acre de cendres froides a longtemps plané sur le quartier, une odeur mortuaire mêlée aux effluves nauséabonds qu'exhalent les boues visqueuses des canaux environnants. Pour cause de nettoyage, ces derniers avaient été vidés de leur eau - de cette eau qui a tant manqué pour combattre le feu... La fenêtre gauche du deuxième étage est la seule à montrer des traces noires laissées par les flammes, signe, pour certains, que le feu a pris en dessous, au premier étage de la partie antérieure du bâtiment, à plusieurs dizaines de mètres de la salle du théâtre proprement dite. La façade blafarde de la Fenice est bien intégrée au circuit touristique. Pas trop loin de la place Saint Marc ; juste un petit détour sur le chemin de l'Accademia ou du Rialto.

On a mis du temps avant de commencer à déplacer les cendres du Phénix, les experts désignés par le juge ayant demandé délais sur délais pour achever leur examen, notamment des restes du hall d'entrée et de la salle Apollinaire. Il y a de fortes chances pour que les autres parties ne demandent pas un supplément d'expertise ou une expertise contradictoire. Mais le déplacement des dernières traces du « crime » pourrait don-

ner l'occasion à ceux qui pourraient se voir reprocher des négligences coupables d'engager des controverses juridiques infinies.

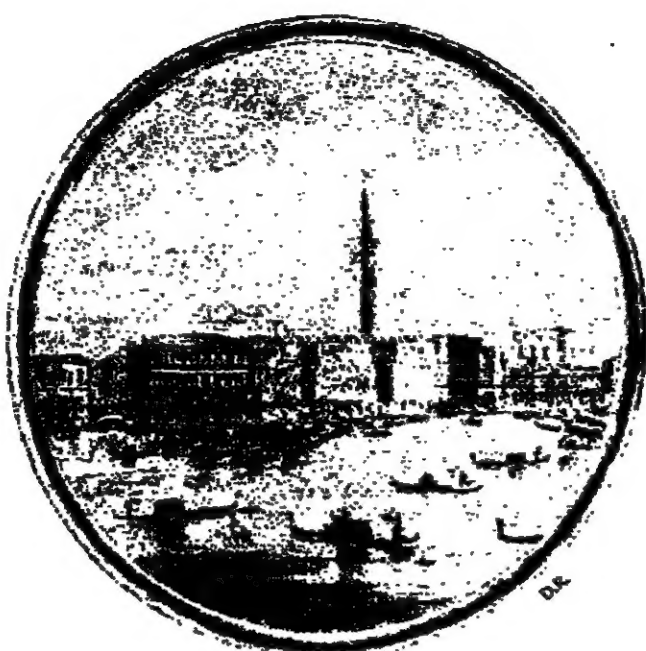
Plus le temps passe, plus s'éloigne le moment où les Vénitiens retrouveront leur cher théâtre. Au moins, la querelle des architectes est-elle dépassée : « Dov'era e com'era » (où il était et comme il était). Tout Venise s'est retrouvée quasi unanime sur cette formule. On ne cherchera donc pas à inventer un nouveau style, comme s'y était risqué, en 1790, Gian Antonio Selva, un architecte vénitien de trente-neuf ans revenu d'Angleterre pour l'occasion. La construction avait été achevée en dix-huit mois. Aujourd'hui, on copiera le plus exactement possible ce qui a brûlé, y compris la loge impériale, souvenir pourtant douloureux au cœur des Vénitiens, puisqu'il leur rappelle le temps humiliant où l'Autriche régnait ici en maître.

Toutefois, avec les retards qui ont déjà été pris, la Fenice ne sera sans doute pas reconstruite avant l'an 2000. Au lendemain du désastre, de cette soirée du 29 janvier, on comptait faire aussi bien que l'occupant autrichien. Le 12 décembre 1836, le feu avait ra-

gagé en quelques heures l'ensemble de la construction. Fin décembre 1837, le théâtre rouvrait ses portes. En un an, le Phénix vénitien avait ressuscité de ses cendres. En dépit de tous les moyens que la technique moderne offre aux architectes et aux maîtres d'œuvre, on sera très loin de répéter ce prodige.

Saura-t-on jamais ce qui s'est passé ? Le juge Felice Casson a pris son temps, et l'on comprend mieux pourquoi aujourd'hui. Les experts ont trouvé plusieurs indices dont la présence tendrait à prouver que l'incendie a une origine criminelle. Les habitants de la Cité des Doges ont, quant à eux, été à la fois accablés et fascinés par le spectacle de ce feu théâtral... dans un théâtre. A la Caisse d'Epargne de Venise, où étaient exposées les photos de l'incendie en signe de solidarité, un visiteur, propriétaire d'un appartement sis juste en face du célèbre théâtre, incrimine « la fatalité ». Un autre, plus dramatique, déclare : « La Fenice s'est suicidée ». Dans un magnifique livre publié en 1987, *Il Teatro la Fenice*, Manlio Brusatin, professeur d'histoire à l'Université de Venise, écrivait ces lignes alarmantes et prémonitrices : « L'incendie d'un théâtre est peut-être un châtiment divin inattendu mais explicable. Nombreux sont les spectateurs à qui le spectacle ne déplaît pas... L'histoire du grand théâtre de la Fenice se résume entre deux feux, le premier servira à le produire, le second à le détruire tout en représentant l'ordre d'une renaissance magnifique. »

Plus prosaïquement, la fréquence des sinistres qui ont ravagé opéras et théâtres à l'italienne tient souvent à la structure même des salles, qui, selon Jean-Loup Roubert, architecte du Palais Garnier de Paris, les apparente à de véritables cheminées, la salle et la scène faisant office de foyer et les cintres de conduit de cheminée. Bois, tissus et toiles de décor sont, de plus, des combustibles de choix. C'est ainsi que le Liceu de Barcelone, qui avait déjà brûlé en 1861, fut à nouveau détruit, en quelques heures, en 1994. L'opéra de Bari, en Italie, a disparu dans les mêmes circonstances en 1991, ainsi que le Savoy de Londres en 1990 et l'opéra de Francfort en



L'hypothèse de l'incendie criminel, avancée par des experts, ne peut occulter l'accumulation des négligences qui ont accéléré la propagation des flammes le 29 janvier pour faire partir en fumée l'un des joyaux de Venise



« Incendie du grand théâtre de la Fenice » (1837), lithographie de Giovanni Pivador (Musée Correr, Venise).

breuses anomalies dans l'exécution des travaux. Peut-être fallait-il remarquer qu'aucun pompier ne surveillait les lieux. En tout état de cause, cette lettre n'a pas été suivie d'effet.

Il y a eu cette décision fatale de débrancher les deux systèmes d'alarme, dont l'un au moins, conçu pour détecter la moindre fumée, avait l'impétuosité caractéristique d'être déclenché par les poussières du chantier. Quant à savoir qui a pris cette décision lourde de conséquences, le juge a

beaucoup de mal à le découvrir. Tel ouvrier soucieux de sa tranquillité et de celle de ses camarades ? Tel contremaître, qui s'en défend : « Jamais au grand jamais, je n'aurais pu donner un tel ordre ». On peut admettre, à la rigueur, que le débranchement était indispensable à la bonne marche des travaux. Mais pourquoi ne pas rebrancher les systèmes en fin de journée ? Réponse : « C'est qu'il y avait encore des poussières dans l'air, qui risquaient de déclencher les alarmes... »

sensation de la représentation, encore et toujours. L'estimation générale reste qu'au moment où l'alerte a été donnée, le feu couvait depuis deux à trois heures, les ouvriers ayant quitté le chantier, comme d'habitude, vers 17 heures. Quand les pompiers arrivent, avec les moyens dérisoires dont ils disposent, il est déjà trop tard. Si le système d'alarme avait fonctionné, le feu aurait été détecté dès le début et aurait pu être maîtrisé. La grande salle n'aurait pas été touchée... Et puis, il y a cet as-

sèchement des canaux autour du théâtre, qui a obligé les pompiers à aller chercher de l'eau beaucoup plus loin, jusqu'au Grand Canal. Il y a eu ce manque de pression, de sorte que les jets n'atteignaient que le premier étage de la façade. Comble de malchance, les volets de la fenêtre derrière laquelle se trouvait, croyait-on, le foyer de l'incendie étaient fermés, volets contre lesquels l'eau venait ricocher. Les malheureux pompiers ne disposaient que d'échelles en bois qui risquaient de flamber comme des allumettes à tout moment.

Il y a encore ce fait qu'un hélicoptère n'a commencé à asperger l'incendie avec de l'eau puisée dans la lagune qu'après 23 h 15. Pourquoi pas plus tôt ? Parce que l'on craignait, nous dit-on, que le tournoiement des pales n'alimentât le souffle de l'incendie. Pour quoi un seul hélicoptère ? Pas de réponse. Grâce à lui, toutefois, et au travail opiniâtre des autres pompiers, seul le théâtre a brûlé, projetant des lucioles rouges jusqu'à la Giudecca, de l'autre côté de la lagune, lorsque le toit s'est effondré. Avec un peu plus de vent, tout le quartier aurait brûlé. Du même coup, les Vénitiens ont pris conscience que tout ou partie de leur ville pouvait flamber.

En attendant que le système de sécurité de Venise soit repris en main de fond en comble, un nombre croissant de Vénitiens commencent à s'agacer du « business » qui s'est développé autour du désastre. A commencer par Barbara Valmarana, directrice de l'association *Amici della Fenice*, dont la vie a basculé le 29 janvier et qui porte le deuil de « son » théâtre. Les premières semaines, elle a littéralement été submergée par des offres de service plus ou moins désintéressées venues du monde entier, dans des formes parfois peu délicates, telle cette association française utilisant le sigle et le logo des *Amici della Fenice* pour récolter des fonds ou faire sa propre publicité.

En fait, ce qui se joue aujourd'hui, c'est la capacité d'une ville de la taille de Venise à prendre rapidement des décisions. Ici, la comparaison avec la re-

Philippe Simonnot

La session u
une réforme

D

Revue de la soirée et

E

La session unique : une réforme à réformer

par Jacques Larché

DANS la satisfaction proclamée par les plus hautes autorités de l'Etat, la première session de neuf mois du Parlement vient de s'achever. Qu'en pense le sénateur ou le député moyen ? Il participe, bien entendu, à cette satisfaction, mais ne peut s'empêcher de constater que certains aspects essentiels de sa tâche se trouvent singulièrement compliqués.

Le maintien d'une activité professionnelle devient de plus en plus impossible pour un parlementaire. Qui peut désormais envisager d'exercer une profession libérale, d'être cadre d'une entreprise et de remplir son mandat ? Se profile, à échéance plus ou moins rapide, l'image de nos futures assemblées. Y siégeront de façon très majoritaire, à côté de quelques agriculteurs, des retraités et des fonctionnaires. L'indispensable relation entre la France qui travaille et le petit nombre qui légifère en son nom sera-t-elle améliorée ?

L'exercice d'un mandat local se trouve singulièrement compliqué. Je sais bien que certains s'en réjouissent et entendent limiter, voire supprimer, le cumul des mandats. Et pourtant bon nombre de sénateurs ou de députés ont la fâcheuse habitude de penser qu'ils remplissent correctement leurs deux mandats (si tel n'est pas le cas, les électeurs, seuls juges qu'ils recommandent, ne manquent pas de le leur faire savoir), et que leur décision de législateur est facilitée par la connaissance concrète de l'état de la loi sur tel ou tel aspect de la vie locale.

Sur quoi repose la satisfaction officielle ? Certes, quelques séances de nuit auront été évitées. Se prolongeant dans la nuit jusqu'à 3 ou 4 heures du matin, elles ne représentaient aucun gain de temps réel, puisqu'elles avaient pour effet d'empêcher automatiquement, en

vertu des règlements internes de tenir une séance le lendemain matin. En dehors de cette satisfaction, la session unique aboutit à un paradoxe : l'on ne fait pas beaucoup mieux en neuf mois ce que l'on faisait mal en six. Pour plusieurs raisons : le débat parlementaire obéit à des règles héritées du XVIII^e siècle, qui ne correspondent plus aux nécessités d'un fonctionnement modernisé de l'institution ; l'absentéisme fleurit toujours ; le travail législatif ne s'est en rien amélioré,

Seule une véritable séparation des pouvoirs, comme dans un système présidentiel, permettrait de redonner à la délibération parlementaire la liberté qui fait actuellement défaut

excepté, de la part du gouvernement, un certain effort de programmation.

Mais les textes demeurent trop nombreux et parfois mal rédigés. Aussi curieux que cela paraisse, la plupart des ministères ne disposent pas de juristes qualifiés. Le Conseil d'Etat doit travailler dans une telle précipitation - il s'en est plaint publiquement - qu'il ne dispose pas d'un délai suffisant pour un examen sérieux des textes.

Quant au Parlement, soumis aux mêmes contraintes de temps, son expression est bien souvent bridée par l'existence du fait majoritaire (que la majorité soit de droite ou de gauche). Quelles que soient les réticences suscitées par un tel système, seule une véritable séparation des pouvoirs, comme dans un système présidentiel, permettrait de redonner à la délibération parlementaire la liberté qui fait actuelle-

ment défaut. Aujourd'hui, comme aux plus beaux jours de la Convention ou de la III^e République, le pouvoir de décision appartient à l'Assemblée tout entière. En théorie, les 577 députés et les 321 sénateurs doivent assister à tous les débats. Chacun d'eux peut y prendre la parole, expliquer son vote et apporter des amendements. Quels que soient l'importance - ou le manque d'importance - le caractère politique ou technique du texte,

Le débat s'engage alors que le projet ou la proposition de loi a déjà fait l'objet d'un examen approfondi au sein de la commission compétente. A partir du moment où l'on aborde la répétition du débat en séance publique ne s'impose pas toujours, l'idée vient naturellement à l'esprit de l'éviter et de s'en tenir pour certains textes à la décision de la commission, sous réserve du droit de l'Assemblée de l'infirmer.

Une procédure de cet ordre existe en France. Elle donne satisfaction. Proposée au Sénat dans le cadre de la révision constitutionnelle sur la session unique, elle aurait pu aboutir à une conciliation satisfaisante entre ce qui doit être conservé du débat parlementaire classique et l'amélioration indispensable de sa pratique quotidienne.

C'est ainsi le seul moyen de donner au Parlement le temps suffisant

pour contrôler l'activité gouvernementale, fonction qu'il ne remplit actuellement que de façon très accessoire, malgré l'allongement de la durée de la session.

Il faudra bien y venir, ou y revenir un jour. Surtout si l'on veut avoir quelques chances de corriger l'absentéisme parlementaire. Au risque de se voir taxer d'esprit paradoxal, on serait tenté d'affirmer que seul l'absentéisme permet en fait au débat parlementaire d'éviter l'enlisement systématique.

Un seul exemple : en trois ans, une Assemblée dite « de gauche » et un Sénat « conservateur » (comme il se doit) ont réussi à voter un texte fondamental : l'actuel code pénal. Aux jours d'« affluence », il devait y avoir en séance une dizaine de sénateurs et une vingtaine de députés, tous parfaitement au fait des problèmes traités. Heureusement... imagine-t-on ce qu'aurait été ce débat si, sur un même problème, par exemple la peine incompressible, une centaine ou plus d'intervenants avaient, pour les beautés du *Journal officiel* ou de la gazette locale, voulu légitimement faire connaître leur opinion, au rythme autorisé par le règlement de 10 minutes chacun.

L'absentéisme ne cessera naturellement que le jour où le parlementaire aura le sentiment de participer à des débats essentiels et de pouvoir, sans encourir les foudres politiques, manifester son désaccord avec certaines initiatives gouvernementales.

Neuf mois de session... Cela valait sans doute d'être tenté. Tout indique que cette mesure ne sera pas suffisante à redonner au Parlement toute sa place.

Jacques Larché est sénateur (URR) de Seine-et-Marne, président de la commission des lois du Sénat.

La France, championne réaliste du désarmement

par Hervé de Charette

LA négociation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT, pour *Comprehensive Test Ban Treaty*) est aujourd'hui presque achevée. Les négociateurs se sont quittés le 28 juin, à Genève, sur un texte quasi définitif. C'est un résultat dont la France a tout lieu de se montrer satisfaite.

Le CTBT revêt une portée politique considérable. Il répond à une aspiration profonde des opinions. Il représente un pas supplémentaire vers un état des rapports internationaux davantage fondé sur la confiance et la sécurité collective.

La France avait toutes les raisons d'en souhaiter la conclusion rapide. Encore fallait-il que ce fût un bon traité. Le texte du 28 juin, qui préfigure l'accord final, se présente plutôt bien. Certes, il ne correspond pas parfaitement à nos vœux sur tous les points. Mais ses dispositions essentielles nous paraissent conformes aux conditions d'un accord équitable et efficace.

Equitable : il repose sans ambiguïté sur l'« option zéro ». La France, seule parmi les puissances nucléaires, a définitivement fermé son centre d'essais. Il est naturel qu'elle veuille que l'interdiction des essais soit établie par traité et s'applique aux autres puissances nucléaires.

Il était également nécessaire que soient interdits les « mini-essais », dont certains, y compris en France, à un stade antérieur de la négociation, avaient cherché à préserver la possibilité. L'option zéro, et donc la clarté dans l'interdiction totale des essais, représente le vœu de l'ensemble de la communauté internationale.

Il est non moins clair que les puissances nucléaires conserveront le droit et le devoir de garantir la sûreté et la fiabilité de leurs armes. Le CTBT n'est pas un traité programmant la disparition des armes nucléaires. Il assure pour les Etats nucléaires la possibilité de recourir à la simulation. La nécessaire combinaison de l'interdiction complète des essais, de tous les essais, et de la légitimité des activités de simulation est parfaitement exprimée dans le projet de traité.

Efficace : la clé, en ce domaine, réside dans le régime de vérification. Le traité prévoit un maillage de quatre réseaux de surveillance, correspondant à quatre techniques de détection : sismique, radionucléide, hydroacoustique et infrasonore. Toute explosion ou tout événement révélateur d'un essai pourra être détecté partout, quel que soit l'environnement. Le système sera complété par un dispositif efficace d'inspections sur place. La question était difficile à résoudre : elle touche à la souveraineté des Etats. Les mécanismes à élaborer devaient à la fois garantir les Etats contre des inspections abusives et assurer qu'en cas d'infraction une inspection pourrait être déclenchée en temps utile et sans possibilité d'obstruction de la part d'un éventuel « tricheur ». Les solutions retenues par les négociateurs permettent d'atteindre ces deux objectifs.

Reste un problème non résolu : celui de la date de mise en application du traité. L'objectif à atteindre est que le traité soit universel, qu'il s'applique à tous les Etats, notamment à tous les Etats dotés de l'arme nucléaire ou ayant des capacités nucléaires. Cette préoccupation a d'abord conduit à subordonner l'entrée en vigueur à la ratification d'un certain nombre d'Etats, dont les cinq puissances nucléaires officielles et les trois Etats dits du seuil (Inde, Pakistan, Israël). Dans cette hypothèse, le risque existe que l'un des Etats dont l'adhésion est nécessaire tiennne le traité en otage pour très longtemps : l'annonce par l'Inde de son intention de ne pas adhérer au traité peut transformer ce risque en réalité.

Or le CTBT doit pouvoir être appliqué à bref délai. La mise en œuvre effective du traité peut même convaincre les Etats qui n'y auraient pas adhéré d'embée de le faire. Il faudra donc trouver un équilibre entre l'objectif d'un traité

universel qui contribue efficacement à la non-prolifération et le souci de ne pas retarder indéfiniment la mise en œuvre. C'est une solution de compromis qui devrait être dégagée, lors des ultimes négociations, d'ici au mois d'août. Nous allons tout faire pour y parvenir.

Quoi qu'il en soit, l'essentiel est désormais acquis : le traité d'interdiction complète des essais nucléaires sera ouvert à la signature de tous les Etats lors de la prochaine assemblée générale des Nations unies. Une avancée capitale.

D'autres objectifs doivent nous mobiliser dans le domaine du désarmement. La France ne ménage aucun effort pour les faire avancer. Nous souhaitons la ratification par les Etats les plus concernés - les Etats-Unis et la Russie - et l'entrée en vigueur rapide de la convention d'interdiction des armes chimiques. Nous travaillons, avec nos partenaires européens en particulier, à l'élaboration d'un régime de vérification de la convention d'interdiction des armes biologiques. Lors de la conférence d'examen de cette convention à la fin de l'année, nous proposerons une date-butoir pour la mise en place de ce régime.

Il faudra trouver un équilibre entre l'objectif d'un traité universel qui contribue efficacement à la non-prolifération et le souci de ne pas retarder la mise en œuvre

Dans le domaine nucléaire, nous proposons qu'après le CTBT une autre convention soit rapidement négociée pour interdire la fabrication des matières fissiles pour les armes nucléaires.

S'agissant des armes conventionnelles, nous concentrerons nos efforts sur le théâtre européen. Nous avons ainsi favorisé la négociation de l'accord de maîtrise des armements en ex-Yougoslavie. Nous avons aussi obtenu, lors de la conférence d'examen du traité sur les forces conventionnelles en Europe (CFE), à Vienne, du 15 au 31 mai, que s'engageaient des discussions sur l'adaptation de ce traité à la nouvelle réalité stratégique de l'après-guerre froide.

Enfin la France est à l'origine de la conférence de révision de la convention sur les armes inhumaines, qui a eu pour résultat de renforcer le régime des restrictions à l'emploi des mines antipersonnel. Notre pays, qui s'est intéressé à lui-même la production et l'exportation de ces mines, fera tout pour convaincre le monde de rejeter cette arme dont les effets sont dramatiques.

La France contribue tout à la fois à l'émergence d'un monde plus stable et au renforcement de sa propre sécurité. Elle continuera de le faire. Le désarmement sera, plus que jamais, l'un des grands chantiers de notre diplomatie.

Hervé de Charette est ministre des affaires étrangères.

Détention provisoire et ordre public

par Jean-Marie Burguburu

EN matière judiciaire, les événements récents ont rendu attentifs bien des non-juristes au problème posé par la détention provisoire : ils ne confondent pas la situation d'Alain Carignon, condamné par la cour d'appel de Lyon (mais sous réserve du pouvoir en cassation qui est suspendu en matière pénale) et incarcéré à la suite du mandat d'arrêt décerné par la cour à son encontre, avec celle de Loïc Le Floch-Pright, placé en détention provisoire, en conséquence non d'une condamnation mais de sa mise en examen par un juge d'instruction parisien.

Dans les deux cas, pourtant, c'est la prison, naguère réservée au bas de l'échelle sociale ou à quelques bourgeois déviants, désormais ouverte - si l'on ose dire - aux députés, aux ministres, aux hommes d'affaires et aux chefs d'entreprise, et même parfois aux gens de justice, à l'exception - pour l'instant - des magistrats eux-mêmes. Or l'enfermement est quasiment de même nature, avec quelques différences invisibles aux yeux du public, qu'il s'agisse d'une détention provisoire ou d'une condamnation définitive. L'opprobre est jeté sur le délinquant et sa détention même signifie sa culpabilité, puisque, si de la présomption d'innocence, il n'y a pas d'innocents en prison.

L'inculpation n'est plus. La mise en examen porte désormais les mêmes stigmates que la condamnation qu'elle constitue ; la meilleure preuve en est que l'incarcération suit aussitôt. Il n'est plus d'avocat qui ose soutenir avec sérieux que son client a sollicité sa mise en examen pour avoir accès au dossier de l'instruction tant, dans de nombreux cas, le risque de mise en détention paraît grand devant le juge d'instruction. Il est vrai que celui-ci dispose, selon la loi, d'une grande latitude pour prendre seul ou, depuis peu de temps, à l'issue d'un débat contradictoire avec le parquet et l'avocat du mis en examen, une décision qui

n'est pas moins grave que celle que prendront le tribunal ou la cour d'appel plus tard.

La décision de mise en détention provisoire, possible dès que la peine encourue est au moins de deux ans de prison, doit être justifiée par des conditions légales (celles de l'article 144 du code de procédure pénale) et principalement par les risques de disparition des preuves, de pression sur les témoins ou de concertation avec des complices, de non-représentation (fuite) du mis en examen, pour mettre fin à l'infraction.

En l'espèce - dans le cas de Loïc Le Floch-Pright - et en ignorant le contenu du dossier autrement que par la relation qu'en fait la presse, quel est le trouble à l'ordre public ? Est-il plus important dans le fait de priver 500 000 cheminots de leur président dans une période cruciale pour la SNCF ou de laisser en liberté, après l'avoir éventuellement astreint à un contrôle judiciaire, l'ancien président d'Elf-Aquitaine ?

En revanche, la mise en détention de Jacques Crozemarie paraît moins choquante, toujours en méconnaissance du dossier de l'instruction, s'il apparaît dès ce stade de la procédure qu'il a effectivement détourné des sommes considérables provenant de la charité publique et destinées à un usage public, la lutte contre le cancer. Dans un tel cas, le trouble à l'ordre public n'est-il pas patent ?

L'ordre public, à côté des autres motifs de détention, est toujours mis en avant comme argument suprême pour la privation de liberté dont le juge d'instruction mesure la gravité, mais à l'aune du dossier dont il est seul à connaître le contenu. Il y a d'autres étalons de mesure. L'un d'entre eux est la présomption d'innocence : elle est bien dévaluée de nos jours et le vieil adage « *mieux vaut cent coupables en liberté qu'un innocent en prison* » ferait plutôt sourire puisque, justement, on n'est jamais innocent quand on est en prison, même à titre provisoire.

Le peuple français ne comprend plus que le juge d'instruction demeure, dans la solitude de son pouvoir presque absolu, l'homme le plus puissant de France

Le peuple français, au nom duquel est rendue la justice, souhaite que soient poursuivies les infractions qui portent atteinte à la morale sociale traduite par la loi, mais il ne comprend plus que le juge d'instruction, déterminant sans véritable contrôle ce qui est trouble ou non à l'ordre public, demeure, dans la solitude de son pouvoir presque absolu, l'homme le plus puissant de France. Il lui suffirait d'être la femme ou l'homme le plus respecté.

Le peuple français, au nom duquel est rendue la justice, souhaite que soient poursuivies les infractions qui portent atteinte à la morale sociale traduite par la loi, mais il ne comprend plus que le juge d'instruction, déterminant sans véritable contrôle ce qui est trouble ou non à l'ordre public, demeure, dans la solitude de son pouvoir presque absolu, l'homme le plus puissant de France. Il lui suffirait d'être la femme ou l'homme le plus respecté.

Le peuple français, au nom duquel est rendue la justice, souhaite que soient poursuivies les infractions qui portent atteinte à la morale sociale traduite par la loi, mais il ne comprend plus que le juge d'instruction, déterminant sans véritable contrôle ce qui est trouble ou non à l'ordre public, demeure, dans la solitude de son pouvoir presque absolu, l'homme le plus puissant de France. Il lui suffirait d'être la femme ou l'homme le plus respecté.

même dans des contradictions insurmontables, du moins en l'état actuel et politique des choses. L'infamie que comporte la mise en examen fait oublier que ce terme a été créé pour éviter celle qui s'attachait à l'inculpation pourtant si bien nommée, et que nos voisins francophones ont conservée.

Sans aucune réforme, au contraire, une prise en considération nouvelle des différents termes du problème de la détention provisoire pourrait changer la donne et modifier les comportements. La ligne de conduite est claire ; elle est inscrite au début de tous les jugements qui sont rendus, en France, « au nom du peuple français ». C'est dire que les décisions de justice ne sont rendues ni au nom d'un juge ou d'un tribunal, ni au nom du gouvernement, ni même au nom des victimes de l'infraction.

Dans ces conditions, la détention provisoire, dont il est irréalisable de priver la disparition complète et immédiate, devrait pouvoir reprendre le caractère exceptionnel qui doit être le sien : ni réservée aux seuls petits délinquants ni exclue pour les infractions financières, mais décidée en considération d'un juste équilibre entre deux impératifs majeurs : le respect de la liberté individuelle et la nécessité d'assurer, non pas la répression mais la recherche de la vérité judiciaire.

Le peuple français, au nom duquel est rendue la justice, souhaite que soient poursuivies les infractions qui portent atteinte à la morale sociale traduite par la loi, mais il ne comprend plus que le juge d'instruction, déterminant sans véritable contrôle ce qui est trouble ou non à l'ordre public, demeure, dans la solitude de son pouvoir presque absolu, l'homme le plus puissant de France. Il lui suffirait d'être la femme ou l'homme le plus respecté.

Jean-Marie Burguburu est avocat au barreau de Paris.



Éditorial : écrit par la SA LE MONDE
Président du conseil de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Adary, directeur général ; Noël-Jean Bergeaud, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Feron, Robert Solé
Rédacteur en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Goussier, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Jean-Pierre Lhonnau, Manuel Luchini, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Eric Agon
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier
Directeur exécutif : Eric Pollock ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollot ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet
Médiateur : André Laurent
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courou, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Boue-Méry (1944-1959), Jacques Favret (1959-1982), André Laurent (1982-1983), André Fontaine (1983-1991), Jacques Lecoq (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 793 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Boue-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Privatisation
SIEGE SOCIAL : 21 rue du Clou, 75002 PARIS CEDEX 02
Tél. : (01) 43 37 30 40. Télécopieur : (01) 43 37 30 21. Télex : 200 600 F

Triste anniversaire à Rangoun

Suite de la première page

Ne Win, le dictateur au pouvoir de 1962 jusqu'à sa démission officielle en juillet 1988, avait choisi un isolement et une « voie birmane vers le socialisme » qui avaient mené son pays, l'un des plus riches de la région à la fin de la deuxième guerre mondiale, au bord de la banqueroute.

Ses successeurs ont opté pour l'ouverture de la Birmanie aux capitaux étrangers, son glissement vers l'économie de marché et sa réintégration régionale. Un redressement économique s'est ainsi amorcé. Simultanément, une alliance, peuplée de circonstance mais cruciale, avec Pékin a permis à une armée modernisée d'imposer des cessez-le-feu aux ethnies insurgées à la périphérie de l'Union. Comme personne, en Birmanie, ne semble souhaiter une répétition des affrontements de 1988, qui ont fait des milliers de morts, les généraux ont donc choisi une « voie à l'indonésienne » : un système qui offrirait un rôle politique prédominant aux forces armées. Pour consolider leur pouvoir de cette manière, ils ont donc besoin de neutraliser les mouvements qui, à l'étranger, s'affirment les plus hostiles à leur égard. Ils hésitent donc à interner de nouveau M^{me} Suu Kyi

quand on repart de sanctions économiques à Washington, que leurs futurs partenaires de l'Ascan leur demandent, discrètement, de mettre un bâton dans la répression ou que des pays européens s'inquiètent de la mort récente en détention de Leo Nichols, consul honoraire de Norvège, Finlande, Suisse et Danemark, qui était un intime de la dissidence.

Les généraux sont donc obligés de blesser : harceler leur ancienne prisonnière plutôt que la réduire au silence. Ils entendent ainsi renforcer, sur la scène internationale, le camp de ceux qui considèrent, tous intérêts bien compris, M^{me} Suu Kyi comme une « empucheuse de tourner en rond ». Cette dernière riposte avec à la fois fermeté et prudence : sa campagne non violente a pour ultime objectif, quitte à procéder par étapes, la restauration des libertés et d'autorités élues. Les modalités, dit-elle, sont négociables, non les principes. Elle ne prendra pas la responsabilité d'accorder la moindre caution morale aux généraux tout en souhaitant négocier avec eux, sans préalable, une transition vers un régime libéral.

Sur ce point, cœur du débat, aucun progrès n'a été enregistré depuis un an et la junte attendra sans doute la fin des rencontres de l'Ascan à Djakarta, le 26 juillet, pour élaborer son prochain mouvement tout en sachant déjà, autre contrainte, qu'elle sera « invitée » au sommet informel de l'Association prévu en Indonésie en décembre.

Jean-Claude Pomonti

DANS LA PRESSE

LIBÉRATION

Serge July

■ Les épureurs cagoules de U Ribombu mettent la liberté d'information en cause. Et je ne doute pas que l'ensemble des médias français manifesteront à cette occasion leur solidarité à l'égard de Guy Benhamou. Cet épisode donne la mesure exacte de la gravité de la situation en Corse et de la dégradation des libertés. C'est la raison pour laquelle nous continuerons à informer nos lecteurs sur la Corse comme nous le faisons chaque jour.

RTL

Richard Arst

■ Tout montre que le président Jacques Chirac ne tient pas à se séparer d'un premier ministre avec lequel, depuis longtemps, il s'entend bien. Autant que possible, il est préférable pour un président de ne pas changer de premier ministre sous la pression. Enfin, il n'y a pas à priori de solution de rechange. Non pas qu'il manque de candidats pour Mattignon, mais quel autre cap pourrait être choisi que celui qui a été fixé en octobre dernier par le président lui-même ? Alain Juppé est ostensiblement associé à la préparation de l'émission télévisée de dimanche au cours de laquelle le président va devoir rassurer et redynamiser l'opinion, ce qu'Alain Juppé ne parvient pas à faire.

RECTIFICATIFS

GROUPE HERSANT

La principale société du groupe Hersant, la Socpresse, ne contrôle pas le groupe belge Rosel, qui édite le quotidien *Le Soir*, contrairement à ce que nous avons écrit (*Le Monde* du 4 juillet). La Socpresse est actionnaire à hauteur de 40 % de Rosel qui est contrôlée par le groupe Hurbain. D'autre part, c'est France-Anilles dirigé par Philippe Hersant, qui détient 27 % de *L'Est républicain*, et non la Socpresse.

MAGISTRATURE

Une coupe a déformé le sens du communiqué publié par le Syndicat

LE FIGARO

Renaud Girard

■ Les Serbes de Bosnie ont cru qu'ils pourraient indéfiniment et impunément dénier l'Occident. C'était une erreur. Pendant trois ans, ils ont pris la patience – voire l'attentisme – des grandes puissances militaires alliées pour de la faiblesse congénitale. Rappelez-vous ces raids aériens contre les aérodromes serbes où les chasseurs-bombardiers de l'OTAN s'arrangeaient pour épargner les appareils au sol... Radovan Karadzic et Ratko Mladic n'ont pas compris que l'Occident démocratique était comme un éléphant. Il en faut beaucoup pour l'énerver, mais, une fois que le pachyderme s'est levé sous le coup de la colère, il est très difficile de l'arrêter.

FINANCIAL TIMES

■ Les autres gouvernements doivent rappeler avec force à l'Amérique un fait que ses propres législateurs semblent avoir oublié : ce pays fait partie d'une économie globale et intégrée, dont dépend de plus en plus sa propre prospérité. Si les États-Unis continuent à jouer au cowboy solitaire, ils susciteront des représailles contre leurs intérêts commerciaux à l'étranger. Au bout du compte, ils porteront atteinte aux règles qui gouvernent la conduite des relations économiques et commerciales internationales. Ces règles fonctionnent au service de tous les pays. Les États-Unis ne font pas exception.

de la magistrature (SM, gauche) à l'occasion de la nomination de Pierre Truche au poste de premier président de la Cour de cassation (*Le Monde* du 11 juillet). Selon le SM, cette nomination « démontre que le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) n'a pas pu résister aux pressions exercées depuis plusieurs semaines par le pouvoir exécutif ». « Scandalisé par le véritable travail de sape auquel s'est livré l'Élysée sur le CSM », le SM considère que cette affaire est « révélatrice de la fébrilité d'une classe politique attachée à s'assurer la totale maîtrise des nominations, dans un contexte où le développement des affaires sensibles est susceptible de la mettre en cause ».

LES États-Unis d'Amérique retrouvent, ces jours-ci, leurs prétentions à vouloir régenter le monde. Hier, ils faisaient savoir qu'ils pourraient recourir à leur droit de veto pour empêcher la reconduction, dans ses fonctions de secrétaire général de l'ONU, de Boutros Boutros-Ghali (son mandat s'achève en décembre). Aujourd'hui, ils veulent imposer leurs alliés dans l'embargo économique qu'ils imposent à Cuba, en sanctionnant celles de leurs entreprises qui continueraient à travailler avec La Havane. L'Europe menace les États-Unis de mesures de représailles. L'unité européenne affichée aujourd'hui est de bon augure.

Dopée par une économie flamboyante et entrée en période électorale, l'Amérique entend à nouveau imposer ses lois. Après avoir, en 1994 et 1995, usé d'un dollar faible et obtenu des accords commerciaux privilégiés avec le Japon, elle poursuit aujourd'hui la guerre économique par d'autres moyens. Le Congrès a ainsi décidé, de manière unilatérale, de renforcer l'embargo décrété contre Cuba il y

Le Monde

EDITORIAL

L'inadmissible prétention américaine

a plus de trente-cinq ans : une loi, dite Helms-Burton, menace de sanctions les firmes étrangères qui investiraient dans l'île ou commerceraient avec elle. Ne comptant pas en rester là, il tient sous le coude d'autres textes prévoyant des sanctions identiques pour toute relation commerciale et financière nouée avec l'Iran ou avec la Libye, deux autres pays inscrits, outre-Atlantique, sur la liste des non-la-loi internationaux.

Que Washington veuille user de l'arme économique à des fins politiques, il n'y a là rien à redire. On pourrait certes s'interroger sur l'efficacité d'une telle arme. On pourrait se demander aussi pourquoi cette arme (l'embargo) est mobilisée ici et pas dans d'autres cas – vis-à-vis de la Chine par exemple. La Chine compte, il est vrai, 1,2 milliard de consommateurs. Tout Etat est cependant libre d'interrompre à tout moment ses relations

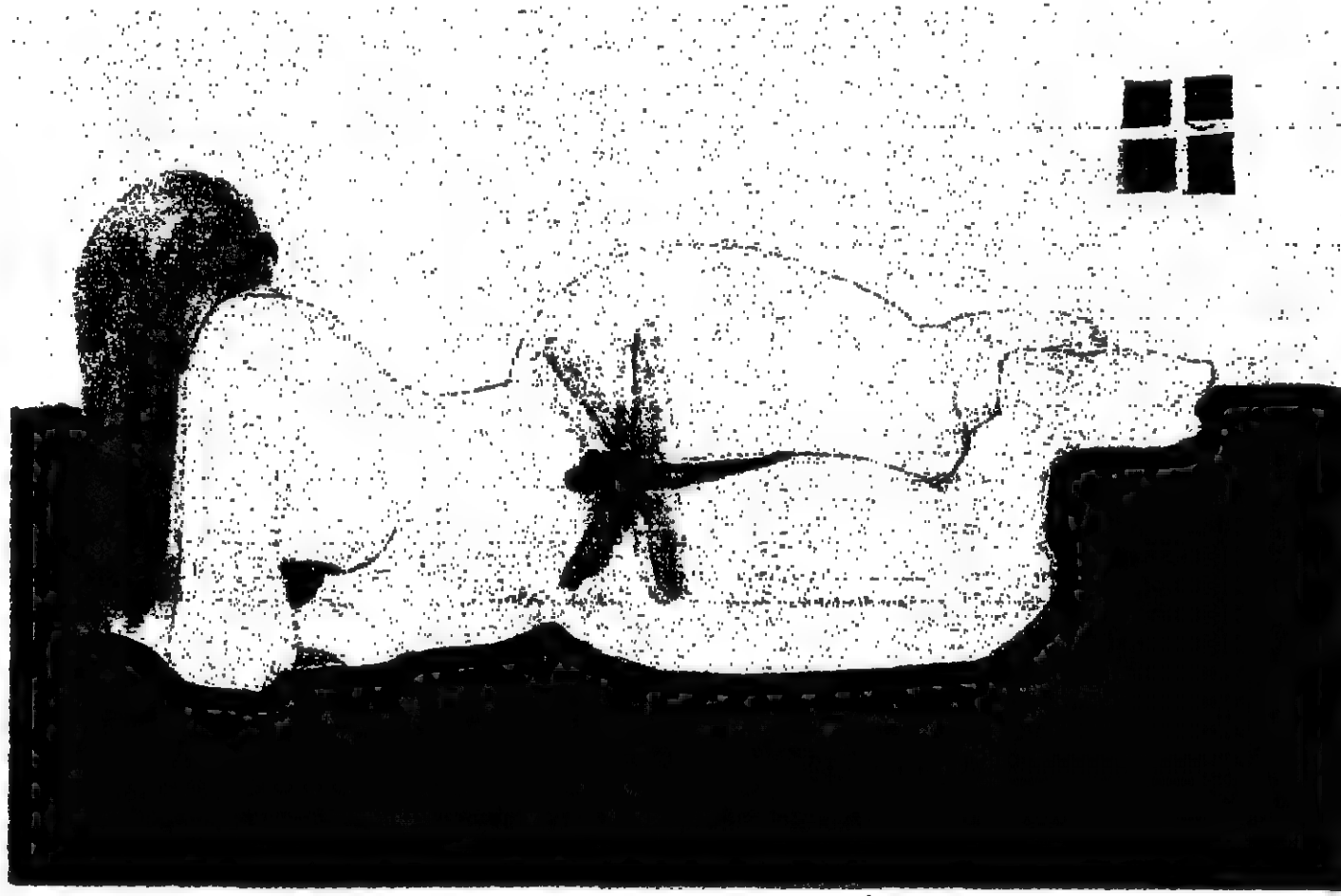
commerciales avec un pays qui lui déplaît. Mais il est inadmissible que l'un d'entre eux, les États-Unis, s'arroge le droit, sans même en discuter avec ses alliés, de pénaliser également les autres nations qui ne s'associeraient pas à ses sanctions.

L'époque a changé. Aucun pays, même le plus puissant, ne doit pouvoir imposer à l'échelon mondial une législation purement interne. A Lyon, il y a deux semaines, les sept grands pays industrialisés avaient rappelé la « primauté des règles multilatérales » dans le commerce international et s'étaient engagés à « s'abstenir de recourir à des mesures en contradiction avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce ». La sanction que vient d'imposer Washington à une firme minière canadienne est en opposition avec ces engagements. L'Amérique doit renoncer à ses prétentions impériales. Plongés tout autant que les autres nations dans une économie globale, les États-Unis souffriront eux aussi d'une guerre économique totale. Avec le Japon et le Canada, l'Europe doit rester ferme et unie dans ce combat indispensable.

Hommages irrespectueux d'André François

Le peintre et dessinateur célèbre à sa manière quelques maîtres illustres.

Henner : « Libellule sur dame blanche »



En Amérique aussi, la télévision se cherche une raison

BANIFF

de notre envoyé spécial

Il y a quelques mois, la BBC diffusait une fiction dans laquelle le héros décidait de quitter la réalité pour consacrer son existence à la télévision. L'affaire finissait mal. C'est sans doute pour éviter cette plongée sans fin dans le monde dangereux des images que producteurs, réalisateurs et responsables de chaînes américaines et canadiennes viennent chaque année, au début de l'été, se ressourcer à Baniff (Alberta).

Là, au cœur des montagnes Rocheuses du Canada, dans un parc naturel beau comme dans *Riviera* sans retour, d'Otto Preminger (Robert Mitchum et Marilyn Monroe), où biches et ours circulent en liberté, tout ce petit monde discute de l'avenir du secteur audiovisuel, monte des projets de coproduction tout en gardant un œil sur les œuvres mises en compétition. Au Baniff Spring Hotel qui abrite la manifestation – hôtel où Jack Nicholson devient un fou meurtrier dans le film *Shining*, de Stanley Kubrick –, deux canaux de télévision ont ainsi diffusé, sept jours durant, les sept cents documentaires et fictions en lice.

Bien entendu, on s'est empoigné à Baniff sur les quotas de diffusion que certains pays (à commencer par le Canada) mettent en place pour protéger leur marché. Les arguments sont connus : la télévision appartient à la culture et ne saurait être soumise aux règles du libre-échange, disent les uns ; la télévision comme le cinéma sont des industries qui, comme les autres, ne peuvent échapper aux lois du marché, affirment certains. Autre débat récurrent, la « V-

Chip », cette puce anti-violence que le gouvernement américain veut insérer dans chaque poste de télévision. Là, la sérénité semblait avoir gagné les esprits. « La télévision est moins violente qu'on ne le croit et pas autant qu'elle pourrait l'être », a déclaré Jeff Cole, directeur du centre de la politique de communication de l'université de Los Angeles (UCLA). Les participants au débat se sont séparés avec l'idée que la puce anti-violence avait, au moins, l'avantage de stimuler la réflexion.

Quotas, violence, multimédia, recherche de partenaires pour une éventuelle coproduction... tous les débats organisés au festival de Baniff ont renvoyé, de près ou de loin, à une seule obsession : l'audience, le public. Lors du discours d'ouverture, Melwyn Bragg, un intellectuel de renom, outre-Manche, conseiller culturel de la société britannique LWT Productions et animateur d'un programme culturel sur Channel Four, tenta de donner un statut historique et théorique à ce concept d'audience.

Partant du cri du dramaturge allemand Schiller en 1784 – « le public est maintenant tout pour moi, mon obsession, mon maître et mon ami » –, Melwyn Bragg tenta de montrer comment ce qui était une pensée individuelle il y a deux siècles est devenu aujourd'hui la pierre d'achoppement de toute théorie du pouvoir par l'image : la télé peut donner du crédit à la réalité, elle a la capacité de la remplacer avantageusement et ne doit rien à un quelconque passé culturel ou politique.

Ce petit écran qui colonise aujourd'hui nos appartements peut

aussi bien abolir la mémoire et atomiser une population que rassembler des citoyens et les mobiliser pour abattre tous les murs de Berlin. « Si le public est vraiment souverain », estime M. Bragg, alors il doit « se voir conférer le pouvoir », c'est-à-dire la « connaissance ». La télévision peut apporter la connaissance au plus grand nombre. C'est une « question de volonté. Mais la bonne volonté est aussi ce qui a fait le plus défaut de tout temps », a-t-il conclu.

Quotas, violence, multimédia, coproduction... les professionnels ont une seule obsession : l'audience, le public

Avec moins de hauteur de vue, les exposés suivants se sont inscrits dans cette même perspective. Selon Douglas Rushkoff, théoricien des médias aux États-Unis et conseiller en télévision interactive, l'avènement du multimédia va entraîner la mort de la « structure narrative » elle-même.

Fin la suspense (policière ou amoureux) qui tient le spectateur en haleine et permet au moment du dénouement d'insérer un écran publicitaire. La chaîne musicale MTV, les jeux vidéo et les CD-Rom auraient entrepris de changer la structure libidinale des téléspecta-

teurs. Cette thèse a heureusement été vigoureusement combattue par un autre jeune théoricien de l'image, Evan Salomon, qui a affirmé exactement le contraire : la libido reste intacte, mais elle se diversifie. Le bon vieux suspense demeure et autorise d'autres formes de narration plus éclatées, adaptées chacune à un média particulier. « Dans le futur, ne surviendront que les médias et les contenus capables de créer une relation entre les gens. Relation, relation, relation sera le maître mot du cyberspace ».

A côté de ces discours visionnaires, les propos très mercantiles de Marshall Orson, un vice-président de Turner, le groupe de communications, avait quelque chose de presque rafraîchissant. Il expliquait les mille et une manières de gagner de l'argent en déclinant la même information (la bataille de Gettysburg, événement-clé de l'histoire américaine, le programme spatial Apollo ou l'histoire des Indiens des États-Unis...) sur des supports multiples : la vidéo, la série télévisée, le CD-Rom et le livre.

Enfin, s'il fallait se rassurer sur le futur de notre libido comme sur celui de la structure narrative, c'est une magnifique fiction transposant *Pride and Prejudice* (« Orgueil et préjugés »), d'après un roman de la romancière anglaise du XVIII^e siècle, Jane Austen, qui a obtenu le Grand Prix de Baniff. Et c'est un documentaire français, *Le Cochon de Gaston*, du réalisateur Frédéric Fougère, qui a obtenu le Prix du meilleur programme pour enfants. Ouf ! Le futur n'est pas encore pour demain.

Yves Mamou

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 13 JUILLET 1996

SAUVETAGE Le Lloyd's, ce marché de l'assurance plus que tricentenaire, a traversé au cours des cinq dernières années la crise la plus grave de son existence. Il a failli dis-

paraître après l'accumulation de plus de 8 milliards de livres de pertes (64 milliards de francs), dues à une mauvaise gestion, à une succession de catastrophes naturelles et

au coût considérable de contrats conclus il y a plusieurs dizaines d'années aux États-Unis et couvrant les risques liés à la pollution industrielle. ● DAVID ROWLAND est de-

venu président du Lloyd's en 1993 avec pour mission de le sauver. Le Lloyd's est redevenu bénéficiaire (un peu plus de 1 milliard de livres de profits en 1993), et le conflit avec les

investisseurs individuels, les *names*, devrait se régler. ● LE LLOYD'S détient 26 % du marché mondial de l'assurance aérienne et 15 % du marché de l'assurance maritime.

« Le Lloyd's est le symbole par excellence de la folie des années 80 »

Dans un entretien au « Monde », David Rowland fait preuve d'un optimisme prudent sur le redressement du plus prestigieux marché mondial d'assurance et de réassurance, qu'il préside depuis 1993. Après cinq années de pertes colossales, celui-ci renoue avec le profit

LONDRES

David Rowland, soixante-quatre ans, est président depuis 1993 du Lloyd's, le premier et le plus prestigieux des marchés d'assurance et de réassurance. Il existe depuis plus de trois cents ans et a toujours fonctionné selon le même principe. Il met en présence des entreprises qui veulent obtenir une garantie de leurs risques et un souscripteur professionnel (*underwriter*) qui représente un syndicat du Lloyd's et agit en son nom. Il y a aujourd'hui cent soixante syndicats. Chaque syndicat est constitué de membres (*ou names*), de riches investisseurs, essentiellement britanniques, qui apportent, moyennant rémunération, leur fortune en garantie illimitée des contrats. La liste des membres a été et reste un gotha de la bonne société britannique. Un club de gentlemen regroupant des proches de la famille royale, des députés et des grands noms des affaires. Le système a failli pourtant se disloquer et a traversé la plus grave crise de son histoire au cours des cinq dernières années avec des pertes dépassant 8 milliards de livres (64 milliards de francs). De nombreux *names* ont été ruinés et le marché a failli disparaître. David Rowland a pris la tête du Lloyd's en 1993 pour le sauver. Il a en partie réussi : le Lloyd's affiche à nouveau des bénéfices et un accord sur une indemnisation des *names* les plus touchés est sur le point d'être conclu.

« Après cinq années terribles, le Lloyd's est-il sauvé ? »
- Pas encore. Certains peuvent le penser mais, si l'optimisme est de rigueur, affirmer que nous sommes au bout de nos peines serait une grave erreur. Des obstacles persistent : nous sommes une société démocratique et je ne peux rien faire sans l'assentiment de nos membres. Il faut nous assurer que les *names* acceptent le plan de sauvetage au cours de l'assemblée générale du 15 juillet. Ils ont jusqu'au 28 août pour se prononcer sur l'enveloppe de compensation des pertes subies avant 1993. L'accord conclu le 11 juillet entre le Lloyd's et les autorités de réglementation anglaises lève une barrière de taille puisque nos membres américains vont pouvoir partager les bénéfices du plan de reconstruction au même titre que les autres.
- Revenons au passé. Quelles sont, selon vous, les causes des pertes de plus de 8 milliards de livres entre 1988 et 1992 (le Lloyd's annonce toujours ses comptes avec trois ans de décalage pour payer les sinistres) ? Une hémorragie qui a failli mener le Lloyd's à la faillite, a provoqué la révolte des *names* et a vu se multiplier les actions en

justice contre les souscripteurs.
- Les origines de nos difficultés sont multiples. D'abord, les pertes provoquées par des contrats d'assurance conclus il y a vingt, trente, voire cinquante ans aux États-Unis, concernant l'amiante ou les risques de pollution industrielle. L'accumulation de catastrophes naturelles dans le monde, entre 1987 et 1992, dont l'ampleur a été accentuée par l'imprudence du marché sur le plan de la réassurance, est également responsable de nos maux. Par exemple, le marché, très exposé, des LMX (London Market Excess of Loss), qui couvre les catastrophes naturelles, a entraîné une concentration des risques plutôt qu'une dispersion, et cela au détriment de certains groupes d'investisseurs.
- Les habitudes du marché, c'est-à-dire les *names* présents sur ce marché depuis des dizaines d'années, ont-ils moins souffert que les nouveaux arrivants des années 80 ?
- C'est en partie vrai. Le placement dans l'assurance, et en particulier au Lloyd's, est devenu une mode à la mi-1980, quand on a assisté à une explosion des primes, ce qui a attiré une masse de capitaux nouveaux. Nous étions en pleine ère thurberienne, avec ce sentiment que les rues de Londres étaient couvertes d'or, qu'on pouvait s'enrichir du jour au lendemain. Bien des gens, qui n'avaient vraiment jamais songé, ont subitement considéré le Lloyd's comme un excellent placement. Les banques encourageaient les *names* à hypothéquer leur résidence. Or il n'y avait pas suffisamment de place pour les nouveaux venus dans les syndicats de souscripteurs traditionnels, pourvus d'un bon bilan. De nouveaux syndicats ont été formés par des gens qui n'étaient pas toujours compétents pour accueillir les nouveaux membres. En 1988, le Lloyd's comptait 410 syndicats, alors qu'aujourd'hui il n'y en a plus que 160. Il est exact que les habitudes ont moins souffert que les membres extérieurs. Mais je ne pense pas qu'il ait eu complété ou défilé d'initiés.

« L'accusation selon laquelle les nouveaux membres ont été sciemment placés dans des syndicats plombés par les retombées des méseventures américaines n'a pas été prouvée. Le Lloyd's est le symbole par excellence de la folie des années 80, combinant àpret au gain, incompetence et changement de comportement sociopolitique, une recette pour un désastre. La responsabilité illimitée des participants a soulevé une colère et provoqué une souffrance qui vont bien au-delà des effets de crise comme celle du Crédit lyonnais ou de la Baring's »
- L'avenir du Lloyd's passe-t-il par des capitaux d'entreprise à responsabilité limitée ?
- Pas nécessairement. Après de telles pertes, on aurait pu penser que les épargnants hésiteraient à s'exposer de nouveau à de tels

« Quels sont les avantages du Lloyd's comparé aux concurrents, les grandes compagnies de réassurance, particulièrement actives ? »
- Nos clients ont un accès direct aux preneurs de décision - courtiers et souscripteurs - qu'ils connaissent personnellement. Ils sont en contact direct avec un intervenant qui accepte de prendre les risques. Cet engagement individuel conjugué à la large palette de choix que nous offrons sont autant d'atouts. Sur le plan du paiement, nous avons tendance à considérer l'esprit d'un contrat plutôt que la lettre. D'ailleurs, malgré la crise du Lloyd's, la qualité de nos clients sont restés fidèles.
- Quel est votre rival le plus dangereux ?
- Les compagnies d'assurance

réassurance aux Bermudes, notamment pour profiter des avantages fiscaux, vous inquiète-t-elle ?
- La concurrence est une bonne chose. Ce que nous construisons aujourd'hui, ce sont les Bermudes à Londres, puisque le Lloyd's est libéré de son passé, grâce à Equitas, la compagnie de réassurance qui prendra en charge les contrats datés de 1993 et plus, avec des cotisations moindres et des fonds supplémentaires. Il est intéressant de souligner que des investisseurs des Bermudes sont présents au Lloyd's. Pourquoi ? Ils traitent de gros volumes de risques-catastrophes chez eux, mais ne disposent pas du volume d'affaires général permettant d'équilibrer les comptes.
- L'Union européenne est-elle une bonne chose pour le Lloyd's ?
- Toute mon existence, j'ai été un européen convaincu. Le Lloyd's a bénéficié de l'action de la Commission tout en apportant sa contribution à la construction communautaire. Ainsi la réglementation de l'Union européenne en matière d'assurance est-elle fondée sur l'expérience britannique, elle-même fondée sur les principes de stabilité financière et des règles de conduite éthiques. Dans bien des pays membres, l'Etat intervient sur le contrôle des conditions de contrats ou du montant des primes, ce que nous contestons au nom de la libre entreprise. Je suis favorable au mouvement de libéralisation de l'assurance, qui n'est pas terminé.
- Et le marché français ?
- En dépit d'une légère tendance au protectionnisme, qui consiste à préférer acheter français, le Lloyd's a toujours fait de bonnes affaires en France. Nous bénéficions d'un certain prestige - c'est très snob d'être assuré au Lloyd's - nous sommes différents. C'est un avantage dont nous espérons bien dans l'avenir tirer encore meilleur parti. »

Propos recueillis par
Eric Leser et Marc Roche

Un spécialiste du risque maritime et aérien

Le Lloyd's détient 26 % du marché mondial de l'assurance aérienne et 15 % du marché mondial de l'assurance maritime.
● Le Lloyd's prévoit que sa capacité d'assurance sera de 10,17 milliards de livres en 1997. La capacité d'assurance est une mesure du montant total des primes qui peut être acceptée par le marché dans une année. En 1996, le marché dispose d'une capacité d'assurance de 9,99 milliards de livres.
● Le nombre de *names*, les investisseurs individuels apportant une garantie illimitée aux contrats

sur leur fortune, et de syndicats a fortement diminué au cours des dernières années. Il y avait 34 000 *names* actifs au Lloyd's en 1988, et il en existe à peine 12 000 aujourd'hui. Les syndicats qui regroupent les *names* étaient au nombre de 410 en 1988 et ne sont plus que 160 aujourd'hui.
● Les 34 000 anciens *names* doivent se prononcer d'ici au 28 août sur le plan de sauvetage qui doit mettre un terme à la crise financière et leur offre une indemnisation d'une partie de leurs pertes.

sur leur fortune, et de syndicats a fortement diminué au cours des dernières années. Il y avait 34 000 *names* actifs au Lloyd's en 1988, et il en existe à peine 12 000 aujourd'hui. Les syndicats qui regroupent les *names* étaient au nombre de 410 en 1988 et ne sont plus que 160 aujourd'hui.
● Les 34 000 anciens *names* doivent se prononcer d'ici au 28 août sur le plan de sauvetage qui doit mettre un terme à la crise financière et leur offre une indemnisation d'une partie de leurs pertes.

risques. A ma grande surprise, nombreux sont les membres qui veulent maintenir le présent régime. Le rendement potentiel d'un placement Lloyd's est très élevé. Sur le plan fiscal, c'est intéressant. Nous devions passer de 12 500 membres aujourd'hui à 10 000. Ceux qui restent sont prêts à investir comme par le passé. Les capitaux bienvenus pour moi sont ceux qui doivent garantir la sécurité des contrats, mais aussi provenir d'investisseurs qui comprennent le secteur et disposent de plus de ressources que le minimum requis. Aujourd'hui, plus personne ne peut prétendre ignorer les risques en jeu.

européennes, que j'admire beaucoup, dotées d'une forte base en capital et d'un grand savoir-faire technique. Mais ces dernières sont conscientes qu'un effondrement du Lloyd's leur causerait grand tort en raison des retombées négatives qu'il aurait sur l'ensemble de la profession. Le Lloyd's est la marque la plus réputée au monde en matière d'assurances. En Nouvelle-Guinée, mentionnez Lloyd's, ils connaissent, ce qui n'est pas nécessairement le cas pour l'UAR pour ne citer qu'un exemple, qui n'est qu'une compagnie parmi d'autres.
- L'apparition depuis plusieurs années de compagnies de

La Cades fait appel au marché international des capitaux

CRÉE EN AVRIL, la Cades (Caisse d'amortissement de la dette sociale), organisme chargé d'apurer la dette accumulée par la Sécurité sociale au cours des dernières années, poursuit - avec succès, de l'avis unanime des professionnels - son programme de financement. Elle a lancé, jeudi 11 juillet, sur le marché international des capitaux, un emprunt obligataire de 3 milliards de florins (9 milliards de francs), d'une durée de huit ans. L'émission, dirigée par la banque néerlandaise ABN-Amro, est destinée à se substituer aux emprunts à court terme que la Cades a récemment émis.
Le fait que la Cades, dont les liens avec l'Etat sont très étroits, utilise une devise autre que le franc constitue un événement majeur. A l'origine, le ministère du travail et des affaires sociales était plutôt réticent à l'idée de faire combler le trou de la « Sécurité » sur les marchés étrangers. Mais les solides arguments financiers avancés par le Trésor l'ont rapidement emporté. Emprunter dans une monnaie étrangère présente de multiples avantages.

Il s'agit pour le financement de l'économie française.
Le deuxième avantage est d'offrir une diversification géographique au placement des titres de la Cades. Les gestionnaires étrangers boudent aujourd'hui les emprunts libellés en franc, qui ne trouvent preneurs qu'après des investisseurs institutionnels nationaux, en particulier des compagnies d'assurance-vie. En empruntant en florins, la Cades a contourné cet obstacle. Ses obligations ont été massivement achetées par les fonds de pension néerlandais, qui disposent d'importantes liquidités et sont très friands d'obligations de qualité.
Celles de la Cades appartiennent à cette catégorie : à défaut de bénéficier de la garantie explicite de l'Etat, elles se sont vu décerner un triple A, la meilleure note possible, par les agences fi-

nancières chargées d'évaluer la solvabilité des emprunteurs. Cette excellente note a permis de compenser le manque de notoriété de cette signature, nouvelle venue sur le marché international des capitaux : la Cades n'a eu à verser qu'une prime de 0,12 par rapport aux emprunts émis par l'Etat néerlandais.
LIQUIDITÉ ET VISIBILITÉ
La Cades, en émettant en florins, a trouvé des conditions de financement optimales. Les Pays-Bas possèdent aujourd'hui les rendements à long terme (Suisses et Luxembourgeois exceptés) les plus bas d'Europe. A huit ans, ils sont inférieurs de 0,05 % à ceux des obligations françaises. L'opération consistant à lever des fonds en florins plutôt qu'en francs est donc économiquement avantageuse.
Le marché du deutschmark, longtemps évoqué, ne présentait

pas les mêmes atouts. « Le florin est la devise qui offre la meilleure liquidité et la meilleure visibilité », explique Benoît Jolivet, président de la Cades. Le choix du florin - étant donné les relations difficiles qui existent entre Paris et La Haye - démontre de surcroît que seule la logique financière est entrée en ligne de compte : les considérations politiques ont eu peu de poids.
Les dirigeants de la Cades ne savent pas encore s'ils choisiront d'accompagner l'emprunt d'un contrat permettant d'échanger les florins perçus contre des francs. La décision sera prise dans les prochains jours par le conseil d'administration. Elle revêt un aspect symbolique important.
La Cades, dont les ressources sont libellées en francs - elles proviennent du produit du RDS (remboursement de la dette sociale) prélevé sur l'ensemble des revenus - se retrouve exposée à un important risque de change. Dans le cas où le florin s'apprécierait face au franc au cours des prochaines années, le coût de son emprunt s'en trouverait renchééri. Elle aurait à verser des intérêts et à rembourser le capital dans une monnaie au cours réévalué.
Si la Cades choisit de ne pas se protéger du risque de change, elle démontrera qu'elle a une confiance totale dans la stabilité de la parité franc-florin. Cette hypothèse est du même coup la plus probable, car elle apparaît politiquement plus « correcte ».

Pierre-Antoine Delhommais

Wall Street a perdu 3,66 % depuis le début du mois

LA MÉCANIQUE est grippée. Wall Street s'est à nouveau nettement repliée, jeudi 11 juillet. L'indice Dow Jones des valeurs de New York a perdu 83,11 points (1,48 %) en clôture, pour revenir à 5 520,54 points, son plus bas niveau depuis le 10 mai. Il a perdu 3,66 % depuis le 1^{er} juillet.
L'indice Nasdaq des valeurs technologiques a été plus durement touché encore. Il a terminé la séance de jeudi en recul de 3,05 %.
Déjà déstabilisée par la remontée des taux d'intérêt à long terme, la Bourse de New York a été victime de la détérioration de la situation financière de plusieurs grands groupes industriels. Mardi, l'entreprise d'électronique et de télécommunications Motorola avait annoncé une baisse de 32 %, sur un an, de son bénéfice trimestriel.
La société informatique Hewlett-Packard a fait savoir, jeudi, qu'elle arrêterait sa production de lecteurs de disques, ce qui entraînera une charge exceptionnelle de 150 millions de dollars. Elle a également fait état d'un ralentissement de la progression de ses commandes. Le titre a perdu 12 %.
United Healthcare, société de gestion des affaires sanitaires, a pour sa part annoncé des prévisions de résultats sensiblement inférieures à celles des analystes. L'action a abandonné 30 %.
« La chute de Wall Street, jeudi, est d'autant plus significative que le



Le marché obligataire s'est bien comporté », souligne Byron Wien, économiste à la banque américaine Morgan Stanley.
La séance du vendredi 12 juillet promettrait d'être animée, avec la publication des statistiques des ventes au détail et des prix à la production aux États-Unis au mois de juin. La confirmation de tensions sur les prix et d'une expansion économique trop rapide pourrait inciter la Réserve fédérale américaine à relever sans plus tarder ses taux directeurs.

RISQUE DE SATURATION
Le premier est de ne pas peser sur le marché obligataire du franc, déjà fortement sollicité par l'Etat pour financer son propre déficit. A la fin du mois de mai, la Cades avait elle-même procédé au lancement d'un emprunt record de 25 milliards de francs. Une saturation du marché français risquerait de provoquer une remontée des taux d'intérêt à long terme, péna-

Le Maroc emprunte avec la garantie de la France

Le royaume du Maroc a lancé, jeudi 11 juillet, sur le marché international un emprunt obligataire de 1,5 milliard de francs, sous la direction de la banque Paribas. Le principe de cette opération avait été annoncé au mois de mai, à l'occasion de la visite du roi Hassan II en France. Cette émission constitue une première.
L'emprunt du royaume du Maroc bénéficie en effet (pour la totalité du capital et 65 % des intérêts) de la garantie de la Caisse française de développement, établissement financier public. Jamais un Etat d'un pays en voie de développement n'avait levé des fonds sous la protection directe d'un pays industrialisé. La garantie apportée par la CFI, à la demande de l'Élysée, a permis au royaume du Maroc d'emprunter à un prix très bas, nettement inférieur à celui qu'il aurait dû payer s'il était venu sous son seul nom. Les investisseurs ont considéré que les titres émis s'apparentaient davantage à de la dette française qu'à de la dette marocaine.

CHUTE DE NEW YORK	12,20	NICKEL 3 MOIS	7285	7550	US D'ORANGE (NEW-YORK)	1,20	1,22
-------------------	-------	---------------	------	------	------------------------	------	------

Livret A : La Poste et les Caisses d'épargne défendent leur monopole

Les banques veulent le distribuer à moindre coût

LA PROPOSITION de l'Association française des banques (AFB) de distribuer le Livret A moyennant une commission de 1 % seulement (*Le Monde* du 12 juillet) contre 1,5 % à La Poste et 1,2 % aux Caisses d'épargne, a provoqué une vive réaction recueillie par *Le Monde* auprès des dirigeants des deux institutions. Pour La Poste « le Livret A n'est pas un produit d'appel marginal comme il le serait pour les banques. C'est un produit essentiel », déclare André Darri-grand, son président. « Le Livret A représente 70 % de l'activité des 3 000 bureaux de poste en zone rurale. Sur les vingt millions de Livrets A, deux ont moins de 1 000 francs d'encours et leurs titulaires effectuent plus de quarante opérations par an. Ce sont des comptes pour les exclus du système bancaire. Il est évident que la captation des comptes les plus rémunérateurs par les banques porterait à La Poste la question de la pérennité de ses missions d'intérêt général et à l'Etat la question de leur financement ».

Même tonalité au Centre national des Caisses d'épargne et de prévoyance. René Barbeyre, son président, précise que les Caisses d'épargne ne gagnent pas d'argent sur le Livret A parce qu'elles offrent ce produit à l'ensemble des épargnants sur l'ensemble du territoire, sans aucune exclusivité. L'équilibre fragile de la distribution de ce produit repose sur une répartition entre le nombre de livrets dont le dépôt est minime et les autres : 3,5 % seulement des livrets atteignent le plafond de 100 000 francs, la moitié des livrets ont des dépôts inférieurs à 1 000 francs. La proposition de l'AFB n'est possible que si les banques se limitent à la distribution des seuls livrets largement provisionnés. Pour René Barbeyre, la démarche de l'AFB ne vise qu'à redresser les comptes d'exploitation des banques. Il estime que « ni les épargnants ni l'économie ne tireraient bénéfice de cette tentative de captation de résultat ».

F. Le. et Ba. S.

DÉPÊCHES

- **BRITISH ENERGY** : le groupe en cours de privatisation qui possède huit des seize centrales nucléaires britanniques doit être coté en Bourse à Londres, lundi 15 juillet. Les particuliers avaient jusqu'au 10 juillet pour souscrire des actions. Le lendemain, British Energy a annoncé que quatre réacteurs nucléaires ont été stoppés pour inspection, après la découverte sur l'un des sites de fissures sur une conduite de vapeur. Le défaut a été détecté au « début de juin », a indiqué la compagnie électrique. Selon le député travailliste Brian Wilson, l'annonce de ces fermetures a été délibérément retardée pour éviter de nuire au processus, controversé, de privatisation.
- **LONG-TERM CREDIT BANK OF JAPAN** : la banque japonaise envisage de dénouer les participations croisées qu'elle a avec d'autres entreprises. Selon la presse japonaise, la banque envisage de céder 4,5 milliards de dollars de participations, pour améliorer sa rentabilité. Cette décision constituerait un nouveau départ dans le système capitaliste japonais.
- **CRÉDIT NATIONAL** : le rapprochement entre le Crédit national et la Banque française du commerce extérieur (BFCE), qui doit aboutir à une fusion au plus tard en janvier 1997, se traduira par des sureffectifs estimés à 600 postes équivalents temps plein sur un total de 3 700 salariés, a annoncé jeudi 11 juin Emmanuel Rodocanachi, président du Crédit national. Ce sureffectif de 16 % doit être résorbé d'ici fin 1998. Le volontariat et notamment les congés de fins de carrière et l'aménagement du temps de travail seront privilégiés.
- **MARCEAU INVESTISSEMENTS** : le groupe créé par Georges Pébureau a vendu à des investisseurs institutionnels les 10,9 % qu'il détenait encore dans Bolloré Technologies, réalisant une plus-value de 130 millions de francs. Cette cession s'inscrit dans le cadre de la liquidation du portefeuille de la société d'investissement imposée par ses actionnaires.
- **BULL** : le groupe informatique français va fournir le logiciel des futures cartes à puce Vitale qui doivent remplacer à partir de 1997 les feuilles de soin des Français.
- **MATSUSHITA** : le groupe d'électronique japonais a annoncé le 11 juillet qu'il va investir près de 130 millions de francs en Californie dans une unité de fabrication de vidéodisques numériques, qui sera opérationnelle début 1997, avec une capacité de 600 000 disques par mois.
- **VOLKSWAGEN** : le constructeur automobile allemand a décidé le rappel de 79 000 véhicules de son modèle Golf au Japon. Construits entre 1992 et 1994, les véhicules rappelés présentent un défaut dans le circuit électrique alimentant l'ouverture et la fermeture des fenêtres, avec risques de court-circuit.
- **BARRICK GOLD** : le géant minier canadien (or) a lancé jeudi 11 juillet une offre publique d'achat (OPA) hostile de 915 millions de dollars canadiens (3 430 milliards de francs) sur son concurrent canadien Arequipa Resources Ltd. Cette offre est de 38 % supérieure au prix moyen de transaction des actions d'Arequipa au cours des dix derniers jours à la Bourse de Toronto. Arequipa, dont le siège est à Vancouver, en Colombie-Britannique, exploite des mines d'or et de cuivre, principalement au Pérou.



50^e Festival d'Avignon sur les écrans du Monde

Rendez-vous en Avignon au Cloître Saint-Louis, 28, rue du Portail-Boqueron

Le Monde vous invite à vivre le Festival sur ses écrans interactifs



INTERNET <http://www.lemonde.fr>
MINITEL 3615 LEMONDE

Bouygues donne naissance à un géant de la route en regroupant ses filiales Colas et Screg

La fusion est imposée par les restrictions budgétaires

Numéro mondial des constructeurs de routes, Colas, filiale de Bouygues, a annoncé jeudi 11 juillet le rachat de Screg, autre filiale

routièr du groupe de BTP, pour 1,4 milliard de francs. Ce regroupement va permettre de constituer un ensemble réalisant 26 milliards de francs

de chiffre d'affaires et employant 40 000 salariés. La contraction des marchés publics en France pousse à la concentration du secteur.

L'AFFAIRE a été discutée en famille. Colas, filiale à 59 % de Bouygues, souhaitait reprendre Screg, filiale à 100 % du groupe de BTP, afin de renforcer sa position dans les travaux routiers. Bouygues a écouté avec attention cette proposition, qui lui permet de retrouver un peu de marge financière. Après avoir obtenu l'aval du ministère des finances, le numéro mondial de la route, qui a réalisé, en 1995, 370 millions de francs de bénéfice, a annoncé, jeudi 11 juillet, le rachat de son rival en moins bonne forme (70 millions de résultat net) pour 1,4 milliard de francs. Ce regroupement interne va donner naissance à un géant mondial, affichant 26 milliards de francs de chiffre d'affaires et employant 40 000 personnes.

Ce rapprochement est une des premières conséquences de la réduction des marchés publics. Longtemps épargnés, les groupes de travaux publics doivent désormais affronter une chute de commandes sans précédent. Depuis le début de l'année, leur chiffre d'affaires a diminué de 4 % à 5 %. Pour l'ensemble de l'année, la contraction pourrait atteindre de 6 % à 7 %.

« L'âge d'or du BTP est achevé. Nous n'avons plus les moyens de nous permettre une concurrence interne. Nous devons rationaliser nos structures », constate Alain Dupont, PDG de Colas.

L'absence de Screg (6,5 milliards de francs de chiffre d'affaires) sur les marchés internationaux, à l'exception de la Belgique, l'empêchait de résister à l'effondrement des commandes en France. Ensemble, les deux groupes vont totaliser 14 milliards de chiffre d'affaires en France, soit environ de 25 % à 26 % de part de marché, devant de très loin leurs concurrents les plus directs, Via France et Cochery, qui forment le pôle routier de la Générale des eaux, Eiffage (groupe Paribas) et Jean Lefebvre, filiale de la Lyonnaise des eaux.

Les deux enseignes continueront de coexister, afin de ne pas perdre « un pouce de terrain ». Les deux sièges, en revanche, pourraient rapidement fusionner. Screg devra s'adapter à la structure extrêmement légère, de Colas, qui ne compte pas plus de trois niveaux hiérarchiques. Cette fusion pourrait se traduire par une cinquantaine de suppressions d'emplois.

« Mais le groupe a une taille suffisante pour permettre des reconversions internes », affirme M. Dupont. Pour Colas, l'intérêt de la fusion réside surtout dans les économies d'échelle qui peuvent être réalisées. Matériels, frais d'études, de recherches, tout va pouvoir être mis en commun. Dans le même temps, le groupe routier va bénéficier, avec l'arrivée de Screg, d'une capacité d'auto-financement supplémentaire de 300 millions de francs, pour atteindre un total de 1,4 milliard.

DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL. Bien qu'il dispose d'importantes disponibilités financières (700 millions environ), Colas a choisi de financer l'opération par augmentation de capital, émission d'obligations et emprunt, afin de préserver sa liberté d'action. La reprise de Screg n'est pour le groupe routier qu'un moyen de conforter sa base arrière, avant de s'engager davantage sur les marchés internationaux, seul avenir des sociétés routières.

L'an dernier, Colas a déjà réalisé un programme de rachat de ses filiales européennes, contrôlées par

tiellement par Shell, son autre actionnaire à hauteur de 9 %. Cette politique d'expansion devrait se poursuivre cette année. Dans la ligne de mire de la société : le renforcement aux États-Unis, en Europe de l'Est et en Asie, en attendant de s'attaquer à la Russie et à la Chine. D'ici trois ans, elle espère que la France ne représentera plus que 40 % de son chiffre d'affaires, contre 62 % aujourd'hui.

Aux prises avec d'importantes contraintes financières, Bouygues tire tout autant avantage de cette opération. Le groupe, pour faire oublier ses 2,9 milliards de francs de pertes l'an dernier, s'est engagé à céder 3 milliards de francs d'actifs sur deux ans. La vente des terrains de la ZAC Tolbiac lui a rapporté 1,5 milliard de francs. La cession de Screg à Colas va lui permettre d'empocher 560 millions de francs environ. En octobre, il a prévu de céder en Bourse une partie du capital de sa filiale Bouygues Offshore. Pour boucler son programme, il pourrait aussi rapidement annoncer la vente des Grands Moulins de Paris.

Martine Orange

La justice condamne une intervention musclée d'Ecco-Sécurité

Les grévistes refusent d'être vendus au leader de l'intérieur

CHAMBERY

Poursuivi pour « violence avec préméditation avec usage et menace d'armes », Philippe Delord, directeur régional d'Ecco-Sécurité, tout récemment nommé directeur général de l'entreprise technique de sécurité et de surveillance Rhône-Alpes (ETSSRA), a été condamné, jeudi 11 juillet, à huit mois de prison, dont quatre ferme, par le tribunal de grande instance de Chambéry (Savoie). Il a été placé sous mandat de dépôt. Devant la juridiction correctionnelle, il avait reconnu avoir fourni des « outils » à ses subordonnés, tout en tenant lui-même une hache, pour briser une vitrine des locaux d'ETSSRA, que le groupe qu'il « dirigeait » avait pour mission d'investir.

Dans la nuit du mardi 9 au mercredi 10 juillet, une quarantaine de personnes armées de barres à mine, de battes de base-ball, de haches, et accompagnées de chiens – dont certains non muselés – avaient pris d'assaut le siège social de l'entreprise, à Chambéry, afin

de déloger une douzaine de grévistes. L'opération, qui avait fait sept blessés légers, avait nécessité l'intervention des forces de l'ordre, et Philippe Delord avait été placé en garde à vue. Devant le tribunal, il a déclaré que le PDG, Bruno de Boursette, informé de cette action, l'avait approuvée.

ACTIONS EN RÉPÈRE

Depuis lundi 8 juillet, les salariés de cette société spécialisée dans le gardiennage et la télé-surveillance, qui emploie 174 personnes sur les quatre sites de Chambéry, Annecy, Lyon et Paris, observent une grève administrative à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC. Ils occupaient jusqu'à mardi soir une partie des locaux pour protester contre la vente, intervenue le 8 juillet, de 95 % de leur société détenus par Alcatel au groupe Ecco-Sécurité, numéro un français du gardiennage avec 12,2 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1995. Ils refusaient également le licenciement de Michel Ferrero, fondateur et direc-

teur général d'ETSSRA, détenteur de 5 % du capital et dont la proposition de reprise a été écartée.

Estimant ne pas avoir été informé dans les délais légaux, le comité d'entreprise a par ailleurs engagé une action en référé, qui devait être examinée le 9 juillet et a été reportée au 16, à la demande des avocats d'Ecco.

L'intervention musclée de l'équipe dirigée par Philippe Delord a suscité localement une vague de protestations syndicales et politiques. Ministre délégué aux affaires européennes et président du conseil général de Savoie, Michel Barnier (RPR) critique « des méthodes aussi peu respectueuses des droits des salariés » tout en rappelant qu'il a récemment alerté Serge Tchuruk, président d'Alcatel, sur les propositions de reprise d'ETSSRA existant localement. De son côté, Louis Besson, ancien ministre et maire (PS) de Chambéry, a exprimé son « indignation » et assuré les salariés de sa solidarité.

Philippe Revil

British Airways signe un accord avec ses pilotes

UN MOT D'ORDRE de grève illimitée à partir du mardi 16 juillet a été lancé par les pilotes de British Airways, après la conclusion d'un accord avec la direction de la compagnie aérienne britannique, dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 juillet. La British Airline Pilots Association (BAPL), principal syndicat de pilotes en Grande-Bretagne, qui représente plus de 80 % des quelque 3 844 pilotes et ingénieurs de vol de la compagnie, pense que l'accord est un « grand succès ». Il doit être entériné par ses 3 000 adhérents chez British Airways.

« C'est une bonne nouvelle pour nos clients », a expliqué de son côté la compagnie, qui redoutait de voir

clouer au sol l'ensemble de ses avions en pleine période de vacances. Le syndicat avait annoncé la semaine dernière que 90 % de ses adhérents avaient voté pour la grève. British Airways avait menacé de geler ses investissements – en reportant des commandes auprès de Boeing et en annulant des campagnes publicitaires – et d'embaucher de nouveaux pilotes pour casser la grève ; elle prétendait avoir reçu 3 000 candidatures.

RELEVEMENT DES SALAIRES

Ce face-à-face a finalement débouché sur un accord sur les salaires et les conditions de travail. Il prévoit notamment, selon le syndicat, un re-

levement de l'échelle des salaires des 200 pilotes assurant des liaisons courtes à partir de l'aéroport londonien de Gatwick, qui sont moins bien payés que leurs confrères (le salaire moyen des pilotes de British Airways s'élève à 74 000 livres, soit environ 600 000 francs). Le salaire des pilotes court et moyen-courrier augmentera cette année de 10 %, en échange d'une augmentation équivalente de la durée du travail, alors que l'accord sur les augmentations pour l'ensemble des salariés, négocié en début d'année, prévoit une hausse de 3,6 % en 1996.

L'accord, négocié pendant trois jours entre Robert Ayling, le directeur général de British Airways, et

Chris Darke, le secrétaire général du Balpa, prévoit que le salaire des jeunes pilotes prochainement recrutés passerait de 27 000 à 28 000 livres, ce qui reste largement inférieur au salaire des pilotes actuellement les moins payés (32 500 livres). British Airways s'est montrée intransigente sur ce point, dont dépend son plan d'économie de 1 milliard de livres sur les trois prochaines années.

Enfin, l'accord inclut diverses concessions sur les conditions de travail, comme la réinstallation de couchettes pour les pilotes des Boeing 747.

C.J.

La CFDT redoute les conséquences sur l'emploi du rapprochement UPS-Danzas

UNITED PARCEL SERVICE (UPS), leader mondial de la messagerie, et son concurrent Danzas s'apprennent à collaborer en Europe. Annoncée par un communiqué laconique de Danzas, début juin (*Le Monde* du 7 juillet), cette opération vient d'être confirmée par la CFDT. Selon les représentants de ce syndicat dans les deux entreprises, ce rapprochement peut expliquer, a posteriori, les 651 suppressions d'emplois annoncées en avril chez Danzas-France (sur 3 600 salariés) et les 800 suppressions d'emplois prévues chez UPS-France (sur 2 400 salariés).

John McGuire, président d'UPS-France, affirme dans un communiqué publié le 10 juillet que les termes du « projet d'accord ne prévoient aucune prise de participation

ni échange de titres, et encore moins une fusion. (...) Les discussions se placent uniquement sur le terrain commercial ». Sans répondre directement sur la politique de l'emploi des deux groupes, John McGuire précise que « la coopération entre les deux sociétés devrait conduire Danzas à prendre en charge l'enlèvement, le transport et la livraison de palettes et de colis de plus de 70 kilos pour le compte de clients d'UPS partout en Europe. Réciproquement, Danzas pourrait utiliser l'ensemble du vaste réseau européen d'UPS afin d'effectuer le transport express international de colis et de documents pour ses clients ».

Les syndicats ne le voient pas : cet accord, qui pourrait être finalisé en septembre, n'est pas illogique. UPS, spécialisé dans le petit colis

express, et Danzas, dans les transports plus volumineux, sont complémentaires. D'ores et déjà, les deux groupes ont, chacun de son côté, entamé leur restructuration. Sur 55 sites en France, UPS en ferme 17 : Vannes, Saint-Brieuc, Béziers, Pau, Clermont-Ferrand, Gagnon, Laval, La Roche-sur-Yon, Saint-Lô, Narbonne, Saintes, Chalon-sur-Saône, Avignon, Chartres, Valence, Le Luc et Nevers.

TEMPS PARTIEL

Huit cents emplois y sont supprimés, mais 740 sont créés sur les sites restants, dont un grand nombre à temps partiel. Alors que la direction affirme qu'elle favorisera les reclassements internes et justifie le recours au temps partiel par l'ampleur accrue des horaires d'ouverture des agences, la

CFDT n'y croit pas : « La direction cherche uniquement à diminuer le poids de la masse salariale. On voit mal un chauffeur travaillant à temps plein à Saint-Brieuc partir à Marseille pour un temps partiel ».

Chez Danzas, 8 sites seront fermés sur la centaine que possède l'entreprise : Montpellier, Béziers, Avignon, Calais, Foitiers, Saint-Louis, Bordeaux, Caillon et en partie Lille. Un accord social a cependant permis de limiter les suppressions d'emplois (*Le Monde* du 28-29 avril).

UPS et Danzas veulent donc accroître leur compétitivité en s'associant, mais également en soustrayant leur activité dans les petits départements à des transporteurs locaux.

Frédéric Lemaître

la route Screg

LES 100 ACTIONS LES PLUS COTÉES EN BOURSE À PARIS

LES 100 ACTIONS LES PLUS COTÉES EN BOURSE À PARIS

Securite

LES 100 ACTIONS LES PLUS COTÉES EN BOURSE À PARIS

LES 100 ACTIONS LES PLUS COTÉES EN BOURSE À PARIS

est UPS-Duazas

LES 100 ACTIONS LES PLUS COTÉES EN BOURSE À PARIS

■ LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du vendredi 12 juillet en baisse. L'indice Nikkei des valeurs vendettes a cédé 1,08 %, pour s'établir en clôture à 21 656,45 points.

■ LE DOLLAR était orienté à la baisse, vendredi matin, victime de la faiblesse de Wall Street. Il s'échangeait à 1,5203 mark, 110,18 yens et 5,1452 francs.

■ LE PÉTROLE a augmenté, jeudi 11 juillet, sur le marché à terme de New York. Le prix du baril de référence light sweet crude échéance août a gagné 40 cents à 21,95 dollars.

■ LES PROX des céréales se sont inscrits en forte hausse, jeudi, sur le marché à terme de Chicago. Le contrat sur le blé a gagné 15,25 cents et celui sur le maïs, 12 cents.

■ LE CUIVRE a terminé la séance de jeudi sur le marché de Londres (LME) en très net recul. Le prix d'une tonne (livraison à trois mois) a cédé 69 dollars, à 1 855 dollars.

LES PLACES BOURSIÈRES

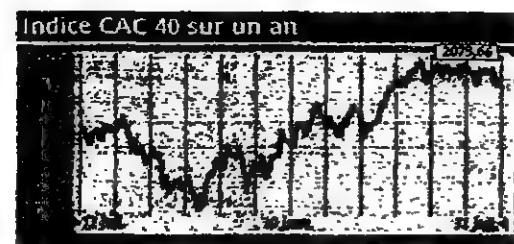


Paris perd du terrain

LA BOURSE de Paris était orientée à la baisse, vendredi 12 juillet, dans le sillage de Wall Street, qui a chuté la veille de 1,48 %. Après avoir entamé la journée en recul de 0,31 %, l'indice CAC 40 a ensuite accru ses pertes. Il cédait à 0,87 % en milieu de journée s'inscrivant à 2 055,55 points.

« La Bourse de Paris a suivi, vendredi, le marché américain, qui a plongé jeudi », à la suite des prévisions pessimistes de firmes de technologie interprétées comme des signes avant-coureurs d'un ralentissement économique, indique un opérateur. Les marchés attendaient, vendredi, la publication de statistiques américaines de prix et de ventes de détail qui pourraient donner des indications sur la politique de la Réserve fédérale américaine et sur les risques d'un resserrement monétaire.

Dans l'attente, le marché obligataire américain s'est détendu, entraînant dans son sillage le Matif. Celui-ci a profité aussi de la perspective d'une poursuite de la détente monétaire en France malgré l'immobilisme de la Bundesbank. Vendredi, le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, a indiqué que les taux d'intérêt français « peuvent être plus bas », « grâce à la crédibilité monétaire » et « à la stratégie de réduction des déficits publics ».



Indice CAC 40 sur un an



CAC 405 jours

Poliet, valeur du jour

SI LES ÉCHANGES, jeudi 11 juillet, à la Bourse de Paris, ont atteint 8 milliards de francs sur le règlement mensuel, c'est le fait notamment sur 2,3 milliards de francs de transactions sur le titre Poliet, au premier jour de l'OPA lancée sur cette valeur. Plus de 4 millions de titres ont été échangés.

C'est le groupe Saint-Gobain qui lance, du 11 au 24 juillet, une OPA sur Poliet avec maintien de cours à 555 francs. Mais Saint-Gobain ne souhaite pas forcément que tous les actionnaires de Poliet apportent leurs titres, ce qui lui permettrait de réduire le coût de son acquisition.

Poliet sur 1 mois

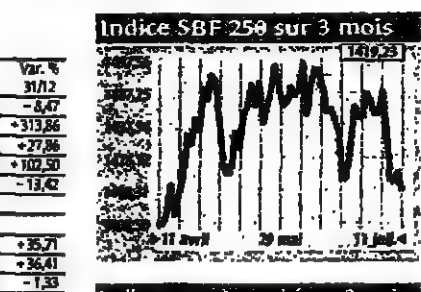


PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

Cours au	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	12,07	31,12
Wolfs & Cie	250	+2,38
Bertrand Fabre	179	+1,58
Alme	712	+1,38
UHP	22	+1,44
Cyprien Gascogne	1905	+1,32
Plastic Omnium	395	+1,28
Crest National	346,50	+1,19
Sera Deney	13,60	+1,11
Renault	25,30	+1,09
ER Capital	1025	+0,99

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

Cours au	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	12,07	31,12
Wolfs & Cie	250	+2,38
Bertrand Fabre	179	+1,58
Alme	712	+1,38
UHP	22	+1,44
Cyprien Gascogne	1905	+1,32
Plastic Omnium	395	+1,28
Crest National	346,50	+1,19
Sera Deney	13,60	+1,11
Renault	25,30	+1,09
ER Capital	1025	+0,99



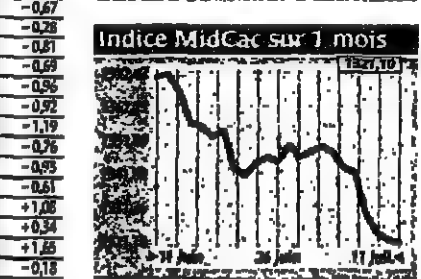
Indice SBF 250 sur 3 mois

INDICES SBF 125-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Cours au	Var. %	Var. %
Ind. gen. SBF 125	146,43	+0,39
Ind. gen. SBF 250	149,23	+0,36
Ind. Second Marché	305,28	+0,05
Ind. MidCAC	130,10	+0,06

INDICES SBF 125-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Cours au	Var. %	Var. %
Ind. gen. SBF 125	146,43	+0,39
Ind. gen. SBF 250	149,23	+0,36
Ind. Second Marché	305,28	+0,05
Ind. MidCAC	130,10	+0,06



New York, Dow Jones sur 3 mois

Tokyo en baisse sensible

DANS LA FOULÉE de la nouvelle baisse de Wall Street, la Bourse de Tokyo a perdu du terrain vendredi 12 juillet. L'indice Nikkei a cédé 1,08 %, pour s'établir en clôture à 21 656,45 points.

La Bourse de New York a terminé en forte baisse, jeudi, pour la deuxième fois en cinq jours. L'indice Dow Jones a perdu jusqu'à 131 points en séance, dans le sillage des valeurs de haute technologie déprimées par des prévisions de résultats pessimistes de firmes de technologie, avant la publication de résultats décevants par Motorola. Le déclin de la Bourse a également été alimenté par des liquidations massives dans le secteur des compagnies spécialisées dans la gestion de soins médicaux, après la prévision par United Healthcare d'une baisse de ses résultats au 2^e trimestre.

L'indice Dow Jones des valeurs vendettes a chuté de 85,11 points (-1,48 %) à 5 520,34 points.

« La chute d'aujourd'hui (à Wall Street) est significative », d'une détérioration des facteurs fondamentaux de l'économie, « car le marché obligataire s'est bien comporté », a souligné Byron Wien, économiste chez Morgan Stanley.

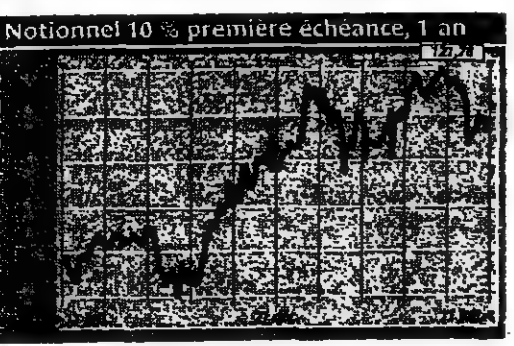
NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

Cours au	Var. %	Var. %
Alcan	11,07	10,07
American Express	42	42,25
Alltel	55,87	56,75
AT & T	58,50	59,50
Bethlehem	11,50	11,75
Boeing Co	88,12	90,25
Caterpillar Inc.	60,75	62,25
Celanese Corp.	40,50	39,75
Coca-Cola Co	47,62	48
Danisco Corp.	56,12	58
Du Pont Nemours & Co	79	79,75
Eastman Kodak Co	20,75	20,50
Exxon Corp.	89,75	90,75
Gen. Electric Co	89,75	89,75
General Motors	46,25	47,25
H&M	95,62	95,12
Intl Paper	39,87	39
Intl. Morgan Co	52,37	53
Mc Don Doug	49,12	49,25
Merck & Co Inc.	64,12	64,07
Mitsubishi Motors	67,50	68
Philips	102	102,75
Procter & Gamble	87,37	88,50
Sears Roebuck & Co	44,75	45,87
Union Carb.	40,12	40,25
United Tech.	110	111,12
Westing. Electric	17,75	18,25
Woolworth	20,50	21,25

LES TAUX

Progression du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse, vendredi 12 juillet. Après quelques minutes, l'échéance septembre gagnait 20 centimes pour s'établir à 121,86 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'établissait à 6,53 %, au même niveau que le rendement de l'emprunt d'Etat allemand de même échéance.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 11/07	Taux	Taux	Indice
France	3,60	3,70	100,00
Allemagne	3,25	3,25	100,00
Grande-Bretagne	5,69	5,69	100,00
Italie	9,25	9,25	100,00
Japon	0,47	0,47	100,00
Etats-Unis	5,19	5,19	100,00

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux	Taux	Indice
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	5,46	5,46	100,00
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	6,04	6,04	100,00
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	6,41	6,41	100,00
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,83	6,83	100,00
Fonds d'Etat 15 à 20 ans	7,18	7,18	100,00
Obligations françaises	6,81	6,81	100,00
Fonds d'Etat 3 TME	1,48	1,48	100,00
Fonds d'Etat 3 TME	1,98	1,98	100,00
Obligat. franc. 3 TME	1,59	1,59	100,00
Obligat. franc. 3 TME	0,21	0,21	100,00

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

Cours au	Var. %	Var. %
11/07	11,07	10,07
12/07	11,07	10,07
13/07	11,07	10,07
14/07	11,07	10,07
15/07	11,07	10,07
16/07	11,07	10,07
17/07	11,07	10,07
18/07	11,07	10,07
19/07	11,07	10,07
20/07	11,07	10,07
21/07	11,07	10,07
22/07	11,07	10,07
23/07	11,07	10,07
24/07	11,07	10,07
25/07	11,07	10,07
26/07	11,07	10,07
27/07	11,07	10,07
28/07	11,07	10,07
29/07	11,07	10,07
30/07	11,07	10,07
31/07	11,07	10,07
1/08	11,07	10,07
2/08	11,07	10,07
3/08	11,07	10,07
4/08	11,07	10,07
5/08	11,07	10,07
6/08	11,07	10,07
7/08	11,07	10,07
8/08	11,07	10,07
9/08	11,07	10,07
10/08	11,07	10,07
11/08	11,07	10,07
12/08	11,07	10,07
13/08	11,07	10,07
14/08	11,07	10,07
15/08	11,07	10,07
16/08	11,07	10,07
17/08	11,07	10,07
18/08	11,07	10,07
19/08	11,07	10,07
20/08	11,07	10,07
21/08	11,07	10,07
22/08	11,07	10,07
23/08	11,07	10,07
24/08	11,07	10,07
25/08	11,07	10,07
26/08	11,07	10,07
27/08	11,07	10,07
28/08	11,07	10,07
29/08	11,07	10,07
30/08	11,07	10,07
31/08	11,07	10,07
1/09	11,07	10,07
2/09	11,07	10,07
3/09	11,07	10,07
4/09	11,07	10,07
5/09	11,07	10,07
6/09	11,07	10,07
7/09	11,07	10,07
8/09	11,07	10,07
9/09	11,07	10,07
10/09	11,07	10,07
11/09	11,07	10,07
12/09	11,07	10,07
13/09	11,07	10,07
14/09	11,07	10,07
15/09	11,07	10,07
16/09	11,07	10,07
17/09	11,07	10,07
18/09	11,07	10,07
19/09	11,07	10,07
20/09	11,07	10,07
21/09	11,07	10,07
22/09	11,07	10,07
23/09	11,07	10,07
24/09	11,07	10,07
25/09	11,07	10,07
26/09	11,07	10,07
27/09	11,07	10,07
28/09	11,07	10,07
29/09	11,07	10,07
30/09	11,07	10,07
1/10	11,07	10,07
2/10	11,07	10,07
3/10	11,07	10,07
4/10	11,07	10,07
5/10	11,07	10,07
6/10	11,07	10,07
7/10	11,07	10,07
8/10	11,07	10,07
9/10	11,07	10,07
10/10	11,07	10,07
11/10	11,07	10,07
12/10	11,07	10,07
13/10	11,07	10,07
14/10	11,07	10,07
15/10	11,07	10,07
16/10	11,07	10,07
17/10	11,07	10,07
18/10	11,07	10,07
19/10	11,07	10,07
20/10	11,07	10,07
21/10	11,07	10,07
22/10	11,07	10,07
23/10	11,07	10,07
24/10	11,07	10,07
25/10	11,07	10,07
26/10	11,07	10,07
27/10	11,07	10,07
28/10	11,07	10,07
29/10	11,07	10,07
30/10	11,07	10,07
31/10	11,07	10,07
1/11	11,07	10,07
2/11	11,07	10,07
3/11	11,07	10,07
4/11	11,07	10,07
5/11	11,07	10,07
6/11	11,07	10,07
7/11	11,07	10,07
8/11	11,07	10,07
9/11	11,07	10,07
10/11	11,07	10,07
11/11	11,07	10,07
12/11	11,07	10,07
13/11	11,07	10,07
14/11	11,07	10,07
15/11	11,07	10,07
16/11	11,07	10,07
17/11	11,07	10,07
18/11	11,07	10,07
19/11	11,07	10,07
20/11	11,07	10,07
21/11	11,07	10,07
22/11	11,07	10,07
23/11	11,07	10,07
24/11	11,07	10,07
25/11	11,07	10,07
26/11	11,07	10,07
27/11	11,07	10,07
28/11	11,07	10,07
29/11	11,07	10,07
30/11	11,07	10,07
1/12	11,07	10,07
2/12	11,07	10,07
3/12	11,07	10,07
4/12	11,07	10,07
5/12	11,07	10,07
6/12	11,07	10,07
7/12	11,07	10,07
8/12	11,07	10,07
9/12	11,07	10,07
10/12	11,07	10,07
11/12	11,07	10,07
12/12	11,07	10,07
13/12	11,07	10,07
14/12	11,07	10,07
15/12	11,07	10,07
16/12	11,07	10,07
17/12	11,07	10,07
18/12	11,07	10,07
19/12	11,07	10,07
20/12	11,07	10,07
21/12	11,07	10,07
22/12	11,07	10,07
23/12	11,07	10,07
24/12	11,07	10,07
25/12	11,07	10,07
26/12	11,07	10,07
27/12	11,07	10,07
28/12	11,07	10,07
29/12	11,07	10,07
30/12	11,07	10,07
31/12	11,07	10,07

MATIF					
déterminés 11/07	volumen	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Sept. 96	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Oct. 96	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Nov. 96	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Déc. 96	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Jan. 97	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Fév. 97	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mars 97	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Avril 97	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mai 97	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juin 97	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juillet 97	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Août 97	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Sept. 97	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Oct. 97	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Nov. 97	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Déc. 97	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Jan. 98	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Fév. 98	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mars 98	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Avril 98	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mai 98	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juin 98	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juillet 98	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Août 98	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Sept. 98	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Oct. 98	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Nov. 98	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Déc. 98	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Jan. 99	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Fév. 99	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mars 99	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Avril 99	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mai 99	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juin 99	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juillet 99	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Août 99	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Sept. 99	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Oct. 99	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Nov. 99	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Déc. 99	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Jan. 2000	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Fév. 2000	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mars 2000	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Avril 2000	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mai 2000	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juin 2000	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juillet 2000	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Août 2000	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Sept. 2000	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Oct. 2000	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Nov. 2000	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Déc. 2000	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Jan. 2001	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Fév. 2001	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mars 2001	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Avril 2001	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mai 2001	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juin 2001	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juillet 2001	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Août 2001	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Sept. 2001	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Oct. 2001	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Nov. 2001	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Déc. 2001	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Jan. 2002	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Fév. 2002	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mars 2002	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Avril 2002	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mai 2002	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juin 2002	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juillet 2002	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Août 2002	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Sept. 2002	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Oct. 2002	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Nov. 2002	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Déc. 2002	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Jan. 2003	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Fév. 2003	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mars 2003	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Avril 2003	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mai 2003	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juin 2003	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juillet 2003	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Août 2003	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Sept. 2003	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Oct. 2003	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Nov. 2003	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Déc. 2003	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Jan. 2004	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Fév. 2004	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mars 2004	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Avril 2004	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mai 2004	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juin 2004	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juillet 2004	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Août 2004	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Sept. 2004	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Oct. 2004	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Nov. 2004	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Déc. 2004	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Jan. 2005	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Fév. 2005	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mars 2005	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Avril 2005	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mai 2005	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juin 2005	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juillet 2005	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Août 2005	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Sept. 2005	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Oct. 2005	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Nov. 2005	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Déc. 2005	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Jan. 2006	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Fév. 2006	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mars 2006	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Avril 2006	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mai 2006	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juin 2006	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juillet 2006	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Août 2006	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Sept. 2006	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Oct. 2006	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Nov. 2006	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Déc. 2006	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Jan. 2007	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Fév. 2007	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mars 2007	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Avril 2007	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mai 2007	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juin 2007	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juillet 2007	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Août 2007	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Sept. 2007	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Oct. 2007	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Nov. 2007	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Déc. 2007	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Jan. 2008	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Fév. 2008	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mars 2008	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Avril 2008	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mai 2008	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juin 2008	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juillet 2008	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Août 2008	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Sept. 2008	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Oct. 2008	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Nov. 2008	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Déc. 2008	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Jan. 2009	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Fév. 2009	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mars 2009	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Avril 2009	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mai 2009	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juin 2009	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juillet 2009	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Août 2009	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Sept. 2009	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Oct. 2009	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Nov. 2009	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Déc. 2009	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Jan. 2010	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Fév. 2010	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mars 2010	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Avril 2010	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mai 2010	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juin 2010	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juillet 2010	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Août 2010	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Sept. 2010	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Oct. 2010	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Nov. 2010	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Déc. 2010	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Jan. 2011	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Fév. 2011	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mars 2011	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Avril 2011	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Mai 2011	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juin 2011	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Juillet 2011	9800	121,28	121,28	121,28	121,28
Août 2011	9800	121,28	121,28	121,28	121,28

PARIS
-1,06 %
CAC 40
2051,76

47	30	Hochst +	179,50			
48	20	L.C.I. +	296,20	690,30	+18	1
49	10	L.C.I. +	60,70	60,70		1
50	25	no Volado +	301	307,19	+0,93	38
51	10	Matsushita +	59	52	-1,97	39
52	100	Mc Donald's +	226,50	226,20	-0,57	39
53	10	Marx and Co +	332	320	-1,20	39
54	10	Mitsubishi Corp +	68,05	67,85	-0,58	50
55	10	Mitsubishi Corp +	600	599	-1,16	2
56	100	Neel Corporation +	43			
57	100	Morgan J.P. +	6090	6020	-9,98	10
58	10	National West +	72,59	72,08	-0,41	50
59	10	Nippon Meat Packers +	245	240	-2,12	30
60	10	Nokia A	1619	1566	-2,50	
61	10	Norsk Hydro +	518	521	+0,57	1
62	10	Parafina +	125,10	128,60	+2,82	10
63	10	Philip Morris +	169	169		
64	10	Philip A.L. +	161,10	158,50	-2,60	10
65	10	Placer Dome Inc +	125,50	124,60	-0,90	
66	10	Procter Gamble +	55,50	54,90	-1,37	
67	10	Quintiles +	299	299	+0,03	
68	10	Randamin +	33,25	33,30	+0,15	
69	10	Rhone Poulenc +	354,70	357,30	+2,60	
70	10	Royal Dutch +	758	752	-0,75	5
71	10	S.A.T.T. +	75,50	72,40	-4,13	
72	10	Saga Enterprises +	238,50			
73	10	Saint-Helene +	30,45	29,50	-1,11	1
74	10	Schneiderberger +	453	450,40	-0,57	13
75	10	SGS Thomson Micro. +	166	165,70	-0,26	
76	10	Shell Transport +	75,30	74,50	-0,54	
77	10	Siemens +	271	269,50	-1,35	5
78	10	Sony Corp +	333,30	332,00	-1,15	99
79	10	Sumitomo Bank +	96	93,36	-2,71	99
80	10	T.D.K. +	91,10	89	-2,30	500
81	10	Telcel +	33,65	35,80	+2,42	99
82	10	Unilever +	734	732	-0,27	4
83	10	United Technol. +	360	362	+0,56	9
84	10	Veal Diesel +	460	457	-0,65	
85	10	Volkswagen A.G. +	1860	1858	-0,93	50
86	10	Vovo (A.C.B.) +	114	113	-0,87	50
87	10	Western Dept +	228,40	219,90	-7,51	2
88	10	Yamaguchi +	165,60	165,80	+0,18	99
89	10	Zanussi Copper +	2,91	8	+2,06	50

1 ou 2 catégories de colonnes de catégorie - sans indication catégorie 3;
 * selon décahe; * droit décahe

SYMBOLS

B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
 N = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLS

1 ou 2 catégories de colonnes de catégorie - sans indication catégorie 3;
 * selon décahe; * droit décahe

DERNIÈRE COLONNE (1)

1 ou 2 catégories de colonnes de catégorie - sans indication catégorie 3;
 * selon décahe; * droit décahe

Mardi dans mardi : % variation 30/12
 Mercredi dans mercredi : montant du coupon
 Mercredi dans jeudi : paiement dernier coupon
 Jeudi dans vendredi : conversion
 Vendredi dans samedi : récolte

1987-88 Car	102,91	4,781	Barro Camoracco	315	280
1988-89 Car	102,16	5,243 a	B.N.P. Intercom	436	420
1988-89 Car	108,99	5,573 a	Bidermann Ind.	110	170
1987-89 Car	99,76	1,967	B.T.P. (la cie)	760	7

10	Lucie	55	95
	Immobilier	54	90
	Immobilier	53	90
	Immobilier	52	90
	Immobilier	51	90
	Immobilier	50	90
	Immobilier	49	90
	Immobilier	48	90
	Immobilier	47	90
	Immobilier	46	90
	Immobilier	45	90
	Immobilier	44	90
	Immobilier	43	90
	Immobilier	42	90
	Immobilier	41	90
	Immobilier	40	90
	Immobilier	39	90
	Immobilier	38	90
	Immobilier	37	90
	Immobilier	36	90
	Immobilier	35	90
	Immobilier	34	90
	Immobilier	33	90
	Immobilier	32	90
	Immobilier	31	90
	Immobilier	30	90
	Immobilier	29	90
	Immobilier	28	90
	Immobilier	27	90
	Immobilier	26	90
	Immobilier	25	90
	Immobilier	24	90
	Immobilier	23	90
	Immobilier	22	90
	Immobilier	21	90
	Immobilier	20	90
	Immobilier	19	90
	Immobilier	18	90
	Immobilier	17	90
	Immobilier	16	90
	Immobilier	15	90
	Immobilier	14	90
	Immobilier	13	90
	Immobilier	12	90
	Immobilier	11	90
	Immobilier	10	90
	Immobilier	9	90
	Immobilier	8	90
	Immobilier	7	90
	Immobilier	6	90
	Immobilier	5	90
	Immobilier	4	90
	Immobilier	3	90
	Immobilier	2	90
	Immobilier	1	90

Flat Ord.....	19.30	19.30
Givert.....	296	296.20
Gold Fields South.....	166	166

1520	1470	Klody #	195	154
189,50	188	Guerbet	311	320
306	306	Hermes internat. I#	1320	1255
380	320	Hirel Dubois	908	908

Robert #	1295	1277
Rouleau-Guichard	485	465
Securidev #	74,90	74,95
Sinclair White	682	689

Cours		Derniers		VALEURS		Cours		Derniers	
-------	--	----------	--	---------	--	-------	--	----------	--

1056,20	1056,20	Ecur. Secur.première C...	11554,75	11554,75
		Ecur. Sensipremière C...	11888,58	11888,58
RED BANQUE POPULAIRE				

CIC
PARIS

CIC PARIS

ASIE 2000
Saint-Honoré Capital
St-Honoré March. Emer.
St-Honoré Pacifique

757.51	757.51	Capitoli C	8477.86	8477.86
7852.49	7852.49	Interobig C	6483.08	6483.08
641.08	641.08	Interselection France D.	5171.67	5171.67
797.90	797.90	S.G. France export C	1274.53	1274.53

12/1

AUJOURD'HUI

SPORTS



TOUR DE FRANCE La onzième étape a été remportée par un cycliste colombien, Jose Jaime « Chepe » Gonzalez, qui s'est enfilé d'un groupe de huit échappés à un kilomètre de l'arrivée, jeudi 11 juillet à Valence.

● LES PREMIERS du classement général n'ont pas profité des routes du Vercors pour modifier leurs écarts. La journée a été seulement marquée par la chute assez sérieuse du Suisse Tony Rominger à la victoire.

● LE KAZAKH Oleg Kozlitchine a été contraint à l'abandon après avoir percuté un cyclo-touriste imprudent dans la descente du dernier col du parcours. ● L'ETAPE a également été perturbée par des militants de la Confédération de défense des commerçants et artisans (CDCA). Des clous ont été lancés sur la chaussée, occasionnant de nombreuses crevaisons chez les coureurs.

« Chepe » Gonzalez réconcilie le cyclisme colombien avec la victoire

Entre Gap et Valence, la onzième étape du Tour a récompensé un anonyme du peloton alors que les premiers du classement général sont restés figés dans un statu quo

VALENCE
de notre envoyé spécial
A 10 heures du matin, jeudi 11 juillet, Jose Jaime « Chepe » Gonzalez est entré dans l'histoire. La Colombie entamait pourtant une journée ordinaire. Il faisait un peu frais, mais le temps promettait quand même d'être beau. Deux ministres avaient été remplacés. Le président Samper avait encore le droit d'aller aux Etats-Unis. Bogota s'étouffait dans les embouteillages. Tout semblait normal. Dans un recroisement de maisons, la radio hurlait, ni plus ni moins que d'habitude. Mais la voix venait de France, de Valence plus précisément, pour ceux qui possèdent un atlas. Le Tour arrivait par là, au sortir d'un séjour dans les Alpes où il n'avait pas fait bon mettre un grimpeur colombien dehors. Le soleil était revenu dans ce pays où il lui arrive de longtemps s'éclipser. La voix stridente apportait une autre bonne nouvelle : un Colombien était dans une échappée. L'événement méritait quelques dé-

cibels enthousiastes. Après 120 kilomètres où l'étape se cherchait, alternant fuites avortées de vedettes et tentatives infructueuses de hallebardiers, un groupe s'était détaché définitivement dans le col de la Chaux. Parmi les huit hommes se recrutait trois Français répondant au prénom de Laurent : Madouas, Roux et Brocard. Quand la route plongea dans la plaine après avoir traversé le Vercors, Chepe sembla de trop dans cette association de rouleurs, incapable qu'il était d'assurer un relais digne de ce nom. Juan Fernandez, le directeur sportif de Mapei, ne prêtait aucune attention à cette demi-portion qui laissait traîner l'oreille quand il conseilla à son poulain, le champion d'Espagne Manuel Fernandez Gines, d'attaquer dans le dernier kilomètre. Son modeste gabarit

(1,67 m et 56 kilos) et son origine géographique désignaient le Colombien comme quantité négligeable. Il ne restait que sept candidats à la victoire.

DÉBUTS FOLKLORIQUES

A 10 heures du matin donc, Chepe Gonzalez est devenu le cinquième coureur colombien de l'histoire à gagner une étape du Tour de France. Il avait abandonné à un kilomètre de l'arrivée des compagnons de route sidérés. La Colombie se laissa alors emporter par le flot d'exaltation que déversait la radio. « Le cyclisme colombien n'est pas mort, vive la Colombie ! », hurla dans tout le pays Jaime Chavez, un des commentateurs de RCN, alors que passait devant lui un petit homme vert, les bras au ciel, au visage rayonnant de bonheur.

« J'ai joué sur l'effet de surprise », racontait le vainqueur. Je savais qu'un Colombien ne serait pas pris au sérieux. Plus de dix ans de présence dans le Tour de France n'ont pas réussi à procurer aux coureurs d'Amérique latine une réelle considération. Le peloton a une énorme force d'inertie. Il regarde toujours d'un air goguenard ces éléments exotiques, se souvient des débuts folkloriques de l'équipe Café de Colombie, en 1985. Les parents de « Luchito » Herrera, meilleur grimpeur en 1985 et 1987, et de Fabio Parra, vainqueur du Tour d'Espagne en 1987 et troisième du Tour de France en 1988, n'ont pas suffi à assouvir une crédibilité durable.

Vu d'Europe, le cyclisme colombien a même paru s'étioler depuis le début des années 90. Faute de sponsors, il ne possède plus

d'équipe professionnelle d'envergure. Les meilleurs éléments ont trouvé refuge dans des formations étrangères, principalement chez Kelme. Ils n'étaient plus que cinq coureurs cette année sur les listes d'engagés du Tour. Hernan Buenahora, un des animateurs de l'édition 95, a dû abandonner des prémices. Les autres ont survécu, mais ont manqué le début de l'épreuve, bloqués à l'arrivée du peloton, traînant leur nostalgie dans leur imperméable.

Chepe Gonzalez vient de Sogamoso, comme Fabio Parra. La plupart des grands coureurs colombiens sont originaires de ce pil de la cordillère des Andes où les routes grimpent à plus de trois mille mètres d'altitude. Les championnats du monde, organisés en octobre 1995 dans la région, ont

permis de découvrir cette Terra incognita qui produit des cyclistes depuis les années 20.

A vingt-huit ans, le lauréat de l'étape Gap-Valence a un parcours semblable à tous les autres, simple et éducatif. Issu d'une famille nombreuse, Chepe s'est mis au vélo pour réussir. Des petits boulots lui ont permis d'acheter sa première bicyclette et de survivre à ses débuts (Nelson « Cacaito » Rodriguez, le dernier vainqueur d'une étape du Tour, en 1994, devait son surnom aux chocolats glacés qu'il vendait sur les marchés dans le même but). Chepe a couru d'abord dans de modestes formations locales avant d'être recruté en Europe. Deux années d'exil sur le Vieux Continent lui ont apporté la fortune, investie dans l'immobilier. Au même âge, Alvaro Mejia en avait assez de courir loin de sa maison. En 1995, il a décidé d'arrêter une carrière prometteuse. Il est retourné au pays gérer ses affaires. Qui pourrait en vouloir à Jose Jaime Gonzalez s'il faisait de même ? Demain, Valence aura déjà oublié son nom. A Sogamoso et dans le reste de la Colombie, il restera l'homme qui a donné au pays une huitième victoire dans le Tour de France. L'argent est ici ; la gloire là-bas. Il y aura toujours un océan entre les deux.

Benoît Hopquin

RÉSULTATS

CYCLISME

Tour de France

11^e étape

Gap-Valence (200 km)

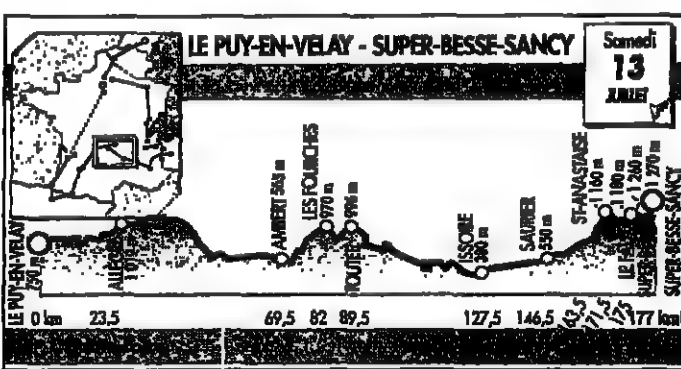
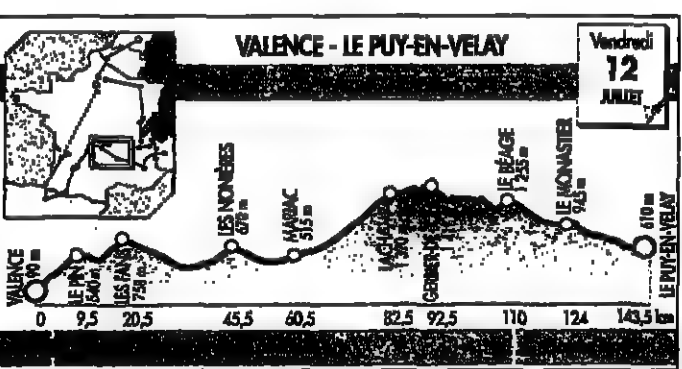
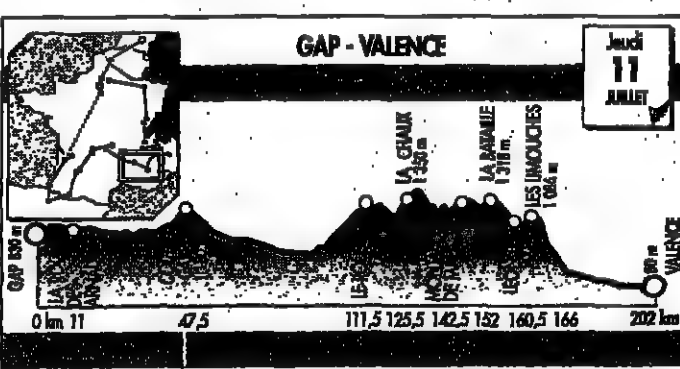
1. C. Gonzalez (Col), 2. M. Fernandez Gines (Esp.), 3. A. El (Bel), 4. L. Brocard (Fra.), 5. M. Probst (Aut), m.l.

Classement général : 1. B. Dier (Dan), 2. E. Basso (Ita.), 3. T. Pettinger (Bel), 4. S. A. Ochoa (Esp.), 5. S. L. Uch (Aut), 6. 1 min 38 s ; 7. R. Lutenberger (Aut.), 8. 2 min 38 s ; 9. R. Vireque (Fra.), 10. 3 min 38 s ; 11. M. Indurain (Esp.), 12. 4 min 38 s ; 13. R. Escobar (Esp.), 14. 4 min 40 s ; 15. L. Dufour (Bel), 16. 5 min 38 s

Classement par points (milieu vert) : 1. E. Zabel (All), 2. 200 pts ; 2. F. Moncassin (Fra.), 170 ; 3. F. Beldu (Ita.), 144

Classement de la montagne (jaune) à la fin : 1. R. Vireque (Fra., France), 198 pts ; 2. B. Dier (Dan), 116 ; 3. T. Pettinger (Bel), 107

José-Alain Frolon



Peugeot tentera de marquer des points en Grande-Bretagne

SILVERSTONE
de notre envoyé spécial
Leur parure n'est encore qu'un rêve de médaille. Les Jordan-Peugeot courent toujours après un premier podium depuis le début de la saison de formule 1. Le Grand Prix de Grande-Bretagne, dimanche 14 juillet à Silverstone, sera une occasion pour l'écurie franco-anglaise de retrouver ces honneurs qui lui échappent depuis la deuxième place de Rubens Barrichello au Grand Prix du Canada, il y a plus d'un an. A l'heure où Renault place son moteur aux quatre premières places du Grand Prix de France (Le Monde du 2 juillet), le deuxième motoriste français peine à retrouver les résultats de sa première saison. Peugeot avait obtenu six podiums en 1994 grâce à McLaren. Mais, à Magny-Cours, il y a deux semaines, les deux pilotes Jordan-Peugeot n'ont pas remporté de point.

Pourtant le temps presse pour Peugeot-Sport. Dans un an, les dirigeants du département compétition devront présenter à la direction de PSA un dossier solide et compter des places d'honneur. Leurs promesses de succès à venir sont les seules qui pourraient justifier la décision de la marque de maintenir son engagement en F1. « Cette saison est décisive », confirme Frédéric Saint-Geours, directeur général adjoint de Peugeot, chargé de la compétition. Elle doit nous permettre de définir notre potentiel, mais il est certain que nous devons enregistrer de meilleurs résultats d'ici à la mi-97 pour avoir des chances de poursuivre notre programme. » Dans les différentes hypothèses que proposera M. Saint-Geours au patron de PSA, figureront les perspectives ouvertes par le retrait de Renault. « Les écuries les plus performantes actuellement vont être à la recherche d'un moteur », constate M. Saint-Geours. Mais le vide à combler ne sera pas un argument suffisant. Les 150 personnes impliquées dans le développement du moteur Peugeot ne peuvent non plus compter sur le jugement éo-

gique des spécialistes. Ceux-là ont compris, à travers les graphiques des vitesses enregistrées, que le V10 mis au point à Villavi n'a rien à envier à la puissance du moteur étalon qu'est devenu le Renault. Seuls comptent les misérables 9 points rapportés de tant de grands prix depuis le début de 1996. Ce maigre butin rapproche dangereusement Jordan-Peugeot du « Bronx », ce fond des stands où végètent les écuries mal classées au championnat du monde des constructeurs. Bien nées pendant l'hiver d'une préparation méthodique, les monoplaces n'auraient pu cependant plus mal démarrer la saison. A Melbourne, Martin Brundle échappait à un tonneau dès le premier virage et Rubens Barrichello explosait son moteur pendant la course. Pierre-Michel Fauconier, fraîchement promu à la tête de Peugeot-Sport, a appelé Jacques Calvet : « J'avais besoin de son accord pour prendre des mesures urgentes. La fiabilité était l'objectif prioritaire de la direction. Nous devons prendre toutes les dispositions pour que l'écurie Jordan puisse faire son travail sans souci de moteur. »

Depuis Melbourne, M. Fauconier a mis en place « des procédures de validation » draconiennes. Elles consistent à séparer nettement les phases de développement dans les laboratoires de l'exploitation du moteur sur les circuits. Les résultats de cette méthode ne se font pas attendre et 60 moteurs sont utilisés sans casse entre le Brésil et le Canada. Mais c'est du côté des pilotes que Peugeot semble éprouver le plus de frustrations. A vingt-quatre ans, Rubens Barrichello est jugé « un peu jeune » et l'expérience de Martin Brundle ne l'a pas empêché de commettre des impairs. On ne cache pas chez Peugeot que la saison des transferts pourrait être mise à profit pour recruter des pilotes plus performants. Car la firme prépare une saison 1997 décisive pour son avenir. Si le contrat avec Jordan doit être mené jusqu'à son terme, c'est-à-dire une saison de plus, rien n'est exclu pour mettre le V10 en valeur. Pas même la participation à une écurie 100 % française au Nürburgring au mois d'avril.

Christophe de Chenay

Anatoli Karpov reste champion du monde d'échecs

LE RUSSE Anatoli Karpov a conservé, jeudi 11 juillet, à Elista, capitale de la République russe de Kalmykie, son titre de champion du monde de la Fédération internationale des échecs (FIDE), en battant le joueur d'origine sibérienne Gata Kamsky sur le score de 10,5 points à 7,5. Sur l'ensemble du match, Karpov, qui n'a jamais été vraiment inquiété, s'est imposé par six victoires à trois et neuf nuls. Dix-huit des vingt parties prévues initialement lui ont suffi pour conserver une couronne qu'il avait reconquise en 1993 face au Néerlandais Jan Timman, après que le tenant du titre, Garry Kasparov, eut claqué la porte de la FIDE pour créer une fédération concurrente, la Professional Chess Association, dont il est le champion du monde.

■ **ATHLÉTISME** : Marie-José Pérec s'est inscrite sur la liste du 200 m des Jeux olympiques d'Atlanta. Cette inscription devrait lui permettre de réaliser le double sur cette distance et le 400 m, comme l'Américain Michael Johnson chez les hommes. Selon L'Equipe du 12 juillet, la décision de tenter le double a été prise en secret par l'athlète et son entraîneur, John Smith, qui ont toutefois continué ces derniers jours à la démentir. En 1995, aux championnats du monde de Göteborg, la Française s'était inscrite sur 400 m et 400 m haies avant de renoncer à cette seconde épreuve pour cause de blessure.

■ **DOPAGE** : le professeur Jean-Claude Escande, qui vient de démissionner de la présidence de la Commission nationale de lutte contre le dopage (Le Monde du 10 juillet), a justifié son départ en expliquant qu'il ne pouvait plus passer son temps à « dire que tel ou tel sportif n'est pas dopé alors que tout le monde, depuis ses adversaires jusqu'au public, sait qu'il se dope ». Dans un entretien au Parisien du 12 juillet, le professeur Escande estime que la « la lutte antidopage devient ridicule : on prétend lutter contre quelque chose qu'on ne peut pas détecter ».

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

N° 924

HORIZONTELEMENT

1. Plans sociaux, dit-on. - II. Vite frais et dispos. Dans un sens comme dans l'autre, prêt pour quel conflit ? - III. Couvert des chaudières. Il n'est pas au bout de sa course. - IV. Va jusqu'au Danube. Pronom. Envoyé spécial. - V. Se font aujourd'hui à l'aide de satellites. Pour César. - VI. A tout de la bécaisse. Dans la botte. - VII. Olympisme. Dans le coup. - VIII. Les sans-grade. Annonce un roi. - IX. Four amateurs de jazz. Amortie. - X. Dans le vent. Prépare Noël. Retient le navire. - XI. Fient un essai.

VERTICALEMENT

1. Étude les hommes en mouvement. - 2. Servent parfois à la précédente. - 3. Mignon. - 4. Comme le héros chez Hugo. Vira au brun. Article. - 5. Fit garder la chambre. Verbes. - 6. Irre-

guier. - 7. Ne manque pas de saveur. Pourvu que leurs produits aient leurs qualités. - 8. Il y en a au moins un pour chanter ses yeux. Réalise de bons joints. - 9. Se tient à deux doigts. Touchent les fonds. - 10. Double navrant. Bon pour l'escarcelle. Au paradis. - 11. Fend les flots. Ile. - 12. Contrefort.

SOLUTION DU N° 923

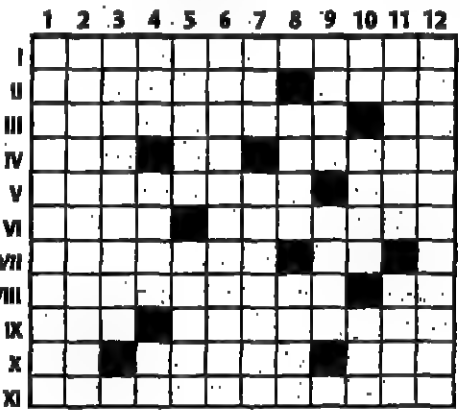
Horizontalement

1. Foreign Office. - II. Inavoué. Renan. - III. Nova. Immiment. - IV. Aménagées. Par. - V. Nasonnement. - VI. Ct. Ute. Orient. - VII. Ionie. IRA. Sée. - VIII. Epient. - IX. RN. - X. Réa. Nous. Prou. - XI. Segmentation.

Verticalement

1. Financiers. - 2. Opatomopée. - 3. Rares. Niag. - 4. Evanouie. - 5. Jo. Antenne. - 6. Guigne. Ton. - 7. Némée. Ut. - 8. Mémoire. - 9. Frisera. - 10. FEN. Ni. Epi. - 11. Iceptes. Ro. - 12. Cana. Néron. - 13. Entretien.

François Dodet

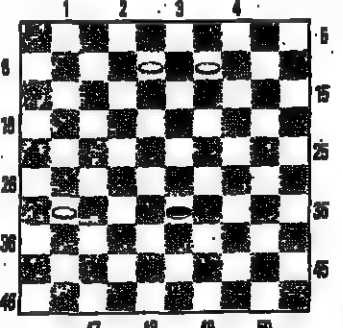


DAMES

N° 535

CAP SUR LA TECHNIQUE

Où d'amer et avec quel pion ? Dans cette quatrième illustration, deux pions, placés sur les mêmes cases que dans l'exemple précédent (Le Monde du 29 juin), ont un seul pas à franchir pour d'amer. Ici, il faut contraindre les Noirs à d'amer à 48 et à être ainsi en prise.

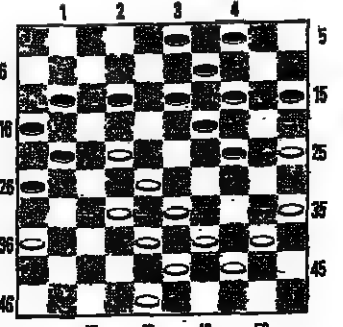


Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION : 8-21 (33-39, a) 2-40 (39-43) 40-49 (comment conduire l'adversaire à s'autodétruire) (43-48) 9-3 (48-26) 49-21, +. a) (33-38) 2-24 (38-43) 24-38 (43-32) 31-27 (32-21) 9-3 ou 9-4, +.

L'UNIVERS MAGIQUE

Championnat de Dakar, 1959, série « Excellence ». Dans la position ci-dessous, le maître sénégalais Baba Sy, conduisant les Noirs, joua (8-12 !!), faisant naître cinq menaces. Et une remarquable combinaison de nulle pour les Blancs.



Après (8-12 !!), les Blancs (M. Koyt) sont menacés : 1° Sur 40-34 (14-20) puis (19-18), etc., N°. 2° Sur 30-34 (24-30), N°. 3° Sur 36-31 (26-37) 32-41 (21-27) 22-31 (14-20) 25-23 (12-18)

23-12 (11-17) 12-21 (16-47 !), N°. 4° Sur 48-42 (21-27), etc., +. 5° Sur 22-17 (11-22) 28-8 (3-12), avantage positionnel des Noirs déterminant. Après ce vaste tour d'horizon, les Blancs placent une remarquable combinaison de nulle, seule issue : 28-23 (19-17) 36-31 (26-28) 33-22 (17-28) 25-20 (14-25) 35-30 (25-45) 44-40 (45-34) 39-41. a) (19-37) 25-20, etc., +.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 534

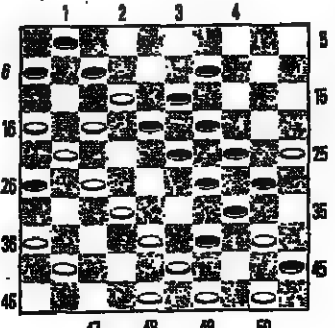
JEAN CHAZE (1996).

Blancs : pions à 14, 41, 44, 47, 48. Noirs : pions à 16, 21, 26, 32, 36. 14-9, z, z (26-31, ou 21-27, suite analogue) (à noter que (32-38) serait moins fort) et les Blancs contiennent par 9-3 (21-26) 44-39, z (16-21) [meilleure défense] 9-20, z, z (31-37) [les Blancs ont conduit l'adversaire à l'autodestruction] 48-42 (37-46, force) 42-37 (32-41) [fossillée la dame noire !] 20-38 (26-31) 38-16 (31-37) 16-38 [autre facette pour sauvegarder la virginité du pion à 47] (37-42) 38-20 (42-48) 20-25, etc., +.

Reusses solutions : z) 48-42 (26-31 suivi de 21-26), = z) 14-10 (26-31), etc., = z) 3-20 (31-37), etc., = z) 3-25 (31-37) 48-42 (37-46) 25-20, mais il est trop tard car (21-27) puis (27-31), etc., =, car le vigile à 47 sautera... z) 3-14 7, N°.

PROBLÈME N° 535

J. A. PENNING (1959)



Les Blancs jouent et gagnent.

Nouveau défi aux irréductibles solutionnistes et aux ordinateurs « d'ultime recours » à travers ce très difficile problème d'un grand maître problémiste néerlandais des années 40 et 50.

Solution dans la prochaine chronique.

Jean Chaze

ANACROISÉS (R)

N° 925

HORIZONTELEMENT

1. AAEESTUV. - 2. ABCEHMR. - 3. AEELNNRU. - 4. AEIOSUX. - 5. CEEHNST (+2). - 6. AENNNO (+2). - 7. ADELITTU (+2). - 8. EEEGSA. - 9. EELRSUX. - 10. EELMORT. - 11. EELMRTU. - 12. EELPSU. - 13. CCELOOP. - 14. ACDEEGIR. - 15. AILLMORU. - 16. AAEELNS (+1). - 17. AEMNORRU. - 18. EILPRS (+2). - 19. EIMOPRX. - 20. AAGINS (+4). - 21. DEEESU. - 22. EEEQSTUU (+1).

VERTICALEMENT

23. AACNRST (+1). - 24. AAEMPPRT. - 25. AAELHILN (+1). - 26. CELMRSU. - 27. AENNOSV. - 28. CIMNSU. - 29. AEELRT (+3). - 30. ELMOOPS. - 31. EELRTUU. - 32. CLOSTU (+1). - 33. DEHOOPS. - 34. CEENOTTX. - 35. AENORU. - 36. AEEGSSS. - 37. DEIOOPS. - 38. ACCEMNO. - 39. AABDENU. - 40. AEEHILNS (+2). - 41. EEEHILX. - 42. EEEERSX.

SOLUTION DU N° 924

1. DISSIPÉ. - 2. DEPOSE (DOPEES EPODES). - 3. ILEITES. - 4. SENTENT. - 5. STATUFIE (FATUTES). - 6. SERDEAU (RADEUSE). - 7. RECEVEUR. - 8. SATURBRA (RESTAURA). - 9. OBUSIER.

ÉCHECS

N° 1697

TOURNOI DE MAKARSKA

(Croatie, 1996)

Blancs : F. Bistric (Bosnie). Noirs : C. Gabriel (Allemagne). Double fianchetto.

1. C8	2. d4	3. e4	4. f4	5. g4	6. h4	7. a4	8. b4	9. c4	10. d4	11. e4	12. f4	13. g4	14. h4	15. a4	16. b4	17. c4	18. d4	19. e4	20. f4	21. g4	22. h4	23. a4	24. b4	25. c4	26. d4	27. e4	28. f4	29. g4	30. h4
-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

NOTES

a) Outre ce double fianchetto, on voit souvent la suite 4. Fg2, Fg7 ; 5. 0-0, 0-0 ; 6. a4, Ca6 ; 7. Cc3, c5 ; 8. h3 ou 8. e4 dans laquelle le pion c est maintenu, durant l'ouverture, sur sa case de départ.

b) Ou 6... c6 ; 7. 0-0, Da5 ; 8. Cb-d2, Dh5 ; 9. e4, Fg4 ; 10. Td1, Cb-d7 ; 11. Dd2, e5 ; 12. Df1 (Damjanovic-Malisuskas, Moscou, 1994). Ou 6... e5 ; 7. dxe5, Cf-d7 ; 8. 0-0, dxe5 ; 9. e4, Td8 ; 10. Cc3, c6 (Danielsen-Timochenko, Guichen, 1993).

c) Les Noirs sont sortis de ce début de partie avec une position solide.

d) Cette réaction est rendue nécessaire par les menaces de l'adversaire d'occuper les cases centrales par 67-65 après préparation, mais à l'inconvénient de créer un pion faible sur la colonne c.

e) Il. Cb3 est à envisager, mais aussi II. Dh3 comme dans la partie Talmanov-Solotchenkin (Saint-Petersbourg, 1995) : 11... Cf-d7 ; 12. Td1, Ca6 ; 13. Ca3, Ca-c7 ; 14. Dd6, Cb6 ; 15. Tc-c3, Cb-a4 ; 16. Rd1, a6 ; 17. Ca-c2, Fd7 avec égalité.

f) Ou 14... c5. Les Blancs activent ainsi leur F-D.

g) La situation des C blancs n'est pas brillante.

h) Après 16... Cd4, l'initiative passe dans les mains des Noirs. Si 17. Td1, Fc6.

i) Afin de créer un écran entre la Dc1 et la Tc8.

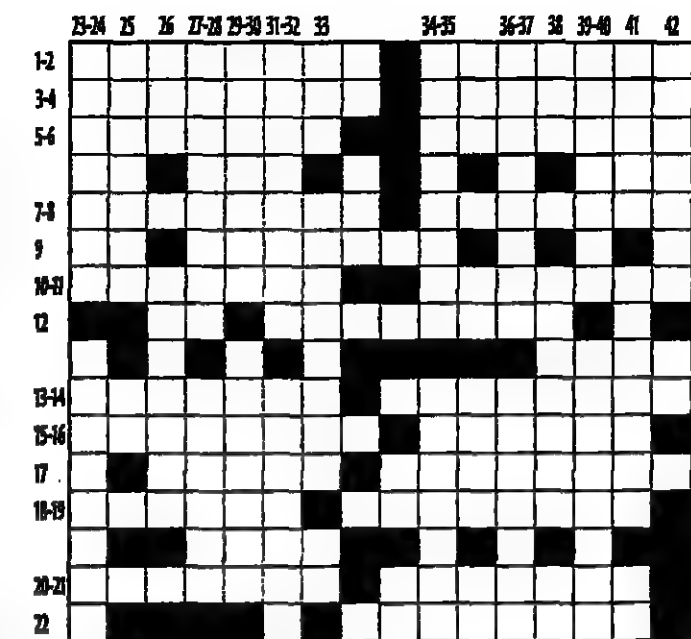
j) Une idée tentante, mais fautive.

k) Empêche, après 19... Fd3 ; 20. fxe3, l'attaque 20... Cg4.

l) Détruisant la structure des pions blancs, mais au prix de la paire de F et de l'affaiblissement de la diagonale a1-h8.

m) Grâce à ce sacrifice de qualité, les Blancs renversent complètement la situation et déclenchent une attaque de mat foudroyante.

n) Et non 21... Dxe3? ; 22. Td2. o) Si 23... Rf8 ; 24. Da3+.



(BOISEUR, BOUSIER, OUREBIS). - 10. ECONOME. - 11. REFUZNK. - 12. ANSPCT, levier pour artilerie de marine. - 13. ENVAHS (VAHNS). - 14. ANURIE (NUERIAL URANIE). - 15. VENITIENS (INTENSIVE). - 16. ETHEREE. - 17. ATERMOIE. - 18. ENGANE. - 19. VERNAUX. - 20. SISMAUX. - 21. IXODES. - 22. DISPOSER. - 23. ERODEES. - 24. BADERNE (BENARDE). - 25. SENSITIE. - 26. VIERGES (GIVRES). - 27. ULULANT. - 28. ITEREREZ.

(ETIREBIEZ, REITEREZ). - 29. PENDUR. - 30. NAIVETE (EVNTAL). - 31. REINSERE. - 32. ARACKS. - 33. PAIEMENT. - 34. CONTENT. - 35. PLACEBO. - 36. CUISINAL. - 37. VUMETRE. - 38. SOUPESE (EPOUSE, POSEUSE, POUSSÉE). - 39. ENFOUI (FOUTINE). - 40. GRESEUX. - 41. CIRRES, vrille (zool.). - 42. REMIXAGE.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

p) Si 24... Fc4 ; 25. Rd1, Fc2 ou b5 ; 26. Db2. q) Si 25... Rb6 ; 26. e4+, g5 (ou 26... Rh5 ; 27. Cb6 mat) ; 27. Ff6 !

r) Le duo Da3-Fc3 est parfait. s) Si 27... Dc5 ; 28. Fb4, et si 27... Tc5 ; 28. Fd4, b6 ; 29. Txb6 !, Txd4 ; 30. Cc8 !!.

t) La perfection. u) Ou 29... Txf8 ; 30. Cc7 mat.

SOLUTION

DE L'ÉTUDE N° 1696

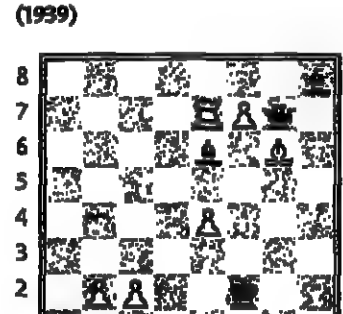
V. MERKIN (1929)

(Blancs : Ra3, Cb4, Fc7, c5 et e4. Noirs : Rd7, Td8, Pè5 et e6.)

1. c7, Ta8 ! ; 2. c8-D1, Txc8 ; 3. Cc6+, Rd6 ; 4. Cb8, Tc7 ! ; 5. a8-T1 (et non 5. a8-D7, Ta7+ ; 6. Dxa7. Pat.) ; 7. c3+ ; 8. Rb4, Td3 ; 7. Ta7, Td4+ ; 8. Rb5 avec gain en raison de la menace de mat en d7.

ÉTUDE N° 1697

E. H. SOMOV-NASIMOVITCH (1939)



Blancs (7) : Ra1, Td7, Fg6, Ph2, c2, e4 et f7. Noirs (4) : Rf2, Dg7, Fd6 et h8. Les Blancs jouent et font nulle.

Claude Lemoine

BRIDGE

N° 1693

SÉCURITÉ TOTALE

Dans cette donne du regretté Kelsey, il fallait faire preuve d'imagination pour trouver la façon certaine d'assurer le contrat. Cachez, au début, les mains d'Est-Ouest pour faire votre plan de jeu.

♠ A53	♥ A107	♦ 965	♣ V108
♠ 6	♥ 842	♦ A83	♣ A762
♠ 9	♥ 65	♦ V102	♣ RD9543
♠ RDV108742	♥ V3	♦ R74	♣ -

Ann : S. don. N.-S. vuln.

Sud Ouest Nord Est
4 ♠ passe passe passe

Ouest ayant entamé l'As de Trèfle, comment Sud doit-il jouer pour gagner QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Réponse

Aucune distribution ne peut vous faire chuter si vous avez soin de déjouer un Cœur sur l'As de Trèfle ! Supposons, en effet, que Ouest continue Trèfle. Vous coupez gros, puis vous donnez un ou deux coups d'atout, et vous tirez l'As de Cœur. Ensuite vous jouez la Dame de Cœur sur laquelle vous déjouez un Carreau si Est n'a pas couvert. Si Ouest a le Roi de Cœur, il fera la levée, mais il vous restera un atout au mort pour prendre la main et jeter un Carreau sur le 10 de Cœur affranchi.

En fait, Est couvrira la Dame de Cœur et la fin du coup sera la même.

De cette façon, vous ne pourrez jamais perdre que l'As de Trèfle, le Roi de Cœur et l'As de Carreau, alors que, si vous coupez l'entame, vous chuterez car l'impasse à Cœur ratera et Est contre-attaquera le Valet de Carreau pour la chute.

En réalité, à l'autre table, au même contrat de 4 Piques, le déclarant en Cœur a pris le risque de chuter : il a coupé l'entame à Trèfle, puis, après un coup d'atout, il a joué le Valet de Cœur et a fait l'impasse ! Ensuite il a tiré tous les atouts, et il a réussi un squeeze à Cœur et à Carreau avec placement de main sur Cœur. Ces deux levées de mieux lui ont rapporté 2 IMPs, car il n'y a pas toujours une justice au bridge !

LOCALISATION D'UN ROI

Il est toujours important de savoir où se trouve un gros honneur avant de se lancer dans une impasse. Le chelem suivant en est un exemple typique. Il a été réussi par l'écossais Michael Rosenberg, associé au Pakistanais Mahmoud Zia, l'année dernière, dans le grand tournoi de La Haye parrainé par Cap Votmac.

♠ RV10	♥ A1065	♦ A973	♣ A
♠ 9854	♥ 82	♦ 65	♣ RV976
♠ A763	♥ DV974	♦ 84	♣ D8

Ann : N. don. Tous vuln.

Ouest Nord Est Sud
L 10 passe 1 ♠
passe 4 ♠ passe 4 ♠
passe 4 SA passe 4 ♠
passe 6 ♠ passe passe...

Ouest ayant entamé le 7 de Trèfle, comment Rosenberg a-t-il joué pour savoir que le Roi d'atout était mal placé et qu'on pouvait éviter de chercher la Dame de Pique pour gagner ce PETIT CHELEM À CŒUR ?

Note sur les enchères

Le saut à « 4 Trèfles » était un splinter, une excellente convention que les Français ont fini par adopter alors que les Américains l'utilisent depuis de nombreuses années. Ce saut anormal promettait un fort soutien d'au moins quatre cartes dans la couleur du partenaire, un singleton dans la couleur du splinter et une main d'au moins 20 points en comptant la distribution.

Si Sud, sur « 4 Trèfles », avait répondu « 4 Cœurs », c'est qu'il aurait renoncé au chelem ; mais, avec l'As de Pique, la longue à Cœur et le doubleton à Carreau, il a estimé (malgré les 2 points « perdus » de la Dame de Trèfle) qu'il fallait faire un effort en montrant l'As de Pique.

Philippe Brugno

Soleil et douceur

UNE PERTURBATION évoluant sur les îles Britanniques ne sera active que sur l'extrême nord de la France. Les pressions étant élevées, le temps s'améliorera l'après-midi avec plus de soleil et de la douceur.

Samedi matin, sur les côtes de la Manche, il y aura de belles éclaircies.

En Bretagne, dans les Pays de la Loire et en Basse-Normandie, le ciel couvert du début de matinée laissera place rapidement à de belles éclaircies. Du Centre à l'île-

de-France jusqu'à la Haute-Normandie et au Nord-Pas-de-Calais, le temps sera couvert et gris. Du Massif Central au Nord-Est, le ciel sera très nuageux avec de courtes éclaircies, plus belles en fin de matinée. Ailleurs, le soleil sera prédominant en général, avec quelques brouillards locaux au lever du jour en Aquitaine.

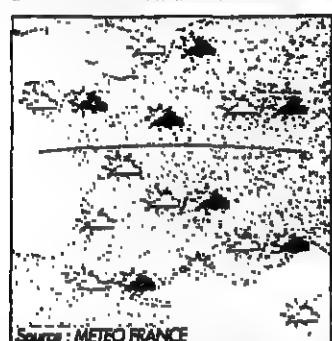
L'après-midi, dans les régions au nord de la Loire, les nuages et les éclaircies alterneront, avec une impression agréable. Dans les Pyrénées et les Alpes, des nuages se développeront, et pourront donner localement un orage en fin de journée. Dans le reste des régions sud, le soleil brillera largement. Quelques cumulus de beau temps se développeront sur le Massif Central.

Les températures minimales iront de 12 à 14 degrés au nord et de 15 à 18 degrés au sud, jusqu'à 20 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, le thermomètre marquera de 22 à 26 degrés au nord et de 27 à 31 degrés au sud.

Dimanche, nuages et belles éclaircies alterneront, avec une impression de beau temps, sur les côtes de la Manche. Dans le reste du pays, le temps sera bien ensoleillé.

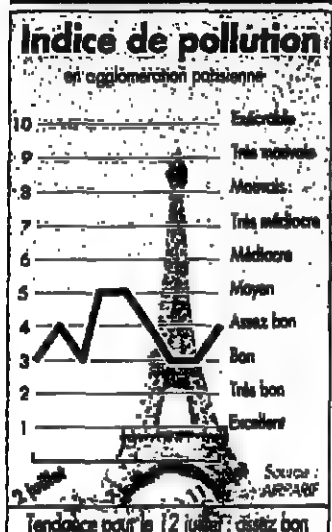
Les températures minimales iront de 13 à 16 degrés au nord, et de 16 à 18 degrés au sud, jusqu'à 20 degrés sur les côtes méditerranéennes. L'après-midi, il fera doux, avec de 24 à 27 degrés au nord et de 28 à 32 degrés au sud.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



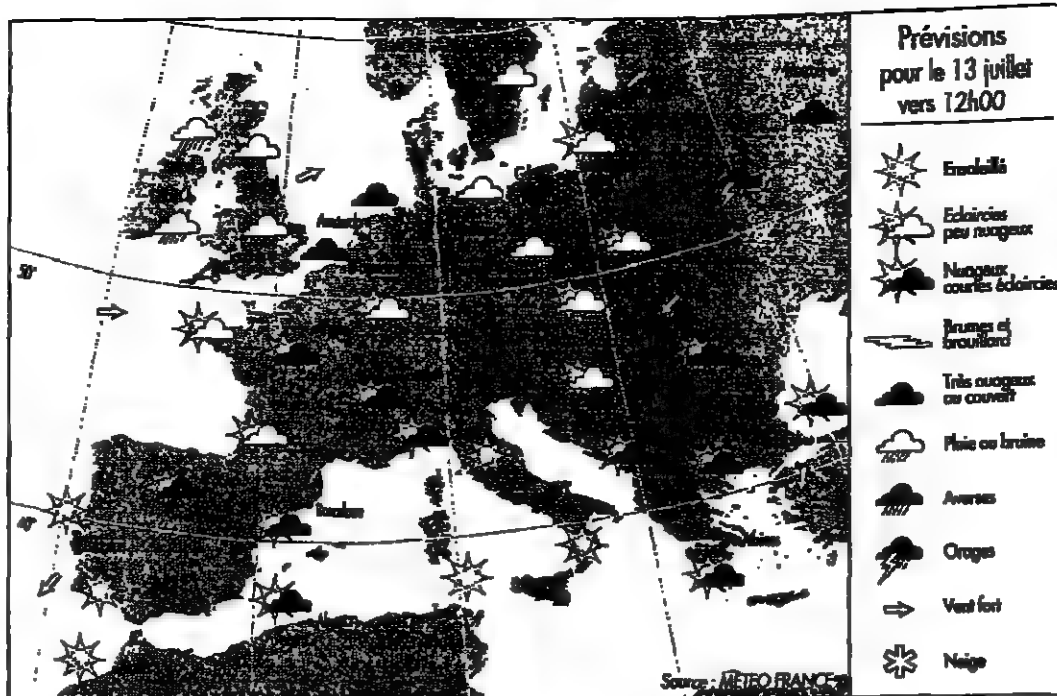
Prévisions pour le 13 juillet vers 12h00

La qualité de l'air

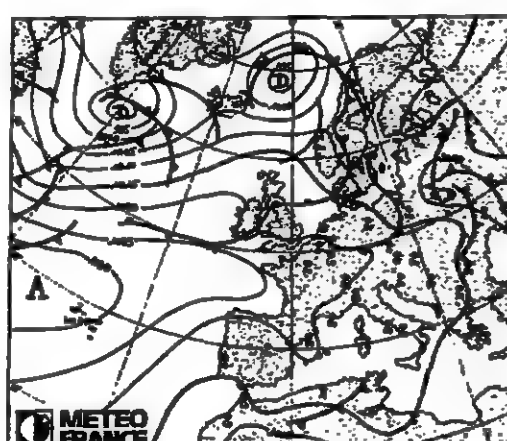


Tendance pour le 12 juillet: assez bon

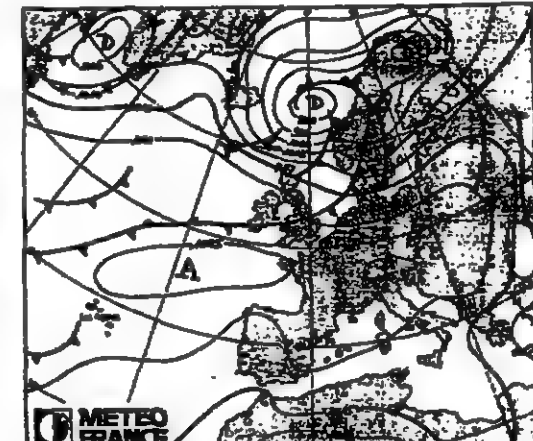
AGENDA



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	23/13	TOURS	26/10	CHICAGO	26/10	LISBONNE	33/19	PRETORIA	32/16
du 13 juillet	LILLE	24/13	STRASBOURG	26/10	COLOGNE	26/10	LONDRES	25/15	RAJAT	32/16
maxi/minima	LYON	23/12	ALGER	26/15	PARIS	26/10	LOS ANGELES	23/18	RIO DE JANEIRO	26/19
	MARSEILLE	23/12	AMSTERDAM	23/12	BARCELONE	23/19	MADRID	33/25	ROME	27/14
FRANCE	NANTES	23/12	ATHÈNES	31/20	BERLIN	24/11	MARRAKECH	34/22	SAN FRANCISCO	19/12
	NICE	23/19	BOLOGNE	24/11	HANOI	32/25	MEXICO	24/14	SEVILLE	30/21
ALACCIO	PARIS	24/15	BRUXELLES	23/18	NEW DELHI	38/27	MONTREAL	23/14	STOCKHOLM	24/12
BIARRITZ	PERPIGNAN	23/20	OSAKA	27/18	NEW YORK	26/18	MOSCOW	36/23	SYDNEY	17/9
BORDEAUX	POINTE-À-PIC	32/23	SÃO PAULO	27/18	PRAGUE	16/12	ST-PETERSBURG	24/13	TOKYO	32/22
BRESCIA	RENNES	24/10	ST-ETIENNE	24/10	TEHRAN	32/22	TENEBRE	32/19	TUNIS	30/18
CAEN	STRASBOURG	23/14	TOULOUSE	25/18	YOKOHAMA	27/18	VALENTIA	30/22	VIENNE	24/14
CHAMBERS	PORT-DE-FR.	30/23								
CLEMONTE-F	RENNES	24/10								
DION	STRASBOURG	23/14								
	PORT-DE-FR.	30/23								



Situation le 12 juillet, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 14 juillet, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS le Monde Voyages d'été

LA VIE reprend son rythme accoutumé. Cet été, la France offre l'originalité sympathique de redevenir tout entière un vaste centre d'accueil, et, pour beaucoup de Français, la saison des vacances redevient donc la saison des voyages.

L'an dernier encore, bien des villes d'eaux n'étaient pas prêtes à recevoir les visiteurs, et les plages demeuraient des zones interdites aux curiosités avides des citadins. La guerre avait exercé ses ravages : - ou la défense contre la guerre, le mal est réparé. Puis les hôteliers intrépides ont montré avec verve que l'activité française n'est pas un vain mot. Ils ont eu hâte de retrouver le temps perdu. Le temps perdu se retrouve toujours, si l'on veut.

On a même pu lire un peu partout des notes publicitaires vantant le charme exceptionnel de telle ou telle station marine. On les a lues avec un plaisir vif. Elles nous manquaient. Elles nous ont rappelé les délicieuses époques où elles pullulaient pendant les semaines qui précédaient les grands départs. Elles nous ont apporté le sentiment d'un renouveau. On a souvent le sentiment d'un renouveau lorsqu'on renoue un lien avec le passé. Il n'est pas nécessairement mauvais qu'il en soit ainsi.

Au surplus, les « vacanciers » sont assez nombreux pour tous les coins. L'appât du voyage est de plus en plus pressant. Aucun de ceux qui sont à même de quitter quelques jours les grandes villes n'y restera de bonne volonté. Le voyage est d'autant plus souhaité par tous que l'année a été plus dure pour chacun et que le voyage est lui-même plus difficile. On a besoin de s'évader, peut-être pour se fuir, certainement pour se faire une âme jeune. Quand on a l'occasion de se faire une âme neuve, il ne faut pas perdre l'occasion.

J. Ernest-Charles
(13 juillet 1946.)

PHILATÉLIE

Les « prêt-à-poster » s'emballent

DISTINGO, DILIGO. La gamme de produits « prêt-à-poster » de La Poste s'enrichit à vitesse accélérée. A la suite des traditionnels aérogammes, Distingo (1991), enveloppes préimprimées à l'effigie de *Marianne*, sans valeur faciale, apparues en 1994, le Dilingo fut généralisé fin 1994, proposant pour un même prix emballage cartonné, affranchissement et délai garanti. En 1995, apparaissent six entiers postaux sur enveloppes et cartes postales *La Fontaine*, un emballage Poste-Livre et un entier postal sur enveloppe Coupe du monde de football 1998.

Depuis le début de l'année, ont déjà été mis en service deux modèles d'enveloppes Postesport pour l'Union européenne et la Suisse ; deux enveloppes Duo avec cartes-réponses payées ; quatre entiers postaux sur enveloppes et cartes postales sur la Coupe du monde de football, vendus 24 F et 20 F la série de quatre (soit 6 F et 5 F pièce), ins-

EN FILIGRANE

■ **Palmarès.** Une médaille d'or et le Grand Prix de l'exposition sont revenus à la collection de Roger Loeuillet consacrée à la première émission de France de 1849 à 1851, à l'issue de la « nationale » organisée lors du congrès de la Fédération française des associations philatéliques, à Clermont-Ferrand, du 24 au 27 mai. Neuf autres médailles d'or ont été attribuées : B. Berkinshaw-Smith (la poste

Dilingo-CD/Vidéo est vendu 27 F l'unité, 51 F les deux ou 240 F les dix. Dilingo-A4 emballe livres et documents dont les dimensions n'excèdent pas 320 x 230 x 50 mm pour un poids maximum de 2 kg. Il est vendu 39 F l'unité, 75 F les deux ou 360 F les dix. Rappelons tout de même que le port simple standard d'un colis (1 à 2 kg) s'élève à 29 F. Ces « prêts-à-poster » sont valables pour la métropole, Corse comprise, Monaco et dans les relations intradom.

P. J.

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** AOM a inauguré le 27 juin un vol direct Ody-Sud - Los Angeles. Avec cette nouvelle liaison assurée le jeudi, qui s'ajoute aux quatre rotations hebdomadaires continuant sur Paquet, AOM effectue cinq vols hebdomadaires vers Los Angeles.

■ **TRANSMANCHE.** La compagnie de ferries Stena Line a lancé, mardi 9 juillet, un catamaran à grande vitesse sur la ligne Calais-Douvres. Le *Stena Lynx III*, qui assure la traversée en quarante-cinq minutes, peut transporter 600 passagers et 153 voitures. - (AFP)

■ **GROENLAND.** Les Etats-Unis ont accepté d'ouvrir la base de Thulé, au nord du Groenland, au trafic aérien, donnant ainsi satisfaction au Danemark et au Groenland qui réclamaient depuis plusieurs années une liaison aérienne régulière. Installée après la seconde guerre mondiale, la base de Thulé est un poste de surveillance avancé des Etats-Unis pour la région de l'Atlantique Nord. - (AFP)

■ **HONGKONG.** La compagnie américaine United Airlines desservira, dès la semaine prochaine, Hongkong au départ de Chicago, à raison de trois vols sans escale par semaine. - (Bloomberg)

■ **EGYPTE.** L'Egypte a demandé l'aide des pays qui ont participé à la seconde guerre mondiale pour

transformer le site de la bataille d'El Alamein, au nord-ouest du pays, en région touristique. Le projet prévoit la construction d'un aéroport international, une exposition permanente sur la dernière guerre, un spectacle son et lumière et l'édification de plusieurs villages touristiques. - (AFP)

■ **ALLEMAGNE.** Les touristes allemands qui emprunteront cet été des charters à destination de Thaïlande, de Tenerife ou de Turquie, trouveront à bord un petit livre illustré de 71 pages édité par le ministère des finances leur expliquant pourquoi ils devront bientôt renoncer au Deutschmark au profit de l'euro. Avec cette initiative, le gouvernement allemand espère atteindre environ deux millions de vacanciers.

PARIS EN VISITE

Dimanche 14 juillet

■ **L'ÎLE DE LA CITÉ** (50 F), 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).
■ **LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE** (70 F), 11 heures et 15 heures, sortie du métro Père-Lachaise côté escalier roulant (Vincent de Langlade).
■ **MONTMARTRE** (50 F), 11 heures et 15 h 30, en haut à gauche du funiculaire (Claude Marti).
■ **L'HÔTEL-DIEU** (50 F), 14 h 30, devant l'entrée de l'Hôtel-Dieu côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).
■ **MONTMARTRE** (50 F), 14 h 30, en haut du funiculaire devant le restaurant panoramique (Connaisance de Paris).

■ **LE QUARTIER CHINOIS**, 14 h 30 (55 F), sortie du métro Porte-d'Ivry (Art et histoire) ; 14 h 30 (55 F), sortie du métro Maison-Blanche côté impair (Europ caplo).

■ **L'ACADÉMIE FRANÇAISE** (55 F + prix d'entrée), 15 heures, devant l'Institut, 23, quai de Conti (Paris et son histoire).

■ **BAGATELLE** : le château (25 F + prix d'entrée), 15 heures et 16 h 30, devant l'entrée du château (Ville de Paris).

■ **LA BUTTE-AUX-CAILLES** (45 F), 15 heures, sortie du métro Corvisart (Paris capitale historique).

■ **LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE** (60 F), 15 heures, sortie du métro Père-Lachaise côté escalier roulant (Bertrand Beyern).

■ **LE JARDIN ATLANTIQUE** (35 F), 15 heures, pont des Cinq-Martyrs-du-Lycée-Buffon devant le terminus du bus 91 (Ville de Paris).

■ **MONTMARTRE** (37 F), 15 heures, sortie du métro Abbesses (Monuments historiques).

■ **MUSÉE NISSIM DE CAMONDO** (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 63, rue de Monceau (Monuments historiques).

■ **LE QUARTIER DE LA MOULZAÏA** (37 F), 15 heures, sortie du métro Botzaris (Monuments historiques).

■ **LE QUARTIER SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS** (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Michel côté place Saint-André-des-Arts (Paris passé, présent).

Lundi 15 juillet

■ **LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE** (70 F), 11 heures et 15 heures, sortie du métro Père-Lachaise côté escalier roulant (Vincent de Langlade).

■ **L'HÔPITAL DE LA SALPÊTRIÈRE** (37 F), 11 heures, entrée principale, 47, boulevard de l'Hôpital (Monuments historiques).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée), exposition François I^{er} par Clouet, 11 heures ; la Renaissance à Venise, des Bellini à Veronese, 11 h 30 ; la sculpture du Moyen Âge et de la Renaissance, 19 h 30 (Musées nationaux).

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements, 24, avenue du G^e Luchaire - 69646 Chantilly Cedex - Tél. : 16 (1) 42-17-32-90.

Je choisis la durée suivante	France	Autres pays
1 an	1 890 F	2 086 F
6 mois	1 039 F	1 123 F
3 mois	534 F	572 F

LE MONDE (ISSN : 0000-0000) is published daily for \$ 90 per year. LE MONDE + 1, plus l'hebdomadaire *Le Monde* (ISSN : 0000-0000), plus le supplément *Le Monde* (ISSN : 0000-0000). POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 24, Avenue du G^e Luchaire, Chantilly, NY 12015-0001.

For the subscription service in USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach VA 23462-2000 USA Tel. : (800) 428-3800

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Pays : 601 MQ 001

Ci-joint mon règlement de : FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire :

Signature et date obligatoires
Changement d'adresse :
● par écrit 10 jours avant votre départ.

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)
Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.
● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
33 (1) 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-20-00

Télématique : 3615 code LE MONDE

CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Documentation : 3617 code LMDOC

CD-ROM : (1) 44-08-78-30

Index et microfiches : (1) 42-17-29-33

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (223 films)

est édité par la SA Le Monde, gérée par un conseil d'administration.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN : 0395-2037

Imprimé au Monde : 12, rue M. Gensbourg, 94052 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général : Dominique Aubry

Directeur général : Gérard Mordret

Secrétaire générale : Claude Lemaire

133, avenue des Champs-Élysées, 75009 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
TOUTES LES MARQUES AUX MEILLEURS PRIX
SOMMIERS & MATELAS
EPED, TRELCA, DUNLOPILLO, etc.
CARPENTIER 5 et 10 ANS
CANAPES, SALONS, CHIC-CLAC
BUREAU, TÊTEUR, COULON, etc.
MARQUE DÉPOSÉE MOBECO
42 08 71 00

سكن من النمل

CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 13 JUILLET 1996

AVIGNON 1996 Dominique Pitoiset, directeur du Théâtre national de Bourgogne, met en scène une adaptation du « Procès ».

Kafka, dans la cour du lycée Saint-Joseph, un dispositif scénique extrêmement original. Il favorise la vue et l'écoute de cette transposition sobre et belle de l'œuvre de

l'écrivain. ● L'AFRIQUE DU SUD est pour la première fois à l'affiche du Festival, qui reçoit la troupe de marionnettes Handspring de Johannesburg emmenée par le plasticien

William Kentridge. Ils présentent une adaptation libre de Woyzeck, de Georg Büchner, dans les mines du Transvaal, de nos jours. ● UNE ETUDE de l'Association de gestion

du Festival d'Avignon sur l'année 1995 permet de mieux connaître les spectateurs et leur assiduité. Nom-breux, ils sont aussi dépen-siers. (De nos envoyés spéciaux.)

Les innocents et les coupables de Franz Kafka au pied du mur

Dominique Pitoiset, directeur du Théâtre national de Bourgogne, met en scène une adaptation du « Procès ».

La très vive ironie de l'écrivain manque un peu à cette belle et sobre présentation

LE PROCÈS, d'après Franz Kafka. Mise en scène : Dominique Pitoiset. Avec Frédéric Constant, Jean-Marc Bory, Anne-Cécile Moser, Laurent Sandoz, Alain Trétout. Cour du lycée Saint-Joseph, jusqu'au 20 juillet, à 22 heures. Tél. : 90-14-14-14.

Première image : un homme, jeune, brun, maigre, en pyjama rayé. Il s'accroche à un très haut mur, qui occupe l'espace entier de la scène. Ce mur, qui a la couleur un peu orangée que peut prendre le sang dilué, est incliné juste ce qu'il faut pour que les acteurs s'y plaquent comme des ventouses, progressant vers le fait, puis décrochant, déboulant jusqu'en bas. La malice, le pyjama, l'enceinte infranchissable, imposent, dans l'immédiat, Auschwitz. Ou un autre camp. L'une des énigmes de Kafka est d'avoir décrit avant terme les arrestations des juifs, les événements des camps. Ses sœurs y sont mortes. L'ensemble, presque, de ce qu'a écrit Kafka, est une méditation sur la justice.

avocats, bourreaux, les femmes qui les assistent, vont apparaître et disparaître par de petites ouvertures qui s'ouvrent et se ferment dans le mur vertical - des « judas » (« ouverture pratiquée dans un plancher, un mur », est-il écrit dans le Petit Robert). La vue et l'écoute, simples et directes, de cette transposition scénique du Procès, ne vont pas cesser une seconde de déclencher en nous des rappels, des sous-entendus. Mais aussitôt des doutes sur ces rapprochements. Par exemple les clôtures des camps ont été, plus d'une fois, non pas des murs, comme sur cette scène, mais des grilles de fils électrifiés. Il ne s'agissait pas de s'y agripper pour grimper, mais de se jeter dessus pour se tuer.

Kafka, lui, imaginant dans son Journal (le 13 janvier 1920) que « le but d'une vie » pourrait être de « finir prisonnier », ne se voit pas retenu par un mur mais par un grillage : « Le bruit du monde affluait à travers les grilles, le prisonnier était enfin libre, il pouvait participer à tout, rien du dehors ne lui échappait, il aurait même pu abandonner sa cage, les barres des grilles étant

distantes de plus d'un mètre : il n'était même pas un prisonnier. » Kafka prisonnier se voit ainsi plus libre que dans les murs de son entrepise d'assurances, où il était pris d'étouffement. Plaqués contre leur mur, le juge, l'avocat, le gardien, l'industriel, l'homme d'affaires, de ce Procès, ne font que réfléchir à fond et à haute voix sur la justice. Assister à cette pièce est une expérience sans arrêt court-circuitée par ce qui se passe aujourd'hui même chez nous, chez les juges d'instruction, place Vendôme, à la Santé.

Si près d'Auschwitz Franz Kafka note, dans son Journal, en 1916 : « Promenade à Auschwitz, proche de Marienbad. Des femmes avec des cerises. Recherche de champignons. » Alors, Marienbad comptait plus à ses yeux qu'Auschwitz, puisque, poitrinaire, il repêrait les villes d'eau. Alain Resnais, lorsqu'il a tourné Nuit et brouillard, le premier grand film sur les camps, et, plus tard, L'Année dernière à Marienbad, savait-il que les sœurs de Kafka ont été tuées dans les camps ?

Et les acteurs qui traversent les judas, Jean-Marc Bory (l'avocat), Laurent Sandoz (le juge), Alain Trétout (l'homme d'affaires), Pierre Banderet (l'aumônier des prisons), tous leurs camarades, et les deux femmes, si décisives chez Kafka, Anne-Cécile Moser (la femme de l'huissier) et Nadia Fabrizio (la compagne de l'avocat), ont une présence forte, une voix vraie, une intelligence claire de la situation. Le rôle de l'accusé Joseph K., tenu avec finesse par Frédéric Constant, serait peut-être d'une apparence un peu fnette. C'est Jean-Marc Bory, sombre ogre sournois, qui domine, un peu parce que Dominique Pitoiset a privilégié le rôle de l'avocat.

EN VILLE, EN SCÈNE

Jean-Marc Bory

En le croisant on songe inévitablement que cet homme corpulent, râblé, vêtu ce jour-là d'un pantalon saharien et d'une chemise bleue militaire, vient de quitter les bataillons d'ou ne sait quelle section parachutiste aguerrie dans les sables. Sa voix renforce l'impression d'un caractère rugueux, fumeur de brunes et certainement à l'excès. Il peut être plus que rugueux même quand, dans son peignoir de soie bleue nuit, il est sur la scène de la cour du lycée Saint-Joseph l'avocat dont Joseph K. devra se débarrasser. Une nouvelle fois, cet acteur de haute volée porte haut la voix d'un personnage du répertoire littéraire. Il le fit déjà, avec Eric Robitman, André Engel, Alain Françon, Jacques Nichet ou Jean-Louis Martinelli, soit tout ce que le théâtre compte d'hommes qui, comme lui, sont à la recherche de nouvelles formes d'expression.

SAVIER GAYRIAC POUR « LE MONDE »



Une manne pour la ville la plus endettée de France

QUOI qu'il en coûte à une collectivité d'organiser, de subventionner ou de simplement tolérer sur son sol une manifestation d'ampleur internationale, ses retombées sur l'économie locale valent de s'en accommoder ou de la favoriser. L'Association de gestion du Festival d'Avignon, selon l'étude qu'elle vient de rendre publique pour 1995, « génère directement 44,2 millions de francs de flux économiques » (salaires, achats de matériels, de spectacles, de droits d'auteurs...) auxquels s'ajoutent les dépenses des festivaliers, d'un montant de 42,4 millions de francs, consacrées à leur hébergement, leur restauration et leurs faux frais, soit un total rond de 86,6 millions de francs. En affinant ces calculs, on constate que pour 1 franc dépensé par la ville - qui subventionne le Festival à hauteur de 9,4 millions de francs - un peu plus de 5 francs lui reviennent.

qui emploie 479 salariés dont la moitié sont originaires de l'agglomération, « induit la création de 92 emplois à plein temps chez ses fournisseurs et celle de plus de 1 000 emplois saisonniers dans les boutiques, les hôtels, les restaurants, les imprimeries, etc. ». Enfin, « l'ensemble des articles et des reportages audiovisuels représentent plus de 160 millions de francs en termes d'image ». Ils sont le fruit des cogitations de 509 journalistes qui ont couvert le Festival en 1995, dont 257 de Paris, 68 de la région, 54 venus de la France plus lointaine, et 130 de l'étranger. Avignon réunit au total 60 700 spectateurs, essentiellement recrutés dans le Grand Sud (à près de 50 %). Plus de 2 000 professionnels fréquentent aussi le Festival. Les journalistes sont les spectateurs les plus assidus, séjournant en moyenne huit jours dans la Cité des papes et assistant à six spectacles. Ils sont suivis par les professionnels (quatre jours ; trois spectacles) et par le public (deux jours ; deux spectacles).

On comprend mieux la tentation des villes d'allonger toujours plus la durée du Festival, pression d'urgence avec laquelle doit composer la direction artistique de la manifestation, étroitement dépendante de l'honneur municipal.

Inattendus parfums d'Afrique du Sud

Le Handspring Puppet de Johannesburg présente « Woyzeck on the Highveld », d'après Georg Büchner, avant « Faustus in Africa ! » la semaine prochaine

chansons, et beaucoup trop le corps d'un contremaître qui danse mieux que personne, et bien mieux que Woyzeck. A quelques détails près, on aura reconnu la tragédie fragmentaire, inachevée, de Georg Büchner. Elle est ici transposée de nos jours en Afrique du Sud par William Kentridge, metteur en scène de la Handspring Puppet Company de Johannesburg. Avant de rejoindre en 1991 cette compagnie de marionnettes troupe-phare dans son pays (Le Monde du 11 juillet 1996),

présenté trois jours seulement au Théâtre municipal - est un écran sur lequel est projeté un film qui sert d'arrière-plan à l'action sur la scène et en est l'un des éléments-clés : il peut devenir le lieu de représentation des images traversant l'imagination des protagonistes, figurer, en transparence, les déplacements des héros par un effet d'ombres chinoises, et devenir interactif, comme dans cette scène où le docteur et le capitaine fument tandis que leurs notes exhaustives s'impriment sur l'image...

n'écrit rien l'action qui se joue devant lui. William Kentridge a conçu deux espaces de jeu : la rue principale d'un village minier et, à l'avant-scène, un petit mur de bois qui figurera une table, un lit, ou le terrain d'aventure d'un inénarrable rhinocéros qui remplace avantageusement le cheval imaginé jadis par Büchner. Pour les scènes de rue, les manipulateurs-acteurs portent les marionnettes à bout de bras et on ne peut que les apercevoir à claire-voie, au-delà d'une palissade. A l'avant-scène, ils apparaissent en pleine lumière, vêtus comme vous et moi, sans que cette présence atténue en rien la force d'expression des marionnettes.

Une technique originale

William Kentridge, metteur en scène de fraîche date, est connu en Afrique du Sud principalement pour son travail graphique et ses dessins exposés souvent en Europe et en Amérique du Nord. Ayant pris l'habitude de les filmer pour conserver une trace de leur élaboration, il décide de réaliser de « vrais » films dont la matière soit ces dessins originaux au fusain qu'il altère au moment de la prise de vue par ajout ou par effacement. Il en résulte une œuvre noire, expressive, qui trouve une nouvelle dimension dans son interaction avec la scène et les marionnettes du Handspring de Johannesburg, qu'il a rejointes en 1991.

Les dessins animés ainsi réalisés sont essentiellement en noir et blanc. Par deux fois, le réalisateur-metteur en scène injecte un rouge violent, comme le sang de Marie perçant sous le couteau de Woyzeck.

A sa juste place dans le dispositif scénique, cet écran magique

Olivier Schmitt

Les défilés de l'hiver 1996-1997 reflètent le vieillissement d'une institution

On cherche en vain l'identité des maisons, désormais engagées par leurs financiers dans une guerre sans véritable stratégie, qui brouille la mémoire et l'avenir d'un métier suspendu aux coups médiatiques

DES HOLOGRAMMES de robes sur des ombres de femme : plus le monde de la couture se réduit, à la manière d'une peau de chagrin - deux cents maisons en 1946, quarante en 1966, seize défilés seulement en 1996 -, et plus la silhouette s'étire, ainsi que l'ont montré les collections de l'hiver 1996-1997 présentées à Paris du 6 au 10 juillet.

Une farandole de dentelles noires superposées telles de luxueuses toiles d'araignée (Pierre Balmain), de papillons japonais (Hanae Mori), beaucoup de paillettes vieill or et d'envoies de mousseline mauve et « cuisse de nymphe ». La saison semble dédiée à la femme-étui, rêvant de nuits folles et de charleston dans un cortège endeuillé. Une créature de chair et de fumée, dont les robes extrêmement légères sont brodées, comme l'explique le parurier François Lesage, « de milliers de perles sur des tulle de soie, comme une poussière de lumière qui permet de deviner le corps, dans un jeu d'ombres chinoises... »

Pour Chanel, il a repris les broderies Coromandel, déjà présentées par la maison il y a treize ans, soit des sculptures de feuilles d'or

sur des bases de paillettes : six cents heures de travail pour une robe. Des robes si fines que la blonde Claudia Schiffer n'a pas été retenue pour le « casting », concurrencée par les belles androgynes comme Stella Tennant, cheveux noirs, branches saillantes et silhouette allumette.

Bien des thèmes figurant dans le prêt-à-porter de l'hiver 1996,

cabaret et strass, pyjamas du soir, longs manteaux ourlés de faux singe ou de vrai vison. Le cheveu est plaqué et la ligne interminablement longiligne, collant au corps des nouveaux top-modèles - Chandra, Caroline Murphy, Georgina, Guinever.

Mais la haute couture révèle aujourd'hui ses limites, reflets d'une crise du goût français. Les effets

Lee Young Hee et ses costumes de vent

Créatrice de *hanboks*, costume traditionnel dont le nom signifie « vêtement » en coréen, Lee Young Hee a offert un défilé aux couleurs de la nature et des temples bouddhiques, matins calmes de soie et de ramie. Dans l'Orangerie du Luxembourg, habillée de blanc et transformée jusqu'au 21 juillet en lieu d'exposition, elle présente également sa collection privée : depuis les *whejang chogori* du XVI^e siècle jusqu'aux anneaux d'argent ciselé en passant par les jarres et les manteaux de cérémonie, voici révélée l'âme d'une Corée millénaire et moderne : une leçon de beauté qui réconcilie les êtres et les choses, au nom d'un certain art de vivre, tel que la haute couture le célébrait hier.

présenté en mars, sont repris par les couturiers, avec beaucoup de citations des années 20. On retrouve pêle-mêle les garçonnets de Van Dongen et les références au Berlin de Helmut Newton : noir

de style ou au contraire les vieux standards, le fantôme vivant de la vieille cliente ou bien sa négation pure et simple, le mieux-disant humanitaire, dissimulant mal une absence de projet, de direction pour le XX^e siècle. « La haute couture ne produit plus la mode, elle se contente de conserver son image en réalisant des chefs-d'œuvre d'exécution », déplore Ralph Toldano, président de Guy Laroche, dernière maison en date à avoir supprimé ses ateliers de sur mesure.

Nouvelle tarte à la crème de l'Audimat, le futur doit, pour se justifier, rimer avec caricature : voir la sortie, sur le podium du carrousel du Louvre, d'Olivier Lapidus présentant, comme lors d'une émission de télé-achat, un « vêtement en soie naturelle, doublure au milar, résistances souples reliées à des cellules photovoltaïques monocristallines reliées à un programmeur ». Dans ce pays où la création continue d'être isolée de l'industrie et du marketing, la confusion règne.

L. B.

LES MAILLES DE LA GRAND-MÈRE

La poussière fait le reste. Tout se passe comme si un couturier français devait, pour être reconnu comme tel, habiller sa mère, quand les Américains habillent leurs filles et les Italiens leurs sœurs. Présentée au Ritz avec en bande sonore le duo Elton John-Pavarotti, la collection de Gianni Versace brille moins par son originalité que par l'énergie que ces lignes noires, traversées d'ellipses rouges, bleues, ces découpes athlétiques inspirent.

« Cette saison, on déballe les mailles de la grand-mère et de l'arrière-grand-mère », affirme François Lesage. Sous le signe du Directoire et des Merveilleuses de la Nouvelle Athènes, la collection de John Galliano chez Givenchy exhale le parfum entêtant d'un bouddoir sans fenêtre. Le goût pour les

archives et l'autocitation triomphe, faute d'enjeu, de contrainte autre que visuelle. Un an jour pour jour après le départ de Hubert de Givenchy, quarante ans d'une maison semblent déjà partis en fumée.

Les collections de haute couture ne font que révéler la perte d'identité de ces maisons, engendrées par leurs financiers dans une guerre des contrats sans véritable stratégie, qui brouille la mémoire et l'avenir d'un métier suspendu aux coups médiatiques d'une saison. On a cru apercevoir un peu de Lacroix chez Lapidus, un peu de Chanel chez Balmain, un peu de Givenchy-Saint Laurent chez Nina Ricci, etc. La « grande tendance » de l'hiver est un point d'interrogation : qui succédera à Gianfranco Ferré chez Dior ? Une pluie de noms s'est abattue sur le public, des Américains Isaac Mizrahi ou Marc Jacobs et Tom Ford (le stylist de Gucci) à l'anglaise Vivienne Westwood, en passant même par John Galiano, Christian Lacroix.

« PETITE MUSIQUE »

Le défilé de ce dernier fut un moment de grâce, rendant à Paris son titre d'exception. Au premier passage, on est comme possédé par une apparition, ce chaud-froid de mauves, d'or et d'absinthe sur Linda Evangelista en reine suramoureuse. Loin des dévotions de classe pour arlésienne 3^e Avenue, le trait s'affranchit avec bonheur : les dentelles de peau et les tulle aurore frémissent, les couleurs bouillonnent dans l'alambic des rêves. Avec cette collection, Christian Lacroix prouve une nouvelle fois que le vrai luxe est d'imposer sa différence, sa « petite musique » redonnant à la mode sa part d'irréalité et de désir.

La « haute couture » telle qu'elle existe aujourd'hui reflète le vieillissement de ses structures et de ses règles héritées de Vichy (1943), fixant le nombre des passages et des ouvrières. Revisées en 1993, elles devraient être renouvelées. « Le comité directeur de la fédération réfléchit à l'évolution de la profession. Les décisions ont été prises, qui s'appliqueront dès l'année prochaine, pour faire en sorte que la chaîne de compagnonnage se reconstitue », annonce Didier Grumbach, président de Thierry Mugler, à l'origine de cette « réflexion ».

Mais trop d'énergies gâchées dans cette guerre des appellations, trop d'autosuffisance justifiant ici et là des poussées xénophobes, révèle la fragilité de la mode française, dont le problème n'est pas tant d'être copiée que de ne plus l'être. D'où l'allusion récente d'un quotidien de Taiwan comparant la haute couture française à « une très belle femme qui ne peut pas avoir d'enfant ».

Laurence Benaim

Yves Saint Laurent, les dames en noir

QUATRE-VINGT-ONZE modèles : la collection de haute couture la plus longue de la saison, et première du genre à être diffusée sur Internet, est signée Yves Saint Laurent, qui fait défilé aux rythmes de Strauss, Tchaïkovski, ou Gounod (« Je veux vivre dans un rêve »), les lignes d'une vie : tailleurs de « Madame de », caban de vison Wild, fourreaux de mousseline « gorge de pigeon et ailes de papillon », smokings.

Cette collection, tous l'applaudissent pour une raison particulière et secrète, qu'ils soient curés, femmes du monde, ou travestis. Sandales de satin à boucle de strass, boa de chichi de tulle, ses dames en noir avancent, caressées par les velours et les dentelles, avec cette audace voilée de pudeur. La ligne n'est jamais sèche, elle ondule à l'infini, sensuelle, câline, sous ces manteaux-kimono de velours, ces soirs d'Orient Express pailletés de lumière, comme des notes d'amour, égrenées au passage d'« une robe de crêpe de soie nuit ».

L. B.



Le défilé de Christian Lacroix (robes étroites et pantalons larges ci-dessus) est apparu comme un moment de grâce.



Yves Saint Laurent fait défilé les lignes d'une vie, ondulantes à l'infini (à droite).



حکایت النکاح

Paris, quartier d'été pourrait devenir le grand festival que la capitale espère

Cette ambition nécessite une réévaluation de ses subventions

Avec 6 millions de francs de subventions apportées par la Ville et par l'Etat, Paris, quartier d'été réussit à attirer un public qui, en 1995, a atteint cent dix mille personnes en un mois. Cette somme - non négligeable - n'est cependant pas suffisante pour que la manifestation satisfasse toutes les demandes de spectacles qui lui

Paris et Brigitte Mager à la Cité de la musique. On pourrait ainsi imaginer que les deux orchestres de Radio-France, l'Ensemble orchestral et des ensembles étrangers invités participent à un grand festival de musique. D'autant que l'argent public dépensé a des retombées économiques non négligeables, qui le seront d'autant moins demain que « le tourisme ne progresse plus à Paris, ce qui revient à dire qu'il va baisser si l'on ne change rien », ainsi que le souligne Hélène Icart, administratrice de Paris, quartier d'été. Mais, pour cela, il faudrait sans doute, comme le rappelle Patrice Martinet, que « Paris se dote d'une grande salle de concerts d'une capacité adaptée à ces grandes manifestations estivales tant demandées ».

Paris et Brigitte Mager à la Cité de la musique. On pourrait ainsi imaginer que les deux orchestres de Radio-France, l'Ensemble orchestral et des ensembles étrangers invités participent à un grand festival de musique. D'autant que l'argent public dépensé a des retombées économiques non négligeables, qui le seront d'autant moins demain que « le tourisme ne progresse plus à Paris, ce qui revient à dire qu'il va baisser si l'on ne change rien », ainsi que le souligne Hélène Icart, administratrice de Paris, quartier d'été. Mais, pour cela, il faudrait sans doute, comme le rappelle Patrice Martinet, que « Paris se dote d'une grande salle de concerts d'une capacité adaptée à ces grandes manifestations estivales tant demandées ».

Paris et Brigitte Mager à la Cité de la musique. On pourrait ainsi imaginer que les deux orchestres de Radio-France, l'Ensemble orchestral et des ensembles étrangers invités participent à un grand festival de musique. D'autant que l'argent public dépensé a des retombées économiques non négligeables, qui le seront d'autant moins demain que « le tourisme ne progresse plus à Paris, ce qui revient à dire qu'il va baisser si l'on ne change rien », ainsi que le souligne Hélène Icart, administratrice de Paris, quartier d'été. Mais, pour cela, il faudrait sans doute, comme le rappelle Patrice Martinet, que « Paris se dote d'une grande salle de concerts d'une capacité adaptée à ces grandes manifestations estivales tant demandées ».

Les paradoxes de la politique culturelle de Nancy

La chambre régionale des comptes souligne l'absence de vraie stratégie dans un secteur qui représente 20 % du budget de la ville

NANCY de notre correspondante La chambre régionale des comptes d'Epinal s'est penchée sur la politique culturelle nancéienne. Les magistrats spatiaux la qualifient de « riche de contrastes, pour ne pas dire de paradoxes » : Nancy se passionne plus pour les équipements que « dans la définition d'objectifs formalisant une véritable stratégie culturelle ». La culture, qui représente 25 % des dépenses de fonctionnement de la ville et 20 % du budget total, est caractérisée par quatre institutions dont personne ne conteste ici le caractère budgétivore. Pour 1995, les dépenses de fonctionnement s'établissent de la manière suivante : avec 43 millions de francs, l'Opéra-Théâtre de Nancy est le plus lourd pour la ville, suivi par l'Orchestre symphonique et lyrique (24 millions de francs), le Ballet national de Nancy et de Lorraine (10,2 millions de francs) et le Centre dramatique national de Nancy (3,1 millions de francs).

La Cour note encore que le service des affaires culturelles n'a pas la possibilité d'être l'« interlocuteur direct et permanent des institutions culturelles » et, de ce fait, « ne saurait être regardé comme acteur privilégié et moteur de la dynamique culturelle nancéienne ». Des observations que le jeune conseiller socialiste, Abel Hermel, qui souligne l'absence de coordination culturelle constatée par la Cour, résume en déclarant : « Nancy n'a pas les moyens logistiques de sa politique culturelle ». « On peut se demander, ajoute un autre socialiste, Jean-Louis Thiébert, si Nancy n'a pas une politique culturelle trop ambitieuse pour une ville de cent trois mille habitants. » André Rosinot, maire UDF radical, a pris bonne note des conclusions de ce qu'il considère comme « un audit gratuit » qui vient

Le programme

● Musique. Concerts promenades aux Arènes de Lutèce, salle Wagram, cour d'honneur de la Sorbonne, église Saint-Basile. Concerts de musique classique, populaire. 50 R. Jazz à l'Hôtel d'Albret, avec Paul Mordan, Steve Swallow Quintet, Djon, Henri Texier Sextet, etc. 90 F et 110 F. ● Danse. Martha Graham Company, Ballets de Monte-Carlo et José Nadi. Palais-Royal, place Colette, Paris 1^{er}. 80 F et 100 F. ● Théâtre. Le Chevalier, d'après Aristophane, mise en scène de Mario Gonzales. Musée de Cluny, Paris 5^e. ● Parade. Défilé fantasque associant amateurs et professionnels, jardins des Tuileries, le 27 juillet. Entrée libre. ● Cirque. Le Cirque au Jardin des Tuileries. 60 F et 80 F. Et bien d'autres spectacles encore. Renseignements, tél. : 44-63-64-40. 3615 FNAC.

Des paris musicaux bien tenus

LES CONCERTS GRATUITS organisés dans les jardins et les parcs parisiens par Paris, quartier d'été font partie des délectations estivales. Créées autour du kiosque à musique du jardin du Luxembourg, puis aux Tuileries, ces sessions de bonne humeur exotique ont aujourd'hui essaimé à la Goutte-d'Or, aux arènes de Montmartre, au Jardin de Belleville, ou au château de Maisons-Laffitte. A chaque fois, c'est une heure de détente, de découverte libre, d'ouïe le bavardage entre voisins n'est pas exclu.

Paris, quartier d'été a organisé des concerts mémorables au Palais Garnier : une soirée dédiée à la star négalaise Youssou N'Dour, d'autres consacrées aux musiques tsiganes, de l'Inde à l'Andalousie, à une époque où le concept n'était pas encore à la mode. Le Bal moderne, exercice bilantier et décontractant, organisé par des chorégraphes pour les danseurs en herbe aura rempli bien des soirées d'été, jusqu'à être victime de son succès.

La Villette, qui a pris pour habitude d'organiser des bals-concerts tous les dimanches (on n'y manquera pas le Cap-Verdien Tito Paris et le Malgache Jaojoby, le 21 juillet), la Grande Halle, la Cité de la musique, et deux salles de spectacles (le Zénith et le Hot Brass), en passe de devenir l'un des pôles musicaux les plus actifs de la capitale. C'est là que Paris, quartier d'été a choisi de présenter Traversée des musiques juives - des chants de l'Éthiopie aux orchestres klezmers américains. Une occasion unique de marier les voix de Raoul Journo, anctore de la chanson juive d'Afrique du Nord, les psaumes de David d'Esther Lamandier, les chants yéménites de l'Israélienne Ora Shter et l'esprit de la fête yiddish.

Dans un gros bourg des Deux-Sèvres, Sonjal Septet ranime la flamme du jazz

10^e FESTIVAL DE PARTHENAY (79) : Jazz au fil de l'eau. Bruno Chevillon « Pasolun », Stefan Oliva et François Raulin « Tribute to Tiziano », Betty Carter trio (le 12 juillet) ; Myra Melford trio, Christophe Marguet trio, Louis Sclavis « Projet spécial » (le 13) ; anciens stagiaires du festival, Tito Zambik, Claude Barthélemy, Monotaur Jazz Orchestre (le 14). Tél. : (16) 49-64-24-24.

PARTHENAY de notre envoyé spécial D'abord il y a ce groupe, Sonjal Septet, ce projet, cette formule, comme vous voudrez, qui a de l'allant, de l'ailleurs, belles gaudes et maintes fois assurés en scène, les sélectionnés des jeunes leaders par le plus entreprenant des rouleurs de fond, Henri Texier (contrebasse, compositeur), trente ans de musique sur tous les fronts, autant d'idées chaque matin que d'autres en trente ans. Ce septet devrait être partout, sur les plages, sous les tentes, dans les salles polyvalentes à chaises en montgolfière avec haut-parleurs, il l'est presque : après Vienne, Nice (le 14 juillet), Paris dans la cour de l'Hôtel d'Albret (le 1^{er} août), Assier dans le Lot (le 10), Mulhouse (le 23). Ce n'est pas mal. C'est aussi un état des lieux assez impitoyable. Parce qu'enfin, ce septet a une flamme qu'on n'a pas vue depuis longtemps. Pourquoi ? Pas en ce qu'il dépasserait telle rencontre, bénéficiant du hasard et de la rareté (le jazz, la musique improvisée, tels qu'ils vont, au gré du marché et des regrets), mais dans sa régularité constitutive. Henri Texier a un fils, un jeune musicien (anches). C'est le lot de l'artiste moderne. Résultat, il intègre à une belle section de souffleurs : Julien Lourau qui est au-delà des preuves faites et Fran-

çois Corneloup (baryton), auteur d'une intervention mémorable au début du concert. Deux alliés pour relancer la machine et baliser l'espace ou faire sauter les drapeaux du terrain : Bojan Zulfikarpasic (piano) et Noël Akchoté (guitare) ; ou voit les axes souterrains (Bojan Z.-Texier, Akchoté-Lourau). Une rythmique éprouvée pour venir : Jacques Mahieux (batterie) et le contrebassiste leader, Texier Sonjal Septet a vite trouvé ses marques. A peine remis du succès d'Azur Quartet (avec Bojan Z., déjà), sans s'en user ni se laisser dépasser, Texier a recruté cette bande émergente très digne, dans l'esprit de Mingus, des grandes fureurs collectives, d'une certaine joie de jouer, mais aussi dans l'esprit très retenu de l'évocation (hommage à Art Taylor, par exemple). Gros travail d'arrangement, de mise en place qui donne au groupe une élasticité très particulière, une dynamique et une rumeur de fond sans retombée. Ce qui est bien, c'est ce retour à l'évidence complexe : pas de triche, pas de chantage au volume sonore ou à la séduction, la musique avec sérieux, avec bonheur, juste pour voir jusqu'où peut aller un musicien bien secoué.

L'AMOUR DES MUSICIENS A Parthenay, deuxième point, festival né d'une association en sous-préfecture qui ne s'est pas greffée sur les tournées patentes et les bénéfices de prestige (toute une politique culturelle), on avoue un peu timidement aimer autant les musiciens que la musique. Toute l'histoire du jazz est là. Quand on songe au monument de convention platé que représentent les grands groupes en tournée (des noms ? Le trio des champions du monde de la guitare, le quintet de luxe de Chick Corea et sa bande-annonce, dédiée à Bud Powell qui sonne aussi juste qu'un jingle publicitaire), on a un

brusque intérêt pour ces types qui là-bas, dans les Deux-Sèvres, dans un gros bourg agricole, n'écoulaient que leur amour discret des musiciens et font défilier Tiziano, Eric Lohrer (guitare), David Murray (saxophone), Pierre de Bethmann (piano), Peter Erskine (batterie) avec John Taylor (piano) et Palle Danielsson (basse), Henry Threadgill (saxophone) dont c'est le seul concert en France (il est en revanche à La Haye et à Vitoria), Stefan Oliva et François Raulin (pianos), Bruno Chevillon, Louis Sclavis et l'immeuble Betty Carter... Dernier exemple : en première partie du Sonjal Septet, un trio, celui de Jean-François Canape (trompette) et Michel Godard (tuba), pivotant autour de l'homme

CINÉMA

ACE VENTURA EN AFRIQUE Film américain de Steve Oedekerk. Avec Jim Carrey, Ian McNeice, Simon Callow, Maynard Eziach. (1 h 38). Après le succès du premier Ace Ventura, puis le triomphe de The Mask, qui a consacré la star caoutchouteuse Jim Carrey, retour prévisible du détective mal embouché spécialisé dans le sauvetage des bestioles de compagnie, bonnes ou mauvaises. C'est une immense chausse-souris abîmée et dentée que doit retrouver cette fois le héros pétonne. Prétexte de pure convention : il s'agit d'éviter une guerre tribale fomentée par un méchant administrateur colonial afin de s'approprier de fabuleuses mines de guano - on est scato ou on ne l'est pas. Effet spécial vivant (statut dans lequel ses talents particuliers sont infiniment plus convaincants qu'avec l'usage intensif des trucages numériques du Moski, Jim Carrey donne libre court à une verve tout entière inspirée des plus défilants dessins animés, époque Tex Avery ou Chuck Jones. C'est un peu mince pour tenir la durée d'un long métrage, mais, scène par scène, souvent d'une vigoureuse et inventive impertinence. Grimant, érucant, se contorsionnant, bondissant sans rime ni raison, contrefaisant voix et posture, Ventura est un personnage sympathique à la (démure de ses excès mêmes : par l'impression qu'il donne de gaspiller sans cesse plus de possibilités burlesques qu'il n'en exploite, en un glâcis désinvolte et gouailleux. - Jean-Michel Frodon

SAISON DE L'OPERA 1996

71^e Festival

5 juillet - 1 septembre

Deux numéros vous suffisent pour réserver vos places à l'Arena.

Celui-ci : 1939+45+8005151

et celui de votre Carte de Crédit.

CartaS

UNICREDIT

Meridiana

CARMEN - NABUCCO

AIDA - IL BARBIERE DI SIVIGLIA

ANTONIO E CLEOPATRA

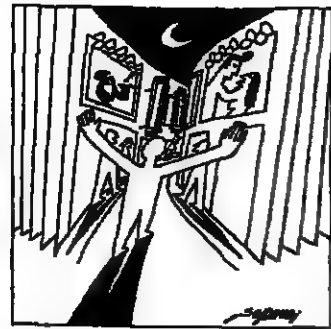
Le nouveau service Réservations par Téléphone réalisé par l'Ente Arena en collaboration avec la Banque CARIVERONA vous permet de réserver et d'acheter par votre Opéra Préféré. Pour effectuer le paiement il vous suffit de communiquer le numéro de votre carte de crédit. Vous pourrez retirer vos billets à l'Arena le soir du spectacle. C'est pratique. n'est-ce pas ?

Les gosiers de Saint-Cyr

A Versailles, des voix jeunes servent la musique des couvents

LES DEMOISELLES pensionnaires de Saint-Cyr vivaient en une exquise « prison » musicale : la fine fleur des musiciennes de l'époque composait pour leurs sublimés gosiers. Madame de Maintenon, qui veillait au grain et tâchait de ne point leur laisser chanter des musiques trop tendres, avait le goût sûr. Aussi le fonds musical légué, encore en grande partie inconnu, mérite-t-il une exhumation.

L'organiste Emmanuel Mandrin, qui se passionne depuis de nombreuses années pour la musique



des couvents, a réuni un magnifique ensemble de voix jeunes, proches certainement de celles des demoiselles de l'époque. Les pièces de Marc-Antoine Charpentier réunies pour ce programme, écrites pour Port-Royal, sont de la plus belle facture. On se réjouit qu'un disque suive bientôt.

Œuvres de Charpentier et Giamberti. Emmanuel Mandrin (orgue, direction).

★ Versailles (78). Chapelle royale du château. 17 h 30, le 13. Tél. : 39-20-78-00. De 70 F à 130 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Week-end Chine au parc de La Villette

Sous l'intitulé « Jeune Chine/Céleste Empire », le parc de La Villette accueille, au travers d'un parcours spectacle, trente artistes chinois. Le vendredi 12, dans les jardins et prairies du parc de La Villette, deux parcours (16 heures et 17 h 30), avec des perchistes, de la musique traditionnelle, les Polyphonies Dong, des acrobates et des danseurs. Le samedi 13, au kiosque à musique : les Polyphonies Dong (19 h 30), de la musique classique traditionnelle populaire (19 h 45), un numéro de jeunes acrobates (20 heures), un opéra chinois (20 h 15), de la danse (21 heures), et un concert rock, avec Dou Wei, pour la première fois en Europe (21 h 15).

Parc de La Villette, 21, avenue Jean-Jaures, Paris 19. M^o Porte-de-Pantin. A partir de 16 heures, les 12 et 13 juillet. Tél. : 40-03-75-03. Accès libre.

Djelli Moussa Diawara joueur de kora, la harpe africaine, comme son frère Mory Kanté, Djelli Moussa Diawara est resté proche de la tradition des griots. D'origine guinéenne, il a effectué sa formation musicale au Mali. Son dernier album, *Sobindo* (Celtelud/Aleluia), affectionne les ballades, sans exclure des petits

airs de salsa, entendus de ci-de là dans la grande Afrique. Le *Moloko*, 26, rue Fontaine, Paris 9. M^o Blanche. De 20 heures à 22 heures, le 12. Tél. : 42-74-50-26. 40 F.

Nina Hagen L'ancienne prêtresse punk du rock allemand avait tendance, ces dernières années, à préférer les numéros de cabaret à l'urgence musicale. Surprise, les affiches annonçant ce nouveau concert reproduisent la pochette de son premier album. Signe d'un retour aux sources ?

Palace, 8, rue du Faubourg-Montmartre, Paris 9. M^o Rue-Montmartre. 20 heures, le 12. Tél. : 42-46-10-57. De 135 F à 150 F. Flora Purim/Aldo Moreira La musique brésilienne a souvent fait bon ménage avec le jazz, captivant une partie de son public grâce à un swing plutôt joyeux, brodé au piano ou à la guitare. Les thèmes, ouverts à l'improvisation, et la modernité de la bossa-nova, servis par des voix souples, comme celle de Flora Purim (sœur de Yana Purim), favorisent ces croisements radicaux, toutes fois légèrement linéaires. *Hot Brass*, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19. M^o Porte-de-Pantin. 20 heures, le 12. Tél. : 42-00-14-14. 120 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

ACE VENTURA EN AFRIQUE Film américain de Steve Oedekerk (1 h 38).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réserve : 40-30-20-10).

AME COESARINE Film brésilien de Carlos Reichembach (1 h 50).

VO : L'Arrière, 4 (42-78-47-88). BAÏTO CHIEN-LOUP, HÉROS DES NEIGES Dessin animé américain de Simon Wells (1 h 14).

VF : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00) ; UGC Triomphe, dolby, 8^e ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réserve : 40-30-20-10) ; Mistril, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (48-28-42-27) ; réservation : 40-30-20-10 ; Pathé Wexler, dolby, 18^e (réserve : 40-30-20-10).

CAFÉ SOCIETY Film américain de Raymond De Felitta (1 h 53).

VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (40-39-39-40) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14 juillet Odéon, dolby, 8^e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7^e (réserve : 40-30-20-10) ; Publics Champs-Élysées, 8^e (47-20-76-23) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réserve : 40-30-20-10) ; Mistril, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (48-28-42-27) ; réservation : 40-30-20-10 ; Pathé Wexler, dolby, 18^e (réserve : 40-30-20-10).

PLANÈTE HUMAINE Film américain de Christian Duguay (1 h 48).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (43-59-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

THE SUBSTITUTE (*) Film américain de Robert Mandel (1 h 40).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Odéon, 8^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e.

UNE HISTOIRE D'AMOUR À LA COR Film français de Henri-Paul Korchia (1 h 25).

Elysées Lincoln, 8^e (43-59-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

(*) Film interdit aux moins de douze ans.

LES PUBLICATIONS du Monde

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

Commandez vos livres par Minitel

3615 LEMONDE

RÉGION

MUSIQUE CLASSIQUE

FESTIVAL D'AZ

Schumann, Wolf : *Lieder*. Mitsuko Shirai (soprano), Hartmut Holl (piano). 21 h 30, le 15, à l'Hôtel Maynier d'Oppède. Haendel : *Sémélé*. Rosamary Joshua (Sémélé), Rockwell Blake (Jupiter), Kathleen Kuhlmann (Luna), Charlotte Hellekant (Ino), Chœur et orchestre Les Arts Florissants. William Christie (direction). Robert Carlsen (mise en scène). Théâtre de l'Archevêché, 21 h 15, les 16, 19, 21, 23, 26 et 28 ; Mozart : *Symphonie concertante pour violon, alto et orchestre*, Brahms : *Concerto pour piano et orchestre n° 1*, Schubert : *Symphonie n° 9 « la Grande »*. Hélène Grimaud (soprano), Orchestre européen du Festival d'Az, Jeffrey Tate (direction). Théâtre de l'Archevêché, 21 h 30, le 17. Mondovian : *Motets*. Chœur et orchestre Les Arts Florissants. William Christie (direction). Théâtre de l'Archevêché, 21 h 30, le 18. Jusqu'au 27 juillet. Tél. : 42-17-34-34. De 90 F à 890 F.

FESTIVAL INTERNATIONAL DE MUSIQUE BAROQUE DE BEAUNE Œuvres de Haendel. Le Seminario Musicale de Gênes (direction). 21 heures, le 13 ; Bach : *Messe en si*, Sybilla Rubens (soprano), Andreas Scholl (haute-contre), Mark Padmore (ténor), Peter Kooy (basse), Collège Vocal de Gand, Philippe Herreweghe (direction). 21 heures, le 19. Basilique Notre-Dame. Impasse Notre-Dame, 21 Beaune. Jusqu'au 28 juillet. Tél. : 80-26-21-30. De 70 F à 280 F.

BORDEAUX Mozart : *Les Noces* de Figaro. Marc Barard (Figaro), Vincent Le Texier (le comte Almaviva), Danielle Bost (la comtesse Almaviva), Mayeul Bouchet (Susanna), Delphine Haldan (Cherubino), Romano Franceschetto (Bartolo), Hanna Schaefer (Marcellina), Ricardo Casinelli (don Basilio), Chœur du Grand-Théâtre de Bordeaux, Orchestre national Bordeaux-Aquitaine, Gérard Grisey (direction). Grand-Théâtre, 46, avenue du Parc-de-Lezures, 33 Bordeaux. 20 heures, les 17, 19 et 21. Tél. : 56-46-58-54.

FESTIVAL DE RADIO-FRANCE ET DE MONTPELLIER Schmidt : *L'Apocalypse, le livre aux sept sceaux*. Eva Kirchner (soprano), Yvonne Naef (mezzo-soprano), Werner Günter (ténor), Robert Carlsen (mise en scène). Grand-Théâtre, 46, avenue du Parc-de-Lezures, 33 Bordeaux. 20 heures, les 17, 19 et 21. Tél. : 56-46-58-54.

FESTIVAL DE RADIO-FRANCE ET DE MONTPELLIER Schmidt : *L'Apocalypse, le livre aux sept sceaux*. Eva Kirchner (soprano), Yvonne Naef (mezzo-soprano), Werner Günter (ténor), Robert Carlsen (mise en scène). Grand-Théâtre, 46, avenue du Parc-de-Lezures, 33 Bordeaux. 20 heures, les 17, 19 et 21. Tél. : 56-46-58-54.

CHORÉGRAPHE D'ORANGE Orfi : *Carmina Burana*. Natalie Dessay (soprano), Jean Nirozet (ténor), Mark Oswald (baryton), Chœur de la Sociedad Coral de Bilbao, Maître et chœur de piano n° 1 d'Orange, Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille, Chœur et Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction). 21 h 45, le 16, au Théâtre antique. Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « Kreutzer »*. Debussy : *Sonate pour piano et piano n° 1 d'Orange*. Chœur de l'Opéra de Marseille,

Fusion annoncée entre les deux principaux producteurs de fiction audiovisuelle

AB Productions et Hamster renforcent leur poids face à TF 1

« HÉLÈNE » pourrait prochainement avoir un garçon supplémentaire à ses pieds en la personne de l'inspecteur Navarro. En effet AB Productions, dirigé par Claude Berda, vient de prendre une option décisive sur le contrôle de Hamster Productions, en finançant le rachat par Pierre Grimblat, actuel PDG de Hamster, des 33,3 % que le network américain ABC détenait dans Hamster.

Pierre Grimblat, soixante-quatre ans, qui possède en propre 48 % de Hamster, rachète, grâce à l'argent d'AB Productions, les 33,3 % d'ABC et les 15 % du directeur général, Nicolas Traube, qui quitte la société et s'apprête à prendre des fonctions dirigeantes à France 2. En retour, Pierre Grimblat devrait revendre le contrôle de la société (tout ou la moitié du capital au moins) à Claude Berda, PDG et principal actionnaire d'AB Productions avec son associé Jean-Luc Azoulay.

Cette fusion entre les deux principaux producteurs de fiction audiovisuelle est le résultat d'un conflit larvé au sein de Hamster entre Pierre Grimblat et son dauphin, Nicolas Traube. Depuis deux ans, le premier avait pris de la distance vis-à-vis du fonctionnement général de Hamster, mais tergiversait pour céder ses parts à Nicolas Traube, qui restait directeur général et dauphin en titre. La direction effective de Hamster était le fait de Nicolas

Traube, mais le principal actionnaire se désignait mal à en tirer les conséquences.

Lassé de cette situation flottante, ABC, présent dans le capital de Hamster depuis 1993, avait donc choisi de se retirer. Nicolas Traube, qui avait entrepris de monter un tour de table, avec l'accord de Pierre Grimblat, pour racheter les parts du network américain semble avoir été surpris par la volte-face du fondateur qui a surenchérit grâce aux capitaux de Claude Berda. ABC ayant vendu ses titres au plus offrant, c'est aujourd'hui Nicolas Traube qui part et négocie la cession de ses titres à Pierre Grimblat. Les montants sont tenus secrets et Claude Berda se refuse à tout commentaire.

Au-delà des péripéties de personnes, ce rapprochement entre les deux plus gros producteurs de fiction

pourrait bien bouleverser la donne, jusque-là très figée, des rapports de force producteur-diffuseur. Si Claude Berda, qui a acquis un réel savoir-faire dans la production de fictions légères (sitcoms), prend le contrôle effectif de Hamster, qui maîtrise des fictions de haut de gamme, il devient un interlocuteur de poids face à Patrick Le Lay, PDG de TF 1. Ce dernier pourrait bien se retrouver dépendant d'un unique fournisseur pour ses tranches horaires de 17 à 19 heures, mais aussi pour ses premières et secondes parties de soirée consacrées à la fiction télévisée (« Navarro », « Julie Lescaut »...). Les grilles de prix jusqu'à pratiquées par TF 1 vis-à-vis des producteurs de fiction pourraient alors changer. En outre, grâce à Hamster, les productions légères d'AB pourraient faire une percée dans les grilles du service public. Jusqu'à

présent, excepté une tentative malheureuse à l'été 1995, les séries AB n'ont jamais trouvé de débouché ailleurs que sur TF 1.

Enfin, les 450 heures de fiction déjà produites et distribuées par Hamster pourraient utilement rejoindre le catalogue AB. Ces centaines de kilomètres de pellicule trouveraient à s'employer pour alimenter le bouquet de chaînes de télévision qu'ABSat, filiale d'AB Productions, s'apprête à diffuser en numérique et par satellite sur la zone francophone. Ce bouquet numérique a pour ambition de concurrencer ceux de Canal Plus et de Télévision par satellite (TPS), lancé prochainement par TF 1, France Télévision, France Télécom, M 6, la CIL et Lyonnaises communications.

Yves Mamou

« Navarro », « L'Insti », le « Club Dorothée »...

■ Hamster Productions. Avec un chiffre d'affaires de 250 millions de francs environ, il est le premier producteur de « fiction lourde », celles qui coûtent le plus cher et qui sont diffusées en première partie de soirée. Cette société est à la fois un style et une marque de fabrique pour des séries à héros récurrents comme « Navarro » ou « L'Insti » et des feuilletons célèbres comme « Le Chateau des oliviers ».

Comme son challenger Télé France (« Julie Lescaut »...), Hamster souffre du sous-financement de la fiction par les chaînes et les rentrées de son catalogue ne lui permettent pas de financer autant qu'il le souhaiterait les dépenses pour le développement de nouveaux concepts.

■ AB Productions. L'entreprise réalise un chiffre d'affaires d'environ 1 milliard de francs. Il se

répartit comme suit : un tiers pour la production de fictions légères (300 demi-heures par an), un tiers pour la distribution de programmes et un tiers pour l'édition musicale, la vente de produits dérivés, la production et la distribution de films de cinéma. Grâce au succès du « Club Dorothée », AB est devenu le plus gros fournisseur de programmes jeunesse de TF 1.

Le juge Joly perquisitionne au siège de la SNCF

Journée d'interrogatoire pour M. Le Floch-Prigent

LE JUGE D'INSTRUCTION parisien Éric Joly a conduit, vendredi matin 12 juillet, une perquisition au siège de la direction générale de la SNCF, rue Saint-Lazare (9^e arrondissement). Escortée par les policiers de la brigade financière et par un magistrat du parquet de Paris, M^{me} Joly s'est rendue jusqu'au bureau de Loïc Le Floch-Prigent, actuel PDG de la société nationale, qui avait été extrait de la maison d'arrêt de la Santé pour les besoins de cette perquisition. Les enquêteurs se sont également rendus, sur l'ordre du juge, au domicile de la compagne de M. Le Floch-Prigent, rue d'Artois (8^e arrondissement). Mis en examen, le 4 juillet, pour « abus de biens sociaux et recel, recel d'abus de confiance, diffusion de fausses informations et présentation de faux bilans », et placé en détention provisoire (Le Monde du 6 juillet), l'ancien président d'Elf-Aquitaine devait ensuite être interrogé par le juge Joly, vendredi après-midi, sur les faits qui lui sont reprochés.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris doit, par ailleurs, examiner lundi l'appel formé contre son mandat de dépôt par M. Le Floch-Prigent. Mis en cause pour des faits intervenus alors qu'il présidait Elf-Aquitaine – et notamment le renflouement, par le groupe pétrolier, des sociétés de Maurice Bidermann –, M. Le Floch-Prigent avait mis en avant, face au juge, les « conséquences » qu'entraînerait son

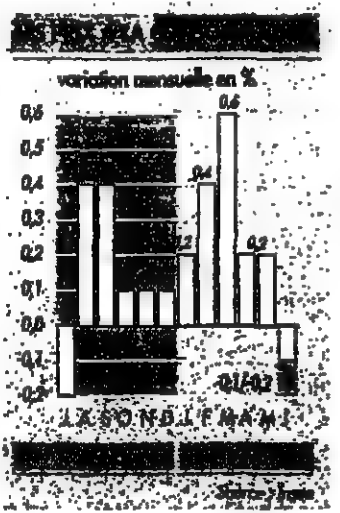
éventuelle incarcération sur les négociations en cours avec les personnels de la SNCF. Quelques heures après son incarcération, son avocat, M^{me} Olivier Metzner, avait indiqué qu'il n'entendait pas démissionner de ses fonctions actuelles. Le PDG de la SNCF a, par ailleurs, reçu le soutien public de plusieurs syndicats. Le gouvernement a, pour sa part, fait comprendre que le maintien de M. Le Floch-Prigent à la tête de la SNCF était suspendu à la décision de la chambre d'accusation. Si celle-ci devait confirmer le mandat de dépôt, « le remplacement », avait estimé le président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, Michel Rocard.

L'ancien PDG d'Elf est soupçonné d'avoir bénéficié, ainsi que son épouse, de « faveurs » consenties par M. Bidermann en contrepartie des soutiens accordés par Elf à son groupe de prêt-à-penser. M. Bidermann a lui aussi été placé en détention provisoire par M^{me} Joly, de même que l'ancien directeur du patrimoine immobilier d'Elf, Jean-François Pagès. Ce dernier est soupçonné d'avoir monté une série d'opérations immobilières qui ont conduit au versement de quelques 162 millions de francs de commissions, entre 1991 et 1993, dont l'essentiel semble avoir alimenté les comptes d'une société luxembourgeoise.

Hervé Gattégno

Les prix à la consommation ont baissé de 0,1 % à 0,2 % en juin

LES PRIX à la consommation en France ont baissé de 0,1 % à 0,2 % en juin par rapport à mai, selon l'indice provisoire publié vendredi 12 juillet par l'Insee. Ce résultat ramène la progression de l'inflation sur un an entre 2,2 % et 2,3 % (contre 2,4 % fin mai). Ce recul s'explique notamment par la baisse des produits frais dans l'alimentation (-0,6 %) et celle de l'énergie (-0,7 %). Les prix des produits manufacturés sont restés stables malgré une baisse de 0,5 % dans l'habillement et la chaussure. Les prix des services publics ont progressé de 0,4 %, en raison de la hausse des tarifs aériens. Depuis le début de l'année, l'inflation est comprise entre 1,3 % et 1,4 %.



■ VACHE FOLLE : la Cour européenne de justice a rejeté vendredi 12 juillet la demande de la Grande-Bretagne de suspendre l'embargo frappant ses exportations mondiales de viande de bœuf. Londres avait déposé une requête en arguant notamment du caractère illégal, à ses yeux, de l'embargo en ce qui concerne les exportations vers les pays n'appartenant pas à l'Union européenne. (AFP)

■ AMIANTE : le groupe belge Eternit a évoqué, vendredi 12 juillet, la fermeture de son usine de Triel (Yvelines), à la suite de l'interdiction de l'utilisation de l'amiante à partir de janvier 1997, décidée par le gouvernement. Ce site, selon Eternit, ne peut être mis en conformité.

Les chronologies mensuelles du « Monde » sur Minitel

LES CHRONOLOGIES mensuelles du Monde, publiées dans les pages « Horizons » jusqu'en décembre 1995, sont désormais accessibles sur Minitel. Parallèlement à la recherche de références d'articles du Monde depuis 1990, le 3617 LMDOC permet de présenter l'accès à ces chronologies, organisées en rubriques « International », « France » et « Culture », et complétées d'éclairages sur les grands sujets d'actualité du mois. Ce nouveau service, qui offre davantage d'informations économiques et culturelles que dans la version publiée précédemment, propose déjà quatre mois en ligne, de janvier à avril 1996 (3617 LMDOC ; 5,57 F/min).

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 12 juillet, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 21892,60 +0,32 +9

Hong Kong Index 10921,40 +0,09 +9,29

Tokyo Nikkei sur 3 mois

2222

2222

2222

2222

2222

2222

2222

2222

2222

2222

2222

2222

2222

2222

2222

2222

2222

2222

2222

2222

2222

2222

2222

2222

2222

Quand Orwell dénonçait au Foreign Office les « cryptocommunistes »

ON SAVAIT que l'itinéraire de George Orwell, malade l'empêchant de prendre la plume lui-même, il propose à Celia Kiwan, par ailleurs la belle-sœur de son ami Arthur Koestler, une liste de noms d'auteurs et de journalistes utilisables. Dans une lettre envoyée un mois plus tard à la même Celia Kiwan, il fait savoir : « Je pourrais, si cela vous est de quelque utilité, vous fournir une liste de journalistes et d'écrivains qui, selon mon opinion, sont des cryptocommunistes, ou des compagnons de route. » Dans cet envoi daté du 6 avril 1949 et reproduit par The Guardian du 11 juillet (Le Monde du 12 juillet), George Orwell déconseille par ailleurs à PIRD d'utiliser l'antisémitisme du régime soviétique comme argument de propagande. La liste n'a pas été retrouvée, mais le dossier atteste de l'existence d'un autre document accompagnant la lettre.

D'après Bernard Crick, le biographe d'Orwell (George Orwell, une vie, Le Seuil, 1984), l'écrivain possédait bel et bien un carnet de notes contenant 86 noms de personnes inaptes selon lui à servir la contre-propagande communiste. De fait certains députés

du parti travailliste, dont les noms figurent, d'après Bernard Crick, sur la liste, étaient également clandestinement membres du PC. Ce carnet, Bernard Crick l'a consulté, là où il se trouve, dit-il, dans les archives de l'Union College de Londres.

Pour le biographe, cette démarche ne prouve nullement que l'écrivain ait viré à droite à la fin de ses jours. Mais celui-ci s'inquiétait, à juste titre, pense Bernard Crick, des tentatives de noyautage du Labour. Odile Bouloche, veuve du ministre socialiste André Bouloche, a été la première à publier La Ferme des animaux en France, en 1947 et se rappelle du climat qui entourait Orwell et son œuvre à cette époque : « Orwell, dit-elle, avait eu en Espagne une expérience épouvantable avec les communistes et il croyait à un danger physique de leur part. De fait, je me souviens avoir reçu la visite de deux journalistes communistes dans mes bureaux, ce que certains considéraient comme une intimidation. »

Nicolas Weil

Incarcération de Bertrand Cluzel, ancien président du groupe Educinvest

DEPUIS le 5 juillet, Bertrand Cluzel, quarante-sept ans, ancien président du groupe d'enseignement supérieur privé Educinvest, est incarcéré à la maison d'arrêt de Nanterre (Hauts-de-Seine). Sa détention a été ordonnée par Patrick Desmure, juge d'instruction au tribunal de Nanterre, qui lui a signifié une double mise en examen pour « détournement de fonds publics avec subornation de témoins » et « abus de biens sociaux, escroquerie et abus de confiance ». En novembre 1995, M. Cluzel, fils du sénateur (UDF-FD) de l'Allier, Jean Cluzel, et gendre de Claude de Kéroularia, ancien ambassadeur de France à l'ONU, avait déjà été mis en examen pour « escroquerie, faux et usage de faux ».

Deux des trois informations judiciaires concernent la prise en charge de dépenses personnelles ou familiales par le groupe. Il lui est notamment reproché un loyer « anormalement bas » pour sa luxueuse habitation de Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine), propriété d'une de ses sociétés financières. Il aurait en outre versé à deux « collecteurs » de taxes d'apprentissage d'impotantes rémunérations prélevées sur Paqueduc, une société alimentée par des subventions de l'État pour la formation de jeunes en difficulté.

Voilà près d'un an que les enquêteurs de la police judiciaire de Nanterre tentent de démanteler l'extrême complexité des comptes de Bertrand Cluzel. Jusqu'à présent, le ma-

gistre instructeur ne semble pas avoir étendu ses investigations à l'ensemble des sociétés du groupe dont la majeure partie ont été, depuis peu, rachetées par une filiale de la Compagnie générale des eaux. L'incarcération de M. Cluzel est la dernière phase de l'effondrement d'un « empire » fragile, bâti sur des acquisitions successives dans des conditions financières qui restent à élucider.

■ UN CONGLOMERAT DE 200 ÉCOLES. A la tête d'un conglomérat de 200 écoles et de sociétés multiples comptant 100 000 élèves et 3 000 enseignants, M. Cluzel pouvait, récemment encore, afficher fièrement son ambition de devenir le « leader français, voire européen, de l'enseignement supérieur privé ». En l'espace de quelques mois, entre janvier et juillet 1995, cette constellation a volé en éclat après la découverte d'un passif cumulé dépassant 300 millions de francs.

A l'origine, ce docteur en sciences économiques avait hérité de sa famille la direction d'un établissement privé sous contrat à Vichy. Monté à Paris, il s'empare, en 1981, de l'école des cadres (EDC), une valeur sûre qui accueille les recals des grandes écoles de commerce. A ses plus belles heures, l'EDC atteindra 1 500 élèves en dégageant des profits considérables.

Profitant de son entregent, Bertrand Cluzel saisis toutes les occasions. Après les écoles Rix de Stras-

bourg et les cours Dusquesne, il absorbe le groupe Pigier (30 000 élèves) créé, en 1987, par Bis, l'entreprise de travail temporaire. A la fin des années 80, le secteur public peine à absorber le nombre croissant de bacheliers. Profitant du désarroi des familles, le groupe s'engouffre dans les formations à la mode, fait miroiter, dans la cinquantaine de villes où il est implanté – moyennant 25 000 à 30 000 francs par an – des carrières de « golden boys » et de « managers ». Ici ou là, des parents sont mécontents. Mais les plaintes sont rapidement classées. Le projet d'université des Hauts-de-Seine – la « fac Pasqua » – l'intéresse mais il profite des 50 % de subventions accordées par le conseil général d'Île-et-Vilaine, présidé par Pierre Méhaignerie (UDF-FD), pour bâtir sur le campus privé de Ker-Lann.

L'affaire reste avant tout familiale : son père, son beau-père et sa femme figurent parmi les administrateurs des sociétés, tandis que frères et neveux occupent des postes-clés. Mais Bertrand Cluzel a besoin du soutien de groupes industriels et financiers. La Caisse des dépôts d'abord, puis Altus finance, Charnerhouse, la banque OBC, la Compagnie immobilière Phénix, filiale de la Générale des eaux, Hachette et même la MNEF, la mutuelle nationale des étudiants de France se laissent séduire.

Aucun d'eux ne percevra les signes de la déchéance. En deux

ans, les écoles perdent 20 % de leurs effectifs. Mais Bertrand Cluzel passe plus de temps à discuter sur la pédagogie du futur et à dénigrer l'« immobilisme du secteur public » qu'à consolider son groupe. « Tout le monde savait que l'argent de la taxe professionnelle était utilisé à d'autres fins que celle de l'école », nous a confié un responsable de l'école des cadres.

■ PERTES ÉPONGÉES EN CATTINNI. De tout cela, il ne reste que des miettes. Actionnaire majoritaire, la Compagnie générale d'immobilier et de services, ex-CIR, filiale de la Générale, a racheté la majeure partie d'Educinvest et épongé les pertes en catimini sans demander de comptes. Mis à l'écart, Bertrand Cluzel a, entre janvier et mai 1995, tenté de reprendre pied dans l'EDC avant un inévitable dépôt de bilan qui lui vaudrait d'être mis en examen.

Dépossédé de ses écoles, il s'est réfugié dans les activités familiales, à Paris et à Vichy, où il fut conseiller municipal (CDS) de 1989 à 1995 sur la liste d'opposition au maire (RPR) Claude Mallinret. Gérant de la Revue politique et parlementaire créée par son père, il dirige aussi un centre de formation pour les élus de l'UDF. Le défenseur de Bertrand Cluzel, que nous avons interrogé pour recueillir le point de vue de son client incarcéré, n'a pas souhaité faire de déclarations publiques.

Michel Delberghe

21

مكتبة النهر

Vendredi prochain, dans Le Monde date samedi 20 juillet, ce sera au tour de Jérôme Charyn de visiter l'univers de Daniel Pennac avec une nouvelle intitulée Appeler-moi Makassine.

« Cristianos y Moros ! »
épanoui, et il a dit :
Non, faisait la tête du Petit.
gratin de fruits rouges ? »
- Tu veux passer directement au dessert ? Un petit
« Non ? dit-il (fétmy, un dessert ?
Soucis troncés, Le Petit récusait.
ouvre une boîte de foie gras ? »
aux mortelles ? Des spaghetti aux aubergines ? Un sandwich au jabugo ? On
« Tu as faim, Le Petit ? Formidable ! Qu'est-ce qu'on te fait ? Une omelette
il a bondi hors de son lit et a foncé vers la cuisine, Clara sur ses talons.
Jérémy a réagi le premier.
« J'ai faim », a répété Le Petit.
Ce qui a suivi était beaucoup plus que du silence.
« J'ai faim. »
quand la voix du Petit, tout à coup, m'a stoppé net dans mon élan.
Installe dans la chambre des enfants comme s'il ne nous avait jamais quittés)
sage... Je lisais encore vers les premières heures de l'aube (Isaac Sidel semblait
lecteur de Joyce, Coot Mac Neill l'Irlandais pour qui remontait des rivières de
Anne Powell, la petite pure balafre de la 43^e Rue, Dermott son maquereau
autant qu'ils étaient ces noms qui avaient hanté les délices de notre Shérif :
points de vue des autres personnages, et je les reconnaissais au passage, tous
schmuck », « Isaac la merde », « saint Isaac », « Isaac le mystérieux », selon les
Marylin, la dingue aux sept maris », « Isaac le psychopathe », « Isaac le
le chat », « Isaac le pur », « Isaac le grand rabbin du QG », « Isaac, le papa de
pu photographier des mots... Je lisais à voix haute la saga d'Isaac Sidel, « Isaac
putain ! les vache ! les dis donc ! les bordel ! de son admiration. Et si Clara avait
avait mis ses lunettes pour mieux entendre, Jérémy poussait les oh ! les ah ! les
maison. Thérèse prenait des notes qui lui rappelaient quelque chose. Le Petit
son ver soiffante. C'est ainsi qu'Isaac est entré une deuxième fois dans notre
mon épaule, je nous ai plongés à haute voix dans la saga d'Isaac Sidel et de
tales et en pyramide, les yeux de Juliette le Chien suivaient les lignes par-dessus
J'ai lu tard dans la nuit. Assis en tailleur au pied d'un audiotape en charbon-
sons à l'orange... »
« Elles parlaient donc à ce vieux clochard, partageaient avec lui leurs bois-
suer d'une pute n'était pas faits pour le surprendre.
ne les engueulait pas, il ne regardait pas sous leur blouse d'été. Les mamelons en
de-neuf ans. L'une d'elles au moins était enceinte. Elles obtenaient bien le vieux. Il
avaient ou qu'ils surveillaient. Les flânes étaient toutes des Noires au-dessous de
vieux. Ils jouaient dans cet hôtel des appartements à toutes les "flânes" qu'ils
même pas de nom. A deux pas de l'Allée Réserve. Les maquereaux l'évitaient, le
entraînés. Il vivait dans un repaire d'hôtel de la 47^e Rue Ouest. L'hôtel n'avait
grignoter. Le vieux homme devait s'empoligner comme s'il voulait s'arracher les

A Petit Louis Cotton,
qui en a lu d'autres.

Belleville s'était refermé sur nous. Nos anges gardiens avaient déployé leurs ailes. La tribu pouvait sortir les yeux fermés. Nous étions provisoirement immortels. La pluie elle-même hésitait à nous mouiller.

Quant à notre mourant, il avait troqué un hôpital contre une forteresse où chacun se vouait à sa résurrection.

« Qu'est-ce qu'il a, au juste ? »

Louma décrivit le désastre anatomique devant un amphithéâtre bourré à craquer. Il y avait la tribu Malaussène au complet, bien sûr, mais il y avait les Ben Tayeb, aussi, le vieil Amar et Yasmina, plus Hadouch, Mo et Simon, flanqués de leur état-major. Ça se passait là-haut dans ma chambre, où gisait l'écorché dans un parfum d'éther. (Maman, elle, s'obstinait à pleurer dans son lit la mort d'un être qui n'était pas né.)

Louma professait en blouse blanche. Atmosphère aseptique et studieuse.

« Aucune blessure létale, mais un état de déshydratation et de cachexie tel que sa vie ne tient plus qu'à un fil. »

Hadouch traduisait à ses troupes :

« Ça veut dire qu'il a rien de mortel. Il crève juste de soif et de faim. A part ça ? »

Louma égrenait le chapelet du martyr.

« Ongles arrachés, dents cassés, brûlures diverses... »

— On dirait qu'on a voulu le plumer comme un poulet, fit observer le vieil Amar. Regardez, la peau, sur la poitrine... »

— Un chahumeau, fit Simon. Ils étaient pressés. C'est comme peindre au rouleau... »

Les connaissances de Hadouch en matière de brûlures prospectives affaiblirent le diagnostic.

« Les petits ronds, là, sur les bras, c'est les cigarettes des soldats. Des blondes à la braise pointue. Mais les cratères, sur la plante des pieds, c'est du cigare. Il s'est fait interviewer par le patron de la bande. Un grossium qui donne dans le double corona. Un imprudent, il laisse des traces. »

Mo le Mossi émit une hypothèse :

« Ils se foutaient des traces. Ils voulaient le faire parler et le buter après. »

— Sur un cadavre, des traces, ça devient des indices, objecta Hadouch. »

L'assistance prenait mentalement note.

Louma poursuivait son cours d'anatomie déglutée.

« Une épaule démise, hémarthrose du genou, deux côtes cassées... »

Mo : Des côtes pétées ? Il a les soufflets troués ?

Louma : Pas de perforation pulmonaire, non, il ne crache pas de sang. Il en vomit. Il a dû en avaler beaucoup.

Mo : Ça, c'est quand ils se sont occupés de ses dents ! (A ses hommes) : Faut toujours faire cracher, quand on travaille les dents ! Simon, ils avalent, ils avalent, et, au moment où on s'y attend le moins, ils en foutent partout.

Louma : Plaies infectées, ulcérations des chevilles et des poignets...

Simon : Ça fait combien de temps qu'il a disparu de ton hosto ?

Louma : Dix jours, à peu près.

Simon (à ses hommes) : Ils l'ont gardé attaché pendant dix jours.

Hadouch : Encore un indice. Ça donne quoi, si on fait le total ? »

« Il y avait une fois un vieil homme avec un ver dans le ventre. Le ver aimait
 fleurs... C'étaient leurs vices.
 romans : Zeyur bleus, Marilyn la Dingue, Kermesse à Manhattan, Isaac le Mysté-
 j'ai battu des ailes deux secondes, puis j'ai baissé les yeux sur les quatre
 Sur quoi, Loussa m'a laissé la
 Américain, juif new-yorkais, comme son Isaac. »
 magnétique. L'auteur s'appelle Charyn. Jérôme, Jérôme Charyn. C'est un
 laisse. Ils sont à toi. Cadeau. Une belle lecture, au demeurant, tu verras...
 aux lunettes roses, est le personnage principal de ces quatre romans. Je te les
 les faits : le juif américain que ta mère a ressuscité, le père de ton petit frère
 « Maintenant, tu peux me foutre à la porte si tu veux, mais les faits sont
 Et il a conclu, fataliste :
 « Il a le ver solitaire. »
 Il tapotait la pile de livres sur la table :
 romans... »
 « J'ai oublié de te dire le principal, petit con. L'Isaac de ces quatre
 Loussa n'a pas relevé. Il a juste ajouté :
 de roman -, Thérèse le savait ! »
 « Si ma mère avait fait un truc aussi irréaliste - s'envoyer un personnage
 j'ai tenté une autre sortie :
 gîte. »
 « La plupart des enfants naissent d'une métaphore... C'est après que ça se
 Loussa a hoché la tête :
 engrosser par une métaphore ! »
 - Rien à voir. Bartelby était une métaphore ! Ma mère ne s'est pas fait
 au Bartelby de Melville ?
 « Dois-je te rappeler que ce matin, tu comparais toi-même ton petit frère
 Un drôle d'ange est passé.
 rappeler... »
 « Je sais... je t'avais prévenu... difficile à avaler... mais dois-je te
 son souffle :
 ment compris ce qu'il y avait dans mon regard, parce qu'il a dit, en reprenant
 j'ai regardé le visage de Loussa. Rien que le visage de Loussa. Il a parlé -
 Verité, truands ou flics pourris, ils sont tous dans ces quatre volumes ! »
 délire : Rupert, Stanley, Zorro, Cowboy, Mac Neil, Dermott et les autres...
 vable, et se bagarre contre tous les types qu'il maudissait chez toi, dans son
 subtilement préféré, Joyce et le capucin sont ses péchés mignons, il est inco-
 New-York. Il se croit responsable de la mort de Maurel Coen, qui était son
 Marilyn, qui se marie et divorce à la chaîne, il est le fils en chef de la ville de
 « Il s'appelle Isaac Sidel, il est américain, il est juif. Il est le père d'une fille,
 d'un coup.
 Loussa a pris une bonne bouffée d'air et a lâché toutes ses informations
 - Pardon ?
 « C'est le personnage principal de ces quatre romans.
 manger, là, en pile, devant moi.
 manteau et en a sorti quatre bouquins qu'il a déposés sur la table de la salle à
 Il m'a regardé longuement, a poussé un gros soupir, a déboulonné son

4

Parole de spécialiste

Le « meilleur » examina le juif new-yorkais sous les yeux de Rabbi Razon
 et de toute notre assemblée. Il mesura la profondeur de son coma. Un vrai
 puisatier de l'inconscient.
 « Voir, d'abord, comment il réagit à la douleur. »
 Il le gifla, lui tira les oreilles et lui tordit les mamelons. Il lui fit des oreilles
 de lièvre, sa torsion des seins tordit nos bouches, et ses gifles étaient des
 baffes authentiques. Hadouch lui-même en fut impressionné. Simon le
 Kabyle eut un commentaire des plus sobres :
 « Je savais pas que j'étais toubib. »
 Le New-Yorkais ne broncha pas, ne se réveilla pas. Tout juste produisit-il
 une de ses phrases déirantes, mais sur le ton de la conversation, ni plus ni
 moins :
 « You may say what you like, Dermott, but if you don't drop Annie
 Powell, I'll make you eat Bloom's kidneys and I'll give yours to his cat.
 - Traduction ? demanda Jérémie à Thérèse.
 - Tu diras ce que tu voudras, Dermott, mais si tu ne lâches pas Annie
 Powell, je te ferai bouffer les rognons de Bloom et je donnerai les tiens à son
 chat. »
 Le spécialiste de Louna décréta que le New-Yorkais était en « coma
 vigile ».
 « Vous avez un marteau ? »
 Nous nous entre-regardâmes, mais Louna fit un oui confiant de la tête et,
 quelques secondes plus tard, le sondeur de conscience martelait notre
 patient : chevilles, genoux, épaules, coudes et poignets, tout y passa ; le New-
 Yorkais endormi se fit marionnette céleste, ses membres jaillirent aux quatre
 points cardinaux avec toute leur vigueur retrouvée. A chaque coup, il lâchait
 un nom propre et une imprécation bien sentie :
 « Rupert, fils de pute ! Stanley, Chinetoque de merde ! Zorro, chien de ta
 chienne ! Mac Neil, pêcheur de truite ! »
 Un réservoir inépuisable.
 « Rien à signaler de ce côté-là non plus, conclut le spéléo de la cervelle,
 tout est OK. Une pointe de paranoïa, peut-être, mais c'est pas mon rayon. »

3

La mémoire du ténia

Se souvenir, c'est soustraire. Nous n'étions que cinq à l'époque.
 Manquaient Le Petit, bien sûr, et Verdun, et C'est Un Ange, et Monsieur
 Malaussène, et Julie, que je n'avais pas encore rencontrée. Julius le Chien lui-
 même attendait de naître pour nous choisir. Restaient Louna, Thérèse, Clara,
 Jérémie et moi. Plus maman, quand elle était là.
 Dans l'ensemble, notre supplicé fut bien accepté.
 « On va le soigner, a dit Jérémie. On va le soigner et on va le garder.
 - Le garder ? a demandé Thérèse. Pourquoi le garderait-on ? Nous ne le
 connaissons même pas !
 - J'ai pas dit « se le garder », a répondu Jérémie, j'ai dit « le garder. »
 Et, comme Thérèse s'évertuait à ne pas comprendre :
 « Le garder, quoi ! Bien le garder ! Faire les sentinelles ! Pas se le garder !
 Le garder ! Que personne vienne lui faire du mal ! Tu comprends ou tu es trop
 conne ? »
 Thérèse et Jérémie cultivent depuis toujours cet art du quiproquo qui fait
 le sel de leurs relations. D'accord sur tout, ils ne s'entendent sur rien. Leur
 façon de supporter le bail perpétuel de la fraternité.
 « Le protéger, tu veux dire. »
 Thérèse vivait déjà à cheval sur les mots. Elle produisait des petites
 phrases électriques et bien structurées, où le vocabulaire avait rarement la
 permission de minuit.
 « C'est ça, le garder. »
 Le fait est que notre pensionnaire fut bien « gardé ». Hadouch était une
 pieuvre. Ses bras droits avaient des bras droits. Mo le Mossi et Simon le
 Kabyle régnaient sur une armée de lieutenants qui, eux-mêmes, ne
 comptaient plus leurs soldats... S'approcher de notre quincaillerie à moins de
 huit cents mètres revenait à passer un scanner qui vous sondait jusqu'à la
 troisième génération. Le mastard à l'oreille coupée en fit les frais. Il avait cru
 pouvoir s'offrir une petite reconnaissance à Belleville, le bonnet enfoncé et le
 groin anodin, mais s'en était retourné plus vite que prévu, trop heureux de ne
 pas y laisser sa deuxième oreille.
 « Convaincu ? », me demanda Hadouch.

— Alliez...
— Je connais ce type.
— Quel type ?
— Ton shérif, mon garçon, le père du Petit, je le connais.
— Tu le connais ?
— Enfin, je sais qu'il c'est... bien que ce soit...
J'ai regardé Louisa dans le blanc des yeux, j'ai posé mes mains sur les siennes, et je me suis mis à lui parler à petits coups de marteau bien précis, comme on plante les points sur les « I »...
« Tu le connais ou tu ne le connais pas ? Fais pas le con, Louisa ! Je te rappelle que le Petit se laisse mourir de faim à la maison... Si tu supposes... je ne pense pas que le Petit soit d'humeur à se nourrir de suppositions... »
Louisa a hésité un long moment, puis il s'est levé, tout songeur.
« Tu es chez toi, ce soir ?
— Oui, attends-moi, je viendrai.
— Où veux-tu que je sois ?
— Avec le père du Petit ?
— Il a fait un geste évasif de la main et s'est dirigé vers la porte de l'Homme bien.
En arrivant à la maison, j'ai trouvé que le Petit devenait transparent, je l'ai regardé devant une lampe de bureau. Pas de doute, quelques jours de jeûne encore et on pourrait lire au travers.
« Quand vas-tu te décider à faire quelque chose ? », m'a demandé Thérèse.
J'ai regardé le Petit dans les yeux :
« Tu ne voudrais pas manger ? Un petit peu ? Pour me faire plaisir ? Non ? Un petit quelque chose ? Y'aourt ? Sandwich ? Trois frites ? »
Le Petit a répondu :
« Je préfère mon papa... »
Et il n'a pas touché à son dîner.
J'allais coucher les enfants (Le Petit pénétrait le ventre vide dans un tunnel qui ouvrait sur son troisième jour de jeûne) lorsque Louisa a sonné.
« Tu es seul ?
— Oui et non », répondit-il en entrant.
Vu les circonstances, fallait-il vraiment que je suppose le côté chinois de ce Sengalais ?
« Louisa...
Il m'a fait signe de la fermer et de m'asseoir.
Lui-même a pris place en face de moi.
« Écoute, petit con, ce que j'ai à te dire est difficile à avaler... »
J'ai préparé ma salive en conséquence.
« J'ai vérifié mes sources, je connais le père de ton petit frère à l'heure des roses, aucun doute là-dessus.
— Et tu ne l'as pas amené ?
— Si... »

« Je veux mon papa... »
Le Petit est entré dans notre chambre, s'est campé devant notre lit, et a déclaré :
« Je veux mon papa... »
C'était un matin de juin, juin dernier. Six heures et demie, sept heures moins le quart, par là. Moins de sept heures, en tout cas. Belleville se réveillait à peine, les poubelles n'étaient pas passées, Monsieur Malaussène, le dernier-né de la tribu, en écrivait dans son harnac au-dessus du lit matrimonial, et j'allais le chien ne barrait pas la porte de sa queue pour me rappeler à l'existence de sa vessie. Il n'était pas sept heures.
« Je veux mon papa... »
J'ai cligné des yeux dans la pénombre, j'ai considéré le Petit. Il n'était pas plus haut que la poignée de la porte, mais il me fallait admettre qu'avec toutes ces années il avait fini par grandir, incognito. Monsieur venait d'accéder à l'humour et me le faisait savoir. Monsieur était tout bonnement en train de plaisanter. Il a désigné le nouveau venu, dans son harnac, au-dessus de ma tête, avec un sourire malin, et a précisé :
« Moi aussi, je veux mon papa... »
(Un grand qui joue au petit, d'accord.) J'ai répondu :
« Accordé, tu l'auras, ton papa, en attendant, descends mettre la table, j'arrive... »
Et je suis resté au lit. Profiter des dernières minutes de paix avant les premières mesures de l'opéra familial, c'est le seul plaisir que je n'ai jamais hypothéqué.
Quand je suis descendu, table mise, chocolat chaud, tartines, jus d'orange, champ de céréales épanché sur la nappe, l'usine tournait. Ils avaient tous leur journée devant eux. Dans trois minutes, Clara conduirait Verdun, C'est Un Ange et Monsieur Malaussène à la crèche de la rue des Bois où elle avait trouvé du boulot. Jérémy et le Petit fonderaient vers leur babut commun, et, après avoir torçonné la table, Thérèse traiterait ses consultants astrales aux gogos de Belleville. (Malaussène avait raison : le vingt et unième siècle sera spirituel ; le chômage s'y emploie.) Dans trois minutes la

Bartlebisme

nous nous sommes rencontrés, et si je compte vraiment offrir le 11,43 à Simon pour son anniv... Non, non, très bien, les flics ! »
Ses yeux s'allumèrent, tout à coup, et il désigna quelque chose derrière moi :
« Tiens, et puis, tant qu'on y est, on pourra leur rendre ça... »
Je me suis retourné.
« Quoi, ça ?
— Ça ! Là ! Coincé dans la glissière de la vitre... »
Un morceau de caoutchouc, apparemment, d'un rose détempé. Coincé en haut de la vitre, en effet. Mon cœur n'apprit avant mes yeux ce que c'était. Une oreille ! Celle du mastard au 11,43. D'où le jet de sang, bien sûr. J'eus tout juste le temps d'ouvrir la portière pour ne pas déborder sur les genoux de Hadouch.
Quand je pus enfin rentrer la tête dans l'ambulance, Louisa avait glissé l'oreille dans un sachet stérile, et leur décision était prise.
« On va le cacher à la maison...
— Qui ?
— Notre blessé. Je vais le soigner chez nous.
— Pas question ! »
Prodigieux, le nombre d'images déplaisantes qui me sont venues à cette seule perspective. Pour faire bref, je me suis vu avec une mère en deuil, une sœur mourant d'amour, à quoi on se proposait tout simplement d'ajouter un inconnu agonisant et détenteur d'une vérité convoitée par les pires tueurs de la capitale.
« Non ! J'ai répété. Non, non. Ça, non !
— Je peux te parler deux secondes, Ben ? »
Hadouch est descendu de l'ambulance. Je l'ai rejoint sous la pluie.
« Tu as peur qu'on vienne nous rendre visite, c'est ça ? Que le méchant vienne récupérer son bonhomme et son oreille ?
— Entre autres, oui... »
Hadouch a posé sa main sur mon épaule.
« Là, tu me fais mal, Ben. Tu blesses l'Arabe, en moi. On n'est pas capables de vous protéger ? Mo et Simon sont des passoirs ? Ils vont être heureux de l'apprendre... T'as plus confiance, alors ? T'aimes plus Belleville ?
— Ce n'est pas ce que je voulais dire.
— Et Louisa ? Tu as pensé à Louisa ? »
Allons bon, que fallait-il penser de Louisa ?
« C'est un truc de l'âme, cette affaire, Ben. Il lui faut son mourant, à Louisa, pour cicatriser. T'as pas compris ça ? Elle va se dévouer jusqu'à l'oubli, si tu veux mon avis. C'est ce qui pouvait lui arriver de mieux. Un don du ciel, en quelque sorte. Tu préfères qu'elle oublie ou que j'aie châtier son toubib ? »
Nous sommes remontés dans l'ambulance. J'ai regardé le don du ciel.
« Bon Dieu ! Qu'il est maigre ! »
Louisa a répondu :
« C'est le ver solitaire, Ben... »
Elle a précisé :
« Il a un ténia... »

Il demanda une lampe électrique. La pupille judéo-new-yorkaise se rétrécit sous le faisceau lumineux jusqu'à n'être plus qu'une rageuse tête d'épingle :
« Do the same fucking thing, Cowboy, and you'll end up playing with your whistle at the corner of West 47th Street ! »
« Refais un coup pareil, cowboy, et tu joueras du sifflet au coin de la 47^e rue », traduisit Thérèse.
« Merde, fit Hadouch.
— Quoi ? demanda Mo le Mossi.
— C'est un fic, fit Hadouch.
— Haut placé, précisa Simon.
— Comment vous savez ça ? demanda le Mossi.
— C'est toujours ce que disent les flics à leurs subalternes quand ils les engueulent. Ils les menacent de les refoutre à la circulation.
— Un shérif ? demanda Jérémy.
— Si tu veux, admit Hadouch.
— Alors, on l'appellera comme ça, décida Jérémy.
— Shérif ? demanda Thérèse.
— Shérif, confirma Jérémy. Avec une majuscule. »
Suite de quoi, l'homme des nerfs se coucha pratiquement sur le Shérif et lui tordit la tête dans tous les sens.
« Nique souple, fit-il en se relevant. Ça baigne ! »
Le cuisinier regagnait du terrain dans les yeux allumés de Louisa, je le voyais bien. Rechute imminente. Pourquoi diable cette fille ne pouvait-elle aimer hors de la Faculté ? Je m'en inquiétais d'autant plus que Hadouch n'en perdait pas une miette. L'œil mauvais, il donna un léger coup de coude à Mo qui fit un oui discret de la tête avant de passer le message à Simon.
« Bon, fit le spécialiste ts-Louisa, voyons le réflexe de Babinski, maintenant... »
Ici, il se tourna vers nous, et, montrant les pieds du Shérif :
« Je vais le chatouiller, expliqua-t-il, si le gros orteil se tend au lieu de se plier, c'est qu'il y a un sérieux problème au milieu de l'usine cérébro-centrale... »
Hadouch, Mo et Simon le regardaient fixement.
Jérémy se pencha vers moi.
« Tu ne trouves pas qu'on dirait une planche à voile ? »
La question me cueillit à froid.
« Qui donc ? chuchotai-je.
— Le mec de Louisa, insista Jérémy. Il ressemble à une planche à voile, tu trouves pas ? »
Jérémy a toujours eu ce génie-là : l'identification comparative. Nous lui devons tous les noms de la famille. Impossible d'envisager un individu autrement que sous son apparence, une fois que Jérémy l'a surnommé. Le Petit, Verdun, C'est Un Ange, Monsieur Malaussène, nos derniers-nés, par exemple, qu'il baptisa au premier coup d'œil... C'est Un Ange est effectivement un ange, Verdun a toutes les caractéristiques de la bataille du même nom, et Le Petit, on le verra, naquit bel et bien tout petit. Et le resta.

مكتبة النهر

- Tu ne me croiras pas.
- Loussa...
- Je n'ose pas te le dire.
« Qu'est-ce qui se passe, Loussa ?
J'ai levé les yeux sur Loussa. Il secouait une tête qui n'en revenait pas.
- « Remenez-vous d'Isaac. »
- « Souvenez-vous d'Isaac. »
- Qui disait ?
- Il a laissé un mot.
sans rien ?
demanda Loussa de Casamance, sans un au-revoir, sans un remerciement.
« Alors, votre Shérif a ressuscité Manfred et il est parti comme ça ?
petit Manfred et le tien te fichera la paix, parole de femme ! »
proposé : un Manfred pour ton Manfred, une vie pour une vie, fais-moi un
ressusciter Manfred, tout simplement. « C'est ce que je lui ai tout de suite
Et maman avait passé un marché avec le Shérif. Elle s'était offerte à
conscience, avait répondu maman. Bien plus terrible que son ténia ! »
est donc ce Manfred ? », avait demandé Thérèse. « Un fantôme roulé dans sa
ne se pardonnait pas la mort de Manfred », nous expliqua maman. « Mais qui
supporter beaucoup plus que cela. Non, c'était le remords qui l'emportait. Il
à revoler, les poisons et le ténia étaient son ordinaire, il était homme à
les fides de Planché à Voile l'eussent achevé... Les dealers, les coups, les balles
mourait pas dévoré par son ver, non plus. Elle n'était même pas certaine que
D'après maman, le Shérif ne mourait pas des tortures subies. Le Shérif ne
Nous avions fait une erreur de diagnostic, tous autant que nous étions.
« Non, en vérité, elle l'a sauvé autrement. »
J'ai réfléchi un peu :
« La mère l'a sauvé comme ça, l'Américain ? Rien qu'en le faisant têter ?
Décidément, les femmes sont belles ! »
notre table. Le restaurant sentait la menthe.
thérèse. Ah avait tiré le rideau de l'Homme bien... Youcef et lui s'étaient assis à
Loussa m'écouait sans broncher. Nous en étions à notre quatrième

Souvenez-vous d'Isaac

Aucun doute, oui, ce type, là, qui avait été et serait l'amant de Loussa, et
qui présentement sondait le coma du Shérif, ressemblait comme deux gouttes
d'eau à une planche à voile : aérodynamique nette et fuyante, longue
musculature en fibre de verre, cambrure et déhanchement de véliphaniste,
voile des cheveux au vent, meilleur profil offert aux alizés, indolente satis-
faction des plages, et trente mots de vocabulaire à sa disposition, hormis le
jargon professionnel.
« Une planche à voile, non ? insista Jérémy.
- Un peu », fis-je.
Planche à Voile entreprit donc de chatouiller les pieds du Shérif pour
tester son réflexe de Babinski. Tous les regards de l'assemblée se portèrent
sur le gros orteil du comateux. L'orteil ne se rétracta ni ne s'allongea. Aucune
réaction de ce côté-là. Mais un petit rire malin, et une phrase qui laissa
Thérèse muette d'impuissance :
« Moiché, gib mir a sloi zoierè agrèkes un a heift kilogram kavé, dous iz
far main worm. »
Silence.
« Traduction ? demanda enfin Jérémy.
- Je ne connais pas cette langue, avoua Thérèse. Ça ressemble à de l'alle-
mand, mais ce n'est pas de l'allemand.
- C'est du yiddish, fit la voix rêveuse de Rabbi Razon.
- Et ça veut dire ? demanda Jérémy.
- Ça veut dire : Moïse, donne-moi des cornichons à la russe et une livre
de café, c'est pour amuser mon ver.
- Pas question ! s'exclama Loussa, comme si l'épicier Moshe était présent
dans la chambre.
- Cet homme se bat contre son âme, expliqua Rabbi Razon, huerco
malo ! C'est un cœur tourmenté, il se punit lui-même, et c'est un vaillant. »
Planche à Voile poursuivit ses investigations jusqu'à la conclusion finale :
« Pas de syndrome méningé, pas de syndrome pyramidal, réflexes et
tonus musculaire normaux, aucun argument en faveur d'un hématome sous-
dural ou d'une hémorragie méningée... »
Puis, se tournant vers Loussa, et avec un blanc sourire d'écume :
« Il se porte comme un chef, ma grande, t'as fait du beau boulot ! »
Une seconde, je crus que la « grande » allait fondre sous la chaleur
ambrée de ce regard, mais la voix de Hadouch maintint la température
ambiante très au-dessous de zéro.
« Alors pourquoi il se réveille pas, s'il se porte si bien que ça ?
- Hystérie, peut-être, je sais pas.
- Et comment tu vas faire, pour savoir ?
- Repasser tous les jours à la même heure.
- Pour ?
- L'observer. Comme disait mon maître Machin : « La neurologie est une
science contemplative. » Démerdez-vous avec ça. »
Le duel se serait sans doute prolongé si Clara n'avait fait son apparition
avec le plat du jour.
« Côtes d'agneau à la provençale et gratin dauphinois », annonça-t-elle.

de m'en ouvrir à Julie, vu que Julie n'était pas là. (Partie en croisiade, Julie,
meilleure.) Pas même la force de me retourner dans mon lit. Et pas l'occasion
phore lamentable, je sais, mais je n'étais pas en état d'en trouver une
dionel présent emprisonna ma nuit dans un sarcophage de terreur. (Méta-
bien le cas. Pour une raison que je ne parvenais pas à m'expliquer, ce condi-
gnorais que le mode d'un verbe pût vous glacer le sang. Ce fut bel et
Le Petit avait bien dit : « Je préférerai mon papa. »
Je préférerai.
Ce conditionnel présent hanta ma nuit.
- Je préférerai mon papa », répondit Le Petit sans toucher à son potage.
Allez, mange ta soupe, Le Petit.
« Mais c'est Benjamin notre papa. C'est Benjamin, et c'est Aamar, aussi.
murmurer à l'oreille du Petit :
Silence explosif, tout au fond duquel j'entendis la voix de Clara
dis-je, si c'est ce que tu penses ! Maman ne sait pas ce qu'elle fait ? »
« Maman ne sait pas ce qu'elle fait, Thérèse ? C'est ça ? C'est ça ? Mais
maman ! »
maman « n'avait pas l'air comme ça », mais qu'elle savait ce qu'elle faisait,
elle avait ses raisons, maman », qui ne pouvaient qu'être les bonnes, vu que
de notre arrivée, c'était vraisemblablement en toute connaissance de cause,
si notre mère commune avait pris la décision d'écarter nos géniteurs à l'heure
hypothèse dont on peut fort bien se passer, et que, dans tous les cas de figure,
Jérémy (mais j'ai-je bien compris ?) s'attacha à démontrer que le père est une
Premier argument d'une tirade enflammée tout au long de laquelle
« Des corniches, tranche Jérémy. Patience biologique, mes grandes ! »
revendication « absolument légitime » d'un « père biologique avéré ».
« syndrome d'abandon » et cherchait un « ancêtre identitaire », d'où la
naturel) qu'après la naissance de Monsieur Malassène Le Petit éprouvait un
partidon. Thérèse y alla de ses certitudes, estimant qu'il était « parfaitement
La nouvelle engendra une série de commentaires où chacun joua sa
« Il n'a rien botté à la cantine non plus », annonça Jérémy.
« Je veux mon papa. »
parrainement statué dans la vapeur de sa soupe.
pour moi-même, aux Editions du Talon (souds familiaux mis entre paren-
thèses, « professionnalisme »), jusqu'au soir, où le dîner nous restituait Le Petit

« Je veux mon papa. »
touché à ses tartines.
Le Petit se tenait assis, très droit dans la fumée de son bol. Il n'avait pas
mettre en retard ! »
« Qu'est-ce que tu attends pour boire ton chocolat, Le Petit ? Tu vas te
turque en aspirant à cette solitude, quand la voix de Thérèse m'interpelle.

- On arrive bientôt ? », demanda maman.
Loussa nettoyait un visage cabossé, tout de croûtes et d'humeurs.
Soudain, elle se pencha entre nous deux.
« Arrêtez-vous, les garçons.
- Quoi ? Il est mort ?
- Arrête l'ambulance, Hadouch, gare-toi. Il faut qu'on parle. »
Hadouch trouva un abri sous deux marronniers essorés, et Loussa nous
exposa la situation, dans son inattendu :
« Je connais ce type. »
Elle connaissait notre auto-stoppeur. Sans le connaître vraiment. C'était
un patient de son hôpital. Elle l'avait vu pour la première fois il y avait une
petite quinzaine, en urgence, à moitié mort déjà, répandu sur le carrelage du
couloir sans qu'on sût qui l'avait déposé là. La salle de garde, à l'unanimité,
l'avait donné pour éphémère. On l'avait torturé au-delà du possible. Sans le
tuer. Comme on cherche à ouvrir une boîte à secrets. Ce type savait une petite
chose que d'autres voulaient savoir. Quelqu'un était allé chercher son secret
sous ses ongles. En les arrachant, un à un. On avait dû commencer par là. Puis
on avait fait un tour dans sa bouche, dont les dents n'étaient plus présen-
tables. Et on avait continué. Résultat : quelques heures à vivre, au plus. Il
avait pourtant tenu la nuit. Une promesse à ce point remarquable que les
pontes du lendemain avaient tous voulu le visiter. « Trois jours ! » Les toubibs
les plus optimistes lui donnaient trois jours. Il les dépassa. Ça devenait palpi-
tant. La faculté se mit à prendre les paris. L'ex-neurologue de Loussa faisait
monter les enchères. « Une brique qu'il passe la semaine ! Qui me suit pour
une patate ? » Il devint le patient le plus dorloté de l'hôpital.
« Comment il s'appelle ? demanda Hadouch.
- Pas de nom, répondit Loussa.
- Il ne vous a pas parlé ?
- Pas vraiment. Il défilait. En anglais. Avec un accent américain. »
L'Américain allait dépasser le cap de la semaine (et le neurologue allait
empocher la mise) quand il disparut, la nuit du septième jour.
« Quoi ?
- Enlevé. Pendant la nuit. Un des infirmiers de garde a été retrouvé dans
son lit, à sa place. Mort. »
Tout à coup, je me souvins, oui, que Loussa m'avait raconté cette histoire
d'enlèvement, une semaine plus tôt. Mais elle avait glissé sur les détails, tout
occupée qu'elle était déjà par le plaquage de son neurologue. (« Je ne sais pas
aimer, voilà ! Je ne sais pas aimer. Techniquement, je ne dis pas, je suis pas
mauvaise, mais c'est le cœur, ils ont raison, Benjamin, je m'accroche trop ! »)
« On ne peut pas le ramener à l'hôpital, conclut Loussa. Ils le reprendront
tout de suite et ils l'achèveront quand ils l'auront fait parler.
- Un autre hosto ? j'ai suggéré.
- Ils feront tous les hôpitaux de Paris. Des types capables de tuer un infir-
mier de garde pour enlever un malade, tu penses...
- La police ?
L'ironie de Hadouch m'a stoppé net.
« Bonne idée ! Les fics nous demanderont dans quelles circonstances

Petit »
- Le Petit, confirma Jérémie. Avec une majuscule à Le et une autre à
- Le petit ? demanda Thérèse.
- Le Petit, corrigea Jérémie.
- Petit ? demanda Thérèse.
- Et c'est comme ça qu'on va l'appeler, déclara Jérémie.
- C'est vrai qu'il est petit, murmura Clara, dont le flash crépita.
- Pas pour l'instant... ajouta-t-il, en homme de Dieu.
- Le Petit, dit-elle.
- N'alle pas peur, Benjamin. Il est bien assez petit comme ça, je ne vais pas
parce qu'il éprouve le besoin de me rassurer :
Le Petit était vraiment tout petit. Rabbi Razon dut le lire dans mes yeux.
- Dieu te rembourse », traduisit Thérèse.
- « Dios que te pague, mon petit !
Rabbi Razon leva le Petit dans la lumière du jour.
- Un bébé qui ne pleure pas ne tète pas », traduisit Thérèse.
- Traduction ? demanda Jérémie.
- Il n'a pas pleuré !
- Les premières larmes, dit-il, sont toujours un beau signe : Nino que no
Rabbi Razon nous rassura :
affligés. Thérèse l'attribua aux mésaventures du Shérif, son père.
mamam. Le Petit pleura beaucoup en voyant le jour. Cette tristesse nous
Neuf mois plus tard, Le Petit faisait son apparition entre les cuisses de

Tant que nous y étions, nous assistâmes à la collation. Qui s'acheva
comme d'habitude :
« Cristianos y Moros ! »
Et ce fut là que Planché à Voile marqua son point décisif.
« Ah bon ! fit-il.
- Quoi, ah bon ? », demanda Hadouch.
Planché à Voile répondit de très haut :
« Laissez tomber la gastronomie, il aime pas votre bouffe quatre étoiles,
c'est un homme à couilles, il lui faut du solide !
- « Cristianos y Moros », ça veut dire tout ça ? demanda Jérémie.
- C'est le nom d'un plat, répondit Planché à Voile. Un plat latino. Ils sont
des millions à bouffer ça, là-bas. Du riz blanc et des haricots noirs : Chris-
tianos i Moros. »
Puis, à Louna :
« La séance est levée. Tu viens, ma grande ? »

La grande y alla. Et ce fut la fin de l'harmonie : Louna beaucoup moins
présente à ce qu'elle faisait, Hadouch, Mo et Simon très attentifs à ce que lui
faisait Planché à Voile, Thérèse réprochant en silence les débordements de sa
sœur, Jérémie malaxant haricots noirs et riz blanc en pestant contre les
papilles latino-américaines, Clara troublée par ce changement d'atmosphère,
et, seule permanence en la demeure, mamam égale à son chagrin.
Le Shérif ne se réveillait toujours pas, mais avalait sa pâtée de bon cœur.
Il partageait courtoisement avec son ver. Plus de vociférations. Le ver et lui
mangeaient ensemble, l'un dans l'autre, comme deux vieux camarades de
chambre.
Cela, au moins, était encourageant.
« Attention ! disait Rabbi Razon pour combattre notre optimisme, ce
ténia, c'est l'âme courroucée de cet homme. Pour l'heure, ils ont passé un
accord de trêve, ils se reposent, mais ça ne va pas durer. Adonai Dios Santo,
non, ça ne durera pas ! Surveillez-le de près. L'âme a plus d'un tour dans son
sac. »
De fait, passé les premiers jours de ronronnement commun, le Shérif se
mit à fondre et le ver à prospérer. Le Shérif perdait des forces. Il maigrissait à
vue d'œil. Louna et Planché à Voile ne pouvaient que constater le déclin.
Alternant leurs prestations à l'hôpital et leur tour de garde à la maison, ils se
relayaient auprès du malade. Ils en extrayaient des kilomètres de ver solitaire,
chacun à son tour, mais en vain. Rabbi Razon avait raison : ce ténia tenait de
l'infini. Une pelote de malfaisance qui se reconstituait au fur et à mesure
qu'on la dévidait.
« Jamais vu un truc pareil », marmonnait Planché à Voile, avec ce
mélange de découragement et d'excitation que suscite l'énigme pathologique
chez ceux de sa profession.
La tête du Shérif pesait de plus en plus lourde sur son oreiller. D'autant

- En réunion de représentants, pourquoi ?
- Annoncez-leur ma mort. Louna est dans la maison ?
« Vous en avez six, Malaisène, dont deux qui vous attendent déjà.
tous les rendez-vous de la matinée.
La porte refermée, je me jetai sur l'interphone et priai Mamam d'annuler
je n'avais plus qu'une hâte : vérifier mes sources, vérifier ! Vérifier !
Et comme elle était fondée !
Dieu de Dieu, quelle terreur !
autre éditeur peut-être... excusez-moi, une urgence... »
« Non, non, ça va, ce n'est rien, écoutez, je comprends... dommage... un
répondre :
Et c'était lui qui me posait cette question ! Je fis un effort de titan pour lui
« Vous ne vous sentez pas bien ? »
pour faire bon poids : *lividement net*. Comme un cadavre.
L'esprit : *pluoyablement respectable, incurablement solitaire*. Et une troisième,
assist devant moi, impassible et doux. Deux expressions me traversèrent
serait moult, tout simplement. De l'air, je levai la tête. L'autre se tenait là,
n'aurait plus rien tant que je n'aurais pas retrouvé son vrai père. Il se jeta-
il ne changerait pas une virgule. A la seconde même, je sus que Le Petit
gorgique. Ce type ne toucherait pas un seul mot de son texte. Dit-il en crevet,
donnerait intraitable. Un impératif de politesse, en fait. Mais un impératif caté-
donnel inconditionnel présent ! Le même que celui du Petit. Un condi-
« Je préférerais n'en rien faire. »
Encre ce conditionnel présent ! Le même que celui du Petit. Un condi-
toisement du monde :
entendre sa voix ! », lorsque l'autre en question me répondit le plus cour-
dans son texte, c'est une écriture qu'il nous faut, une écriture ! Je veux
niser les personnages féminins, et de changer de ton surtout, trop d'a-plats
son début, de dégrader le corps du récit, d'envisager une autre fin, de réin-
patronne (« Trois fois rien, Malaisène, demandez-lui seulement de refaire
manuscrit n'avait pas entièrement convaincu la Reine Zabou, ma sainte
l'états en train de suggérer quelques corrections à un auteur dont le
mode conditionnel. Si violemment que je faillis en tomber de mon fauteuil.
Ce fut aux Editions du Tallon que je compris la raison de cette allégorie au

adresser la parole, il lui enfonce direct le canon d'un revolver dans les côtes.
(Ça se passait tout contre ma vitre, un gros calibre vraiment, dans les côtes de
mon ami Hadouch.) Et moi d'ouvrir la vitre en tournant la manivelle comme
un furieux, avec l'espoir de :
1) Ne pas être repéré.
2) Désarmer l'autre avant qu'il n'appuie sur la détente.
3) M'en sortir vivant. (Accessoirement.)
Vaines supputations, car tout se passa si vite et si violemment que mon
seul réflexe fut de refermer les deux centimètres de vitre que je venais
d'ouvrir.
Un éclair pâle, en fait, jailli de la poche de Hadouch, la lame de son
couteau, un jet de sang frais sur la vitre, aussitôt lessivé par la pluie, la main
du colosse qui se prend le visage, pendant que l'autre main lâche le revolver
devenu un peu lourd à porter avec dix centimètres d'acier à travers le poignet.
Et voilà le colosse qui repart vers la Mercedes en sautant dans les
flaques.
Cependant qu'un deuxième type bondit hors de la bagnole.
Pour y rentrer aussitôt, vu que Hadouch le braque avec l'arme du
premier.
Les portes de la Mercedes qui se referment.
Séparation.
De nouveau entre nous.
Hadouch a ouvert le cul de l'ambulance.
« Envoie la civière, Ben, y a une urgence ! »
J'ai envoyé la civière à roulettes, et c'est ainsi que le futur père du Petit
est entré dans la famille.
« Nom de Dieu... »
Même Hadouch n'avait jamais vu un type dans un état pareil. Même
Louna, qui pourtant avait fait ses classes au Samu.
« On l'a écrasé ?
- On aurait dû. Ça l'aurait abrégé.
- Qu'est-ce qui lui est arrivé ?
- Des vacances entre amis, a répondu Hadouch. Les gars de la Mercedes,
je suppose. Ils devaient beaucoup l'aimer.
- On retourne à l'hôpital, dit Louna. Benjamin, passe devant. »
Je me suis assis à côté de Hadouch pendant que Louna piquait son
patient, l'intubait, l'appareillait. L'ambulance ne fut bientôt plus que tubu-
lures et clignotements.
« On peut repartir ? demanda mamam.
- Il y avait longtemps que je ne m'étais pas fait braquer, fit Hadouch, avec
le sourire du sportif enfin sorti de convalescence. Tu as vu ? Je lui ai piqué son
feu. »
Hadouch posa l'arme entre nous.
« Bon matériel. 11.43. Je vais l'offrir à Simon, c'est son anniversaire après-
demain. Depuis le temps qu'il doit changer le sien. Justement, on n'avait pas
d'idée de cadeau, Mo et moi.
- C'est gentil, dis-je.

Maman nourrissait au sein un juif américain qui revenait d'entre les morts.

— Non, il n'en a pas encore la force. Il tète. »

— C'est dans y Moros ?

— Il se nourrit, Ben.

Le Shérif repartit du poil de la bête.

partout ailleurs.

quoil, il me semblait que ma présence était plus utile sous notre toit que

sombrer un jour, ce sera ma faute, pas celle des index. Mais, va savoir pour-

creusent le gouffre de la Sécu et que pointent les index ministériels... Si le pays

je sais que je ne le faisais pas : conge de maladie. Oui, un de ces profiteurs qui

scolarité. Je ne sais plus trop quel boulot provisoire je faisais à l'époque, mais

Les vacances s'achevaient. Clara, Thérèse et Jérémy retournaient à leur

maman lui servait son oxygène.

surface de son corps. Dès que flanchait son rythme respiratoire, la bouche de

Le chat ne mourait pas. Revenait sur lui, maman le réchauffait de toute la

quand ils lutent contre la mort. »

pas. Je n'ai jamais vu un corps si parfaitement immobile. Comme les chats,

« Il ne bouge pas, Benjamin. Sa peau contre celle de maman, il ne bouge

faisait la planche.

monument, dans la maison. Louna y allait de son rapport quotidien. Le Shérif

Apparemment, c'était une affaire de femmes. On ne parlait plus qu'en

Jérémy et moi rimes interdites de séjour dans la chambre de maman.

— * * *

« Il faut savoir faire des sacrifices. »

Et, le sourcil cligne :

« Mais qu'est-ce que tu veux... »

Un autre temps.

« Ça nous a d'ailleurs bien fait chier, Simon et moi, d'y laisser notre arnu-

rien. »

sur le maché. »

« Mon coucou est dans la poche de Planche à Volle. Avec ses empreintes

apprendre.

Hadouch leva les yeux au ciel comme si, décidément, j'avais tout à

coupe, non ? »

— A moins qu'il ne t'ait balancé toi, Hadouch. Son oreille, c'est toi qui l'as

pas du résisteur.

« A l'heure qu'il est, il a dû balancer tous ses potes. C'est du costaud, mais

ans de blacard.

le cadavre de Planche à Volle, l'arme du crime, et une perspective de quinze

Investi l'homme à l'oreille coupée, avec sa Mercedes.

le coup de 6 heures du matin, une armada de gendarmes en casques avaient

Mo et Simon étaient restés en planque dans le quartier des maltrats. Sur

plus qu'il se taisait, désormais. Plus un mot. On l'eût dit écrasé par le poids de son silence. Un arc-en-ciel se posa sur ses paupières closes. Les sept couleurs se fondirent en un même sceau de plomb.

« Il va mourir, dit enfin Louna, je ne vois pas comment empêcher ça.

— Il ne mourra pas, affirmait Thérèse.

— Alors, c'est qu'il y a une retraite après la mort », ironisait Jérémy.

Mais, le soir, Clara et Jérémy pleuraient. Ils s'étaient mis à acheter des fleurs en cachette. Et des rubans de tissus multicolores. Et du fil d'or. Je les surpris occupés à tramer une couronne mortuaire, au beau milieu d'une nuit blanche. Jérémy mariait des fleurs à longues tiges, et Clara brodait des mots dorés sur un taffetas bleu roi. Ils travaillaient en pleurant comme des images. Je me suis avancé en silence, j'ai pris leur enfance dans mes bras.

« Il va mourir, Ben, et on sait même pas comment il s'appelle ! »

Jérémy sanglotait comme un perdu. Les bras de Clara et les miens ne suffisaient pas à endiguer tout ce chagrin. Les banderoles disaient, en anglaises et en italiques : *Adieu Shérif, on t'aimait bien... Gloire au Shérif inconnu... Tu es passé, on t'a aimé... A notre Shérif préféré...*

« On s'y prend à l'avance, pour les couronnes, expliquait Jérémy entre deux sanglots. Il en faut beaucoup, tu comprends ! »

Il ne voulait pas qu'on imaginât le Shérif mort sans famille et « enterré comme un chachal ».

« C'était un mec courageux, il connaissait plein de monde, c'est pas normal qu'il meure tout seul ! »

Une voix nouvelle tomba du ciel :

« C'est pourtant vrai qu'il meurt. »

Thérèse, assise sur le lit du dessus, absolument désespérée :

« Je n'y comprends rien, Benjamin... Les lignes de sa main, les astres, les cartes, le pendule, tout affirme qu'il ne mourra pas... Et, pourtant, il meurt. »

C'était la toute première fois qu'elle pratiquait le doute. Elle semblait plus seule que jamais dans sa chemise de nuit aux angles cassés. Elle dit à Clara :

« Il faudrait prévoir quelques mots en anglais.

— Et en espagnol, ajouta Jérémy.

— En yiddish et en hébreu, aussi, je demanderai à Rabbi Razon. »

Nous en étions là quand l'interphone qui relie ma chambre au dortoir des enfants grésilla.

J'ai décroché. Une voix hâtive a ordonné :

« Monte, Ben ! »

C'était Simon le Kabyle. La main autour de l'appareil, j'ai murmuré :

« Il est mort ? »

— Monte. »

* *

J'ai grimpé les escaliers quatre à quatre et j'ai entendu le bruit dès les premières marches. Si les agonisants hurlent, ce sont des hurlements d'agonie que j'entendis alors ; si les mourants se frappent la tête contre les murs, c'est qu'on était en train de mourir dans ma chambre. Le Shérif devait mener son

manifestée, je l'aurais sans aucun doute chassé de mes bureaux sans ménager.

impertinence, en d'autres mots si quelque émotion banalement humaine s'était

décélée dans ses manières la moindre trace de malice, colère, impudence ou

calmes et étimés. Aucune ombre d'agitation ne troublait sa surface. Si j'avais

« Je le regardai fixement. Son visage malgré était tranquille : ses yeux gris,

prêter my daddy. »

aloi contre ce conditionnel retour, « Je préférerais mon papa. » « I would

avait troqué le verbe vouloir contre le verbe préférer et cet indicatif de bon

une invite à l'annabie rigolade. Les choses s'étaient gâtées quand Le Petit

mon papa... I want my daddy », je ne m'étais pas inquiété, j'y avais même vu

Petit. Tant qu'il était resté sur la terre ferme du mode indicatif : « Je veux

Tout en lisant, je me surpris à traduire en anglais la revendication du

I would prefer not to.

« J'aimerais mieux pas. »

m'aidiez à collationner ce feuillet, tenez ! » Et je le lui tendis.

« Que voulez-vous dire ? Auriez-vous l'esprit dérangé ? Je veux que vous

agitation, je me levai et traversai la pièce en une seule enjambée.

« Vous n'aimeriez mieux pas ? », répétai-je en écho, et, en proie à une vive

et le tranchant de ce not to.

de cette opposition entre l'apparente politesse du conditionnel I would prefer

anglaise intraduisible chez nous. Or toute la détermination de Bartleby vient

mais plus ferme ? La difficulté résidait dans ce not to final, particulièrement

moderiser l'expression en optant pour ce : J'aimerais mieux pas, moins poli

trice l'avait fait dans une précédente édition : Je préférerais n'en rien faire, ou

utilisée par Bartleby : I would prefer not to. Rallait-il écrire, comme la traduc-

Suivait une note sur la traduction la plus adéquate de l'expression

« J'aimerais mieux pas. »

répliqua d'une voix singulièrement douce et ferme :

« Imaginez ma surprise, lorsque, sans bouger de sa retraite, Bartleby

lui. »

Bartleby allait, dans quelques pages, refuser de collationner un texte avec

lecture jusqu'au premier refus de Bartleby. (Copiste chez cet homme de loi,

C'était bien Bartleby. Oui. Voilà. C'était Bartleby. Je pourrais ma

incroyablement soignée ! C'était Bartleby. »

revois encore cette silhouette, livide, nettement, pitoyablement respectable,

ble sur le seul de mon étude : la porte était ouverte et nous étions en été. Je

« En réponse à mon offre d'emploi, je vis un matin un jeune homme immo-

donne son titre à la nouvelle :

narrateur (un avoué plutôt porté sur l'humanisme) et le nomme Bartleby, qui

dernière main du noyé, et tombai pile sur la première rencontre entre le

Bartleby, j'ouvris le volume, y plongeai sans précaution, comme vers la

peut se charger le mode conditionnel. Qui la lira le saura. Herman Melville,

Bartleby, par conséquent. Qui a lu cette longue nouvelle sait de quelle terreur

mettre la main sur le Bartleby de Melville. Bartleby ! Herman Melville,

Une fois dans la bibliothèque, il me fallut environ deux secondes pour

pour. Je n'y suis pour personne, sauf pour lui. »

— Si vous plaît, dites-lui de me rejoindre dans la bibliothèque dès qu'il le

Louna avait pris le pli inverse de notre mère. Elle se faisait jeter aussi souvent que maman larguait les hommes. Comme si elle cherchait à rétablir une sorte d'équité dans la république de l'amour. Mais elle tombait chaque fois de si haut et se faisait si mal qu'il nous en venait des envies de meurtre, à Hadouch et à moi. Seulement, venger Louna revenait à dépeupler la faculté. Même Hadouch et ses copains n'y auraient pas suffi. Louna était déjà infirmière à l'époque. Le corps médical appréciait hautement le sien. Elle se donnait sans compter, mais en espérant beaucoup. Elle nous supposait une âme.

Total, il pleuvait autant à l'intérieur de l'ambulance que sur Paris. Les essuie-glaces brassaient les eaux du déluge sur celles du désespoir. Une période dramatique, en fait. Je passais mon temps à manier la serpillère. Une de ces déprimés domestiques qui vous font souhaiter une guerre mondiale, un bon cancer, un dérivatif, quoi, un rien de distraction.

Ce fut précisément ce que le Destin nous offrit, sous la forme d'une calandre de Mercedes qui surgit sur notre gauche, dans une gerbe de flotte (Je la revois très bien, cette calandre instantanée) :

« Merde ! »

Coup de barre à droite de Hadouch, coup de barre à gauche de l'autre, les tôles qui s'évitent de justesse, l'ambulance qui grimpe sur le trottoir, dérapage de la Mercedes.

Dont la porte arrière s'ouvre.

D'où roule une chose qui vient s'étaler sur notre trajectoire.

« Attention ! »

Nouveau coup de volant.

Choc.

« Nom de... »

— Qu'est-ce que c'est ?

— Quelqu'un, je crois.

— Quelqu'un ?

— Un corps. Un mec. Quelque chose comme ça.

— On l'a touché ?

— Il y a des chances.

— Bouge pas, je vais voir.

— Non, reste, j'y vais, moi.

— Je suis infirmière, Hadouch. »

Et maman, derrière :

« Qu'est-ce qui se passe, mon grand ? »

Moi : « Rien, maman, on vient juste d'écraser quelqu'un, ne t'inquiète pas. »

Dehors, Louna sous le déluge, penchée sur le corps qui gît à côté de l'ambulance, dans le torrent du caniveau. Hadouch trempé comme une soupe, droit debout à côté d'elle. La Mercedes, immobile, un peu plus loin, et une silhouette qui s'approche sous la pluie, une silhouette trapue, écrasée par le ciel, un costaud qui tape des pieds dans les flaques sans souci pour le bas de son pantalon, un pur produit de l'orage. Il est déjà sur Hadouch. Au lieu de lui

son lit. On attendait la tribu Ben Tayeb, bien sûr, mais une délégation des
Les banderoles punaises au plafond faisaient un ciel de gloire au-dessus de
de Belleville. Ils avaient résolu de donner un air de fête au départ du Shérif
Jérôme, Thérèse et Clara fleurissaient la chambre, en attendant l'arrivée
« Non, il ne me plaisait pas du tout, cet œuf de grenouille... »
Il traduisait pour les petits :
« Huerco malo ! Pardonne-moi, Louma, mais il ne me plaisait pas, ce
Rabbi Razon vint avec de la lecture sacrée. Il n'eut qu'un seul
« Oui... »
« Faut-il prévenir Rabbi Razon ? »
« Et une grande force d'âme... »
« Il était costaud, tu sais... »
« Elle en parlait déjà au passé... »
« Laquelle des deux Louma souffrait le plus... »
« Louna deux fois trahie, dans son cœur et dans son art... Difficile de dire
« Sans cette histoire, je l'aurais sauvé, Ben ! Il était sauvé... »
Shérif qui ne tenait plus qu'à un cheveu d'ange.
Louna lâcha cette phrase fatidique le lendemain, à midi pile, devant un
« C'est une question d'heures, maintenant... »
de bon, cette fois.
« Oui. Et le martyr ne souffrait pas souffrir davantage. Il levait l'ancre pour
rait mal.
« Il a dû souffrir le martyr... »
New-Yorkais. Planché à Voile avait joué avec ses côtes, aussi. Le Shérif respi-
impressionnante de substances toxiques injectées dans les replis secrets du
laboratoire, cette nuit-là. Les analyses de sang révélèrent une quantité
Il fallut rebrancher le Shérif et mesurer l'ampleur des dégâts. Louma se fit
parentesses sur la route du devoir. Passons.
même. C'est la marque des âmes fortes : dignes et bonheurs n'y sont que
Louma eut trop à faire avec la santé du Shérif pour s'apitoyer sur elle-

Résurrection

frais. Cette même bande qui avait déjà enlevé le Shérif de l'hosto, grâce à sa
complicité à lui, Planché à Voile.
« Comme il pouvait rien tirer du Shérif, il avait mission de le buter cette
nuit. Pas vrai ? »
La dernière question s'adressait à Planché à Voile.
« Pas vrai ? »
Planché à Voile fit oui de la tête.
« Et tu sais pas la meilleure, Ben ? »
J'allais la savoir.
« Une fois le Shérif nettoyé, le bon docteur se proposait de nous balancer
aux flics pour nous faire porter le chapeau. Aimable, non, pour un beau-
frère ? »
J'ai pensé à Louma. Et j'ai entendu la réponse de Planché à Voile avec un
dégoût familial. Bon Dieu, cette réponse... L'éternelle et même réponse de
tous les salauds du monde, avec ou sans uniforme :
« J'obéissais aux ordres... »
« Moi, je suis une bête, répondit Simon, j'obéis qu'à mes instincts. »
Les instincts simoniens firent voler en éclats une demi-douzaine de
quenottes dans la bouche de Planché à Voile.
Et la porte de ma chambre s'est ouverte.
« Arrête, Simon ! »
C'était Hadouch. Simon s'arrêta. Hadouch se retourna vers moi pour
résumer la situation :
« C'est comme ça, Benjamin. Quand la médecine manque de clarté, il faut
surveiller les médecins. »
Silence. Il demanda :
« Bon. Qu'est-ce qu'on fait, maintenant ? »
Maintenant, on allait arrêter de jouer. Maintenant, on allait faire dans la
légalité républicaine. Maintenant, on allait prévenir les flics, leur livrer cet
assassin et leur rendre leur collègue amerloque. Voilà ce qu'on allait faire,
maintenant, et c'est ce que je répondis.
Mais le destin s'oppose parfois aux meilleures résolutions.
Le destin se matérialisa ici en la personne de Louma, surgie sur le seuil de
la porte, hurlant le nom de son amant, se précipitant sur Simon toutes griffes
déhors, et se retrouvant dans les bras de Planché à Voile.
A ceci près que Planché à Voile l'étranglait dans la saignée de son coude
pendant que son autre main tenait un fin bistouri d'acier sur sa carotide palpi-
tante.
Tout cela si vite et si confusément que je n'ai pas encore trouvé les mots.
« Fôilà che que che fais faire, baïndenant, dit Planché à Voile avec ce qui
lui restait de dents. Che fais b'en aller avec zette dendre gonme, et fi un feul de
fous trois moufte, che la due. »
C'était son projet d'existence, oui.
Mais les choses allaient vite, décidément.
La détonation retentit avant même que j'aie pu voir le 11,43 dans la main
de Simon. Aucun doute pourtant, le flingue fumait bel et bien dans la main du
Kabyle, et ce qui restait de Planché à Voile s'affaissa aux pieds de Louma.

« Je ne doute pas de ton génie dans ce domaine, Loussa, mais Le Petit ne
« Avec un peu de persuasion... »
dit. Il eut un sourire devant ce contraste :
Ce disant en posant sa sombre main de Casamanche sur ma blanche main
je peux te rendre ce service... »
« Il suffit d'en dégouter un autre ! N'importe lequel ! Il ne doit pas
hommes, mais pas de celui-là... »
« Ma mère tient ses flics à jour. Elle connaît l'adresse de tous ses
« Impossible à retrouver, je te dis. Probablement mort, d'ailleurs... »
« Existe pas ? »
« Aussi introuvable qu'une envie quelconque dans la poitrine de Bartleby... »
« Parce que tu t'imagines que je n'y ai pas pensé ? Le père du Petit est
trouver le daddy en question... »
« Would prefer son papa... » Cela me paraît plus... constructif. Il suffit de re-
« Bartleby » « Would prefer not to ». Ton petit frère à lunettes roses
« Qu'est-ce que ça veut dire : pas la même grave ? »
« Comme Bartleby. Précisément. Mais pas la même grave... »
« Je te parle de mon plus jeune frère, qui me fait une grave de la fame
comme une fusée de détresse... »
l'occurrence, ne jouait ici que le rôle d'une métaphore, mais lumineuse
la littérature et ce qui ressortissait à la pathologie, que Bartleby, en
bovarysme, que je savais parfaitement faire le départ entre ce qui relevait de
Et, tant que j'y étais, j'ajoutai que je n'étais pas moi-même atteint de
occupés à parler cul en ménageant les formes, putain de merde ! »
« En quelque sorte... », nous ne sommes pas deux anciens du Trinity College
« Anglaise, Loussa ! », « Je crains que... », « Tu veux dire... », « Je suppose... »,
« Arrête de me faire chier avec tes mots en italique et tes précautions à
La, j'ai perdu patience... »
« deux, en quelque sorte... »
« Tu veux dire la même absence d'expression, je suppose. Un visage pour
roses et ce pauvre Bartleby... »
« Je vois pourtant une différence notable entre ton jeune frère à lunettes
Et de reposer son verre... »
« Tu ne bois pas ? »
« Longue gorge de grès... »
monde... »
« Juste une vérité clinique. On n'est pas pour rien la plus belle nouvelle du
« Bon. Va pour ton bartlebyisme. Après tout, ces pages reculent peut-être
bien glacé, où Loussa puisa sa force de conviction... »
La suite à l'Homme bien, donc, chez Youcef et Ali, devant un petit grès
tu ? »
non ? Raisons dans le berbe. Je t'offre un mestour de la marée : semoule,
cannelle, petits pois, fleur d'oranger, recuilement et raisins secs, qu'en dis-
tes terres ? Je serais tenté par un bon couscous, ça te va ? L'Homme bien,

s'y trompera pas. Si on lui fourgue un figurant en guise de papa, on précipite
la catastrophe.
« L'instinct ? »
« Je suppose, comme diraient tes amis anglais... »
« Wô huaiyi (j'en doute), répondraient mes amis chinois... »
« C'est pourtant comme ça... »
S'ouvrit un silence d'impasse pendant lequel Youcef déposa la graine sur la
table. Loussa nous servit en couscous, et c'était comme un surcroît de silence
qui tombait dans nos assiettes. Phile silencieuse de la semoule... Dunes,
biensôt. Dunes et silence. Contemplation. Le jaune silence des sables... Apai-
sement, un peu... Si bien que je finis par murmurer :
« C'est étrange, d'ailleurs, quand j'y repense... Le père du Petit est le seul
homme de ma mère qui ait vécu sous notre toit... »
« Ah bon ? Tu le connais, alors... »
« Non... »
Et Loussa me fit une proposition.
« Ecoute, on s'autorise une traversée du désert et tu me racontes ça à
l'arrivée, d'accord ? Pendant le thé à la menthe. »
Il me fallut donc, pendant le thé à la menthe, remonter une dizaine de
mois avant l'arrivée du Petit. C'est un passé difficile à concevoir, aujourd'hui
que Le Petit, avec ses lunettes roses (ou les rouges, il en a deux paires), me
semble évoluer depuis toujours dans mon paysage. Nos enfants datent de
toute éternité...
Notations préliminaires que Loussa accueillit avec une patience de
bédouin.
« Je t'en prie, fit-il, prends ton temps. »
Un filet de thé tomba du ciel dans mon verre damassé.
« J'ai un ami, dis-je, qui affirme n'avoir jamais vu son père à jeun. Bourré
du matin au soir. Plein comme un œuf. Il ne l'a pas vu sobre une seule fois...
Tout comme moi je n'ai jamais vu ma mère autrement qu'enceinte... »
« Vous n'êtes pourtant pas si nombreux, dans votre tribu... »
« C'est compter sans les fausses couches... »
« Excuse-moi, lâcha Loussa comme si je venais d'évoquer une série de
deuils récents... »
« Pas de mal. Régulation naturelle de l'espèce... en fonction de notre
surface habitable, peut-être, ou de mon salaire au Talon, va savoir. Si la
nature avait laissé ma mère faire selon son cœur, la quincaillerie qui nous
tient lieu de maison ressemblerait à un orphelinat de Dickens. Je serais obligé
d'en estropier la moitié pour les envoyer faire la manche. »
Je tournais autour du pot. Je touillais une mayonnaise qui commençait à
prendre.
« C'était... »

La justice
de fe